

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA MICROFINANCE AU GABON :
L'ACCÈS DES FEMMES AU MICROCRÉDIT DANS
LE PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DU
MICROCRÉDIT AU GABON (PADMG)

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
HYACINE KACOU-AMONDJI

AVRIL 2011

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce mémoire a été un parcours complexe durant lequel j'ai reçu le soutien de plusieurs personnes auxquelles j'aimerais exprimer ma gratitude par ces mots. Je tiens particulièrement à remercier ma directrice de recherche, Chantal Rondeau, d'avoir accepté de superviser mon travail et de m'avoir prodigué des conseils avisés afin de mener à bien mon projet de recherche. Sa patience et son soutien ont été très précieux.

Sur le terrain, au Gabon, mes recherches n'auraient pas été possibles sans la contribution de personnes qui ont gracieusement mis l'information nécessaire à ma disposition. Sans elles, mes visites dans les bibliothèques, les ministères et les établissements de microfinance n'auraient pas été fructueuses. Je remercie Mr. Fabrice Ngoyi du Projet d'appui au développement du microcrédit au Gabon (PADMG), de m'avoir accueillie et guidée dans cette belle ville qui m'était inconnue. Je ne saurais oublier les femmes de Tchibanga qui se sont montrées très collaboratrices et très enthousiastes lors de nos rencontres. Mon souhait est de pouvoir illustrer correctement leur dynamisme et leurs réalisations à travers ce mémoire.

Je décerne une palme à ma mère, Brigitte Fanguinovény pour son appui indéfectible. Par la même occasion, j'offre des lauriers à toute ma famille d'ici et d'ailleurs pour son soutien tout au long de mon parcours canadien.

Ma reconnaissance va à Dieu pour Sa faveur dans ma vie.

Je n'y suis pas parvenue parce que c'était facile, mais bien parce que même lorsque cela était difficile, j'ai toujours cru que je pourrais y arriver !

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	ii
Liste des tableaux	v
Liste des abréviations et sigles	vi
Résumé	viii
Introduction	1
Chapitre I – Cadre conceptuel, éléments méthodologiques et femmes dans la société gabonaise	5
1.1 – Le cadre d’analyse.....	5
1.1.1 – La microfinance	8
1.1.2 – Le microcrédit	10
1.1.3 – Le genre.....	13
1.1.4 – L’ <i>empowerment</i>	13
1.1.5 – Le secteur informel	15
1.1.6 – Les tontines	16
1.1.7 – Le capital social.....	17
1.1.8 – Le renforcement des capacités	18
1.2 – Le choix de l’étude de cas	20
1.3 – La méthodologie de recherche	20
1.3.1 – La recherche documentaire	20

1.3.2 – Les entrevues.....	21
1.3.3 – L’observation	24
1.3.4 – L’échantillonnage.....	25
1.4 – Les femmes dans la société gabonaise.....	27
1.5 – Le statut juridique des femmes gabonaises.....	35
1.6 – La représentation politique des Gabonaises.....	37
1.7 – La vie associative au sein de la société gabonaise	42

Chapitre II – Contexte économique et social du Gabon et promotion de la microfinance 45

2.1 – Profil du pays	45
2.1.1 – Situation économique.....	46
2.1.2 – Situation sociale	49
2.2 – La microfinance au Gabon : état des lieux.....	52
2.2.1 – Réglementation et promotion des activités de microfinance	54
2.2.2 – L’évolution du secteur.....	55
2.2.3 – Les établissements de microfinance (EMF).....	61
2.2.4 – La microfinance pour les femmes au Gabon.....	64

Chapitre III – L’accès des femmes au microcrédit à travers le PADMG..... 66

3.1 – Contexte local de la province de la NYANGA.....	66
3.1.1 – Cadre et objectifs du projet	69
3.1.2 – La structure organisationnelle du PADMG.....	74
3.2 – Les caractéristiques socio-économiques des bénéficiaires	74
3.3 – Évaluation de l’impact du microcrédit sur les bénéficiaires	89
3.3.1 – L’ <i>empowerment</i> des femmes	96

3.4 – L'évolution et la critique du PADMG	101
Conclusion.....	105
Annexes	107
Annexe 1 – La carte du Gabon.....	108
Annexe 2 – Le questionnaire.....	109
Annexe 3 – Éléments d'observation	111
Annexe 4 – Les locaux du PADMG	112
Annexe 5 – Image du bar d'une bénéficiaire de Tchibanga.....	112
Annexe 6 – Agricultrices dans une plantation de manioc.....	113
Annexe 7 – Plantation de manioc.....	113
Annexe 8 – Étal d'une bénéficiaire au grand marché de Tchibanga.....	114
Annexe 9 – Vente de vivres à domicile	114
Annexe 10 – Atelier de couture d'une des premières bénéficiaires.....	115
Annexe 11 – Restaurant Le Semeur.....	115
Bibliographie	116

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Les trois paradigmes dominants en microfinance	6
Tableau 2 : Classification des établissements de microcrédit.....	55
Tableau 3 : L'évolution des activités de microfinance	57
Tableau 4 : Les phases de financement du PADMG	72
Tableau 5 : L'intervalle d'âge	75
Tableau 6 : La situation matrimoniale des femmes	76
Tableau 7 : Nombre d'enfants.....	77
Tableau 8 : Le niveau d'instruction des répondantes.....	78
Tableau 9 : La structure des associations.....	80
Tableau 10 : Domaines d'activités des bénéficiaires	82
Tableau 11 : Les difficultés rencontrées par les bénéficiaires	85
Tableau 12: Indicateurs du niveau d' <i>empowerment</i>	98

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET SIGLES

ACDI : Agence canadienne de développement international
AGAPF : Association pour le planning familial
ALUCAF : Association nationale pour la lutte contre les cancers féminins
APEMG : Association professionnelle des établissements de microfinance du Gabon
AREC : Associations rotatives d'épargne et de crédit
BAD : Banque africaine de développement
BGD : Banque gabonaise de développement
CAMCCUL: Cameroon Cooperative Credit Union League
CEA : Commission économique des Nations unies pour l'Afrique
CEDEF : Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme
CEMAC : Communauté des États de l'Afrique centrale
CENAF : Centre d'appui aux organisations des femmes du Gabon
CFEC : Caisse FEMO d'épargne et de crédit
CECAG : Caisse d'épargne et de crédit de l'association des assistants de services sociaux du Gabon
CGAP: Consultative Group to Assist the Poor
CNM : Comité national de la microfinance
CNPM : Cellule nationale de promotion de la microfinance
COBAC : Commission bancaire de l'Afrique centrale
CORFEM : Coordination des ong et associations féminines
DGSEE : Direction générale de la statistique et des études économiques
DIF : Direction des institutions financières
DSCRIP : Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté
EDSG : Enquête démographique de santé Gabon
EGEP : Enquête gabonaise pour l'évaluation et le suivi de la pauvreté

EPP : Enquête sur la perception de la pauvreté
FED: Femmes et développement
FAGA : Fonds d'aide et de garantie
FIDA : Fond international de développement agricole
FNUAP : Fonds des Nations unies pour la population
FODEX : Fonds d'expansion et de développement des petites et moyennes entreprises
GAD : Gender and Development
GED : Genre et développement
IFD : Intégration de la femme au développement
MFPEPF : Ministère de la famille, de la protection de l'enfance et de la promotion de la femme
MGBEF : Mouvement gabonais pour le bien-être familial
UMAC : Union monétaire de l'Afrique centrale
ODEFPA : Observatoire national des droits de la femme et de la parité
OMD : Objectif du millénaire pour le développement
ONG : Organisation non gouvernementale
ONU : Organisation des Nations unies
OPEP: Organisation des pays exportateurs de pétrole
PADMG : Projet d'appui au développement du microcrédit au Gabon
PNUD : Programme des Nations unies pour le développement
RGPH : Recensement général de la population et de l'habitat
RNDHG : Rapport national sur le développement humain au Gabon
SEWA : Self Employed Women's Association
TBE : Tableau de bord de l'économie
UEMOA : Union économique et monétaire ouest africaine
WAD: Women and Development
WID: Women in Development

RÉSUMÉ

Ce mémoire de recherche est une étude descriptive dont le but est d'évaluer comment l'accès au microcrédit permet aux femmes de Tchibanga bénéficiaires du Programme d'appui au développement du microcrédit au Gabon (PADMG) d'améliorer leurs conditions de vie. Notre démarche tente de répondre à la question suivante : comment se développe la microfinance au Gabon, et quel est son rôle dans la promotion de la condition des femmes, en particulier les bénéficiaires du PADMG? Dans cette optique, nous dressons un portrait de la microfinance au Gabon et présentons des éléments clés du contexte économique, social et politique. À partir d'une analyse du concept d'*empowerment*, ainsi que d'une recherche terrain qui a permis de recueillir des données qualitatives, notamment grâce aux entrevues menées dans la ville de Tchibanga, cette étude est parvenue à mieux cerner l'impact du projet sur les femmes.

Certains éléments socio-économiques sont présentés dans le but de mieux comprendre le contexte local, particulièrement la dynamique entrepreneuriale des Gabonaises. Il est également mis en évidence, l'émergence et la structuration récentes du secteur de la microfinance. Les différentes mutations de la société gabonaise, introduisent des comportements nouveaux chez les populations et entraînent un essor de l'entrepreneuriat féminin.

À partir d'une analyse des principaux établissements de microfinance (EMF) et de la situation des bénéficiaires du PADMG, ce travail fait ressortir deux principaux résultats. Les initiatives de microfinance menées au Gabon, ne permettent pas encore d'assurer la couverture du territoire en matière de services financiers décentralisés. Ensuite, les bénéficiaires de Tchibanga parviennent à entreprendre des activités rémunératrices, sur lesquelles plane un risque de saturation notamment à cause de l'étroitesse du marché, la concurrence et des difficultés d'écoulement vers d'autres centres urbains. Ainsi, les possibilités de rentabilité à long terme et de pérennité s'en trouvent compromises.

Mots-clés : Microfinance, microcrédit, Gabon femmes, *empowerment*

INTRODUCTION

L'engouement international pour la microfinance se traduit par une expansion sans précédent de ses activités, au point que certains auteurs la qualifient de «révolution de la microfinance» (Robinson, 2001). En effet, elle permet aux populations exclues du système bancaire traditionnel, d'avoir accès à des services financiers dont elles sont privées par manque de garantie, ou parce qu'ils ne sont pas adaptés à leurs besoins (Yunus, 1997 ; Khandker, 1998 ; Sarr, 1998 ; Nowak, 2005).

L'accroissement des inégalités dans le monde représente un défi majeur pour les institutions internationales ainsi que les acteurs du développement, car les inégalités entravent «la participation effective des populations locales au développement de leurs pays» (ONU, 2007 :34) , plus précisément celle des femmes, dont la situation est particulièrement préoccupante, parce qu'elles sont victimes des inégalités de genre et majoritairement privées de l'accès au capital ainsi que des ressources productives (Yunus, 1997 ; Khandker, 1998 ; Rahman, 1999 ; Sarr, 1998 ; Kabeer (b), 2005). Les femmes sont plus vulnérables face à la pauvreté, laquelle se manifeste avec plus d'acuité dans leur vie, car non seulement elles ne bénéficient pas des mêmes droits que les hommes, mais en plus elles en prennent conscience plus difficilement (notamment à cause de la hiérarchisation de la société et du carcan culturel) et éprouvent des difficultés à les faire valoir (Guérin (c), 2002). Leur situation est d'autant plus difficile que la pauvreté qu'elles affrontent « résulte de phénomènes économiques, politiques et sociaux interagissant, et souvent se renforçant les uns les autres, aggravant ainsi le dénuement» (Banque mondiale, 2008 :1).

La mise à l'agenda des questions liées à la problématique de la pauvreté se traduit par l'adoption, en 2000, par les pays membres de l'ONU de l'objectif 3 visant à «promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes», parmi les

Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) (PNUD, 2005). Le microcrédit est présenté comme un outil efficace pouvant contribuer à l'atteinte de cet objectif et les projets de microfinance destinés aux femmes se sont multipliés.

Le succès de la Grameen Bank¹, au Bangladesh, a révélé la fiabilité de la moitié de la population jusque là peu considérée ou encore ignorée par les banques : les femmes (Yunus, 1997 ; Khandker, 1998 ; Gilbert, 2008). En effet, les emprunteuses de cette banque sont parvenues à financer leurs activités, et ainsi améliorer leurs conditions de vie, ainsi que celles de leurs familles (Kabeer (a), 2005). Observant le comportement des femmes bénéficiaires de microcrédits et la transformation qui s'opérait dans leur vie, Muhammad Yunus (1997) affirma que «le crédit lorsqu'il passait par les femmes, amenait plus rapidement des changements que lorsqu'il passait par les hommes» (Yunus, 1997 :114). En outre, les taux de remboursement élevés enregistrés auprès de la clientèle féminine ont démontré sa rentabilité (Yunus, 1997 ; Nowak, 2005 Gilbert, 2008). Cette expérience de microfinancement des femmes, porteuse d'un changement dans les rapports sociaux, a trouvé écho auprès des différents acteurs de développement et explique leur engouement à promouvoir l'accès des femmes aux microcrédits.

Il existe des disparités dans le développement de la microfinance au sein de la Communauté des États de l'Afrique centrale. Certains pays, notamment le Gabon, ont connu une émergence tardive de ce secteur (Banque de France, 2003). Toutefois, au regard des changements économiques et des mutations sociales qui sont survenus dans ce pays, le contexte actuel est favorable au développement des activités de

¹ La Grameen Bank est une institution fondée au Bangladesh par Muhammad Yunus, récipiendaire du Prix Nobel de la Paix en 2006. Ses premières activités ont débuté en 1976 dans le village de Jobra, et elle a développé une approche innovatrice car elle est la première institution à avoir instauré un système de prêts bancaires destiné aux pauvres, et particulièrement les femmes (Yunus, 1997 ; Gilbert, 2008)

microfinance, particulièrement à l'égard des femmes. Dans cette optique, le Ministère de la famille, de la promotion de la femme et de la protection de l'enfance (MFPFPE) en partenariat avec le Programme des nations unies pour le développement (PNUD), a initié le Programme d'appui au développement du microcrédit au Gabon (PADMG), dont la première phase a été lancée en 2005 dans la province de la Nyanga.

Il apparaît donc judicieux de s'intéresser à l'émergence de la microfinance au Gabon, précisément pour les femmes gabonaises. Ce mémoire de type descriptif poursuit un double objectif : établir un portrait de la microfinance au Gabon et analyser de façon spécifique l'impact du projet de microcrédit destiné aux femmes de la ville de Tchibanga. La question qui le sous-tend est la suivante : **comment se développe la microfinance au Gabon, et quel est son rôle dans la promotion de la condition des femmes, en particulier les bénéficiaires du PADMG?**

La pertinence de ce travail réside dans le fait que les travaux portant sur l'accès des femmes au microcrédit sont nombreux (Guérin, 2002 (b) ; Mayoux 1998,2000 ; Kabeer(a), 2005). Cependant, compte tenu du développement récent de la microfinance au Gabon, peu de recherches sont disponibles pour y illustrer l'impact du microcrédit. Il nous est apparu nécessaire de procéder à une recherche sur les activités de microfinance, plus spécifiquement sur la contribution du microcrédit au financement d'activités génératrices de revenus pour les femmes gabonaises. Par ailleurs, le foisonnement de programmes de promotion de la condition féminine, parmi lesquels s'insère le PADMG, est un élément propice à l'analyse du rôle de transformation du microcrédit dans la vie des femmes gabonaises.

Notre travail est divisé en trois parties. Dans le premier chapitre nous présenterons : les outils conceptuels et les éléments théoriques qui permettront

d'analyser les informations recueillies. Cette partie traitera entre autres du concept de l'*empowerment*² et définira les principaux termes qui seront utilisés dans ce travail. Enfin, elle explorera la situation des femmes gabonaises.

Le deuxième chapitre précise le contexte de la recherche, il dresse un portrait économique et social du Gabon, puis décrit le processus d'évolution du secteur de la microfinance, et en identifie les principaux acteurs.

Le troisième chapitre décrira plus spécifiquement le PADMG et présentera les résultats de notre enquête terrain. Il s'attellera aussi à évaluer l'impact de l'accès des femmes de Tchibanga au microcrédit et à mesurer le niveau d'*empowerment* atteint. L'analyse de la situation mènera ainsi à la conclusion de ce mémoire.

² Il existe plusieurs traductions en français de ce terme anglais, mais nous avons préféré l'utiliser dans sa version anglaise. Nous le définissons au chapitre 1.

– CHAPITRE I –

**CADRE CONCEPTUEL, ÉLÉMENTS MÉTHODOLOGIQUES
ET FEMMES DANS LA SOCIÉTÉ GABONAISE**

Cette section présente le cadre d'analyse adopté pour répondre à notre question de recherche. La définition des concepts clés est essentielle afin de mettre en évidence la compréhension que nous en avons et la signification qu'ils prennent dans notre travail. Ensuite, la méthodologie, le choix des techniques et outils de recherche sont présentés. Enfin, nous dressons un état des lieux de la situation des femmes dans la société gabonaise.

1.1 – Le cadre d'analyse

La principale caractéristique des nombreux projets de microcrédit financés par les acteurs internationaux et locaux de développement, est qu'ils ciblent majoritairement la clientèle féminine (Mayoux, 2000; Falquet (c), 2003; Kabeer, 2005 ; Leblanc Dominguez, 2005). Il s'agit d'une tendance qui entre dans l'approche genre et développement et a pour but de renforcer le pouvoir et l'autonomie des femmes en les amenant à être plus indépendantes.

Le cadre d'analyse utilisé dans ce mémoire a été développé par Linda Mayoux (1998), dans son article intitulé «*L'empowerment des femmes contre la viabilité ? Vers un nouveau paradigme dans les programmes de micro-crédit*». L'auteure y fait ressortir les trois paradigmes sous-jacents à la microfinance, il s'agit : du paradigme de la viabilité financière (*financial self-sustainability*), de la réduction de la pauvreté (*poverty alleviation*) et de l'*empowerment* des femmes (*feminist empowerment*). Chacun d'eux correspond à une définition distincte de l'*empowerment*, et Linda Mayoux présente les changements qui s'opèrent dans la vie des femmes, au niveau

économique, individuel, social et politique. Dans la pratique, un cercle vertueux peut se mettre en place en agissant sur les différents volets en même temps, dans la mesure où les trois approches sont fortement liées entre elles.

Nous présentons ici un tableau synthétisant les caractéristiques des trois paradigmes :

Tableau 1 – Les trois paradigmes dominants en microfinance

Paradigmes	Viabilité financière	Réduction de la pauvreté	Empowerment des femmes
Objectifs	-Mettre en place des programmes de microfinance viables – Améliorer l'accès aux services de microcrédit pour un grand nombre de démunis.	La microfinance comme partie d'un programme intégré de lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité et pour l'amélioration du bien-être pour les foyers les plus pauvres	-Utiliser le micro-crédit comme point de départ pour l' <i>empowerment</i> économique
Caractéristiques	Prépondérant actuellement dans la plupart des agences donatrices, sous-jacent dans les modèles de micro-finance défendus dans les publications d'US-AID et de CGAP.	Programmes intégrés de lutte contre la pauvreté par le développement communautaire.	Prend naissance dans le mouvement international des femmes (Sen & Grown, 1988) et est sous-jacent dans les politiques de genre de nombreuses ONG. Ce paradigme n'a pas été imposé par le Nord. Il caractérise les premiers programmes de micro-crédit dans le Sud, en particulier SEWA en Inde.
Motifs du choix des femmes comme groupe cible	Les considérations d'efficacité grâce au haut taux de remboursement des femmes.	Le taux de pauvreté est plus grand parmi les femmes, et celles-ci sont responsables du bien-être du foyer.	La recherche de l'égalité entre hommes et femmes, et les droits de l'homme.
Viabilité	La viabilité financière du programme.	La mise en place d'institutions participatives au niveau local, dans un but d'autonomie communautaire à long terme et d'autodétermination pour les démunis	Le développement d'organisations participatives et indépendantes de femmes, en relation avec un mouvement plus large des femmes, dans le but d'une transformation des relations entre les genres.
Définition de l'empowerment	<i>Empowerment</i> économique, plus grandes possibilités de choix individuel et plus grande capacité.	Bien-être accru, développement communautaire et autonomie (financière)	La transformation des relations de pouvoir dans toute la société.

Source : Tableau constitué à partir du texte de Linda Mayoux(1998) : «L'*empowerment* des femmes contre la viabilité ? Vers un nouveau paradigme dans les programmes de micro-crédit».

Nous avons choisi d'utiliser le paradigme de la réduction de la pauvreté comme cadre d'analyse parce qu'il justifie le recours au microcrédit comme étant un moyen de lutter contre la pauvreté féminine et d'engendrer des améliorations au niveau du bien-être familial (Mayoux, 1999; Kabeer (b), 2005). Les femmes étant majoritairement victimes de la pauvreté, elles ont besoin d'accéder aux ressources financières dont elles sont privées (Yunus, 1997 ; Mayoux, 1998, Rahman, 1999). Ainsi, «by providing access to financing for income-generating activities, microfinance institutions can significantly reduce women's vulnerability to poverty» (Cheston et Kuhn, 2002 dans Leblanc Dominguez, 2005:22).

Le projet de microcrédit destiné aux femmes de Tchibanga, s'inscrit dans une optique de lutte contre la pauvreté, ce qui explique le choix du deuxième paradigme de Mayoux (1998). Les femmes sont identifiées comme groupe cible car en leur donnant un accès plus large au microcrédit cela entraîne des effets importants au niveau cognitif, au sein du foyer et de la communauté (Yunus, 1997; Mayoux, 2000; Guérin (c), 2002, Kabeer (b), 2005). Le cadre d'analyse proposé par le paradigme de réduction de la pauvreté est donc pertinent en ce qui concerne le sujet étudié.

Toutefois, l'auteure mentionne que le paradigme de la réduction de la pauvreté et celui de l'*empowerment* des femmes sont complémentaires. En effet, selon l'approche de l'*empowerment* féministe, l'*empowerment* est « vu comme un processus de changement individuel interne (le pouvoir en), d'augmentation des capacités (le pouvoir de) et la mobilisation collective des femmes, et des hommes quand c'est possible (le pouvoir avec), dans le but de remettre en cause et de changer la subordination liée au genre (le pouvoir sur) » (Mayoux, 1998 :76). Il dépasse le domaine économique, et s'attaque à des enjeux plus importants, tels que la remise en question des inégalités de genre. Le microcrédit est donc perçu comme un outil permettant aux femmes de transformer les rapports de pouvoir au sein de la société.

Dans l'évaluation du niveau d'*empowerment* atteint par les femmes bénéficiaires du PADMG, nous utiliserons les éléments issus de ce cadre d'analyse pour déterminer les changements qui s'opèrent dans la vie des emprunteuses à savoir : le bien-être accru, le développement communautaire et l'autonomie financière.

Il est nécessaire de définir les concepts clés que nous utiliserons, afin de les circonscrire dans le cadre de notre mémoire. Les différentes approches dominantes en microfinance font référence à plusieurs notions. Nous présenterons entre autres les concepts suivants : le microcrédit, l'*empowerment*, le capital social, et le renforcement des capacités.

1.1.1 – La microfinance

La microfinance, souvent confondue avec le microcrédit, s'impose de plus en plus comme un outil d'inclusion financière des personnes exclues du système bancaire (Robinson 2001 ; Mayoux, 2001 ; Nowak, 2005). En effet, en septembre 2005, durant l'année internationale du microcrédit, le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP) définissait la microfinance de la façon suivante:

«On entend par microfinance l'offre de services financiers (microcrédit, micro assurance, etc.) aux populations pauvres, exclues du système bancaire, sans ressource ni droit de propriété. Les gens vivant dans la pauvreté, comme tous les autres, ont besoin d'une gamme diverse d'instruments financiers pour diriger leurs affaires, stabiliser leur consommation et se protéger contre des risques. Les services financiers dont les pauvres ont besoin incluent des prêts de fonds de roulement, le crédit à la consommation, l'épargne, l'assurance, et des services de transfert d'argent» (CGAP dans Sine, 2008 : p.152)

Une autre définition plus large est proposée par Gentil (2004) :

«La microfinance constitue[...]actuellement un secteur financier entre le secteur bancaire et le secteur endogène/«informel» (tontines, banquiers ambulants, prêts personnels à taux nul ou «usuraires», gardes-monnaie,...)Il assure des services financiers de proximité, crédit, épargne et un peu d'assurance pour les exclus du système bancaire[...]Les montants du crédit sont le plus souvent de faibles montants (entre 50 et 100 dollars) et ils sont destinés principalement à des populations pauvres» (Gentil, 2002, dans Leblanc Dominguez, 2005 :15).

On entend aussi par microfinance «un ensemble très diversifié de dispositifs offrant des capacités d'épargne, de prêt ou d'assurance à de larges fractions des populations rurales, mais aussi urbaines, n'ayant pas accès aux services financiers des établissements soumis à des contraintes de rentabilité immédiates et à certains ratios prudentiels» (Servet et Gentil :2002). Cette offre de services financiers (crédit, épargne, assurances, etc.) est ainsi accessibles aux exclus, précisément les femmes, à travers les institutions de microfinance (IMF).

La définition d'Hofmann et Marius-Gnanou (2003 :5) est celle que nous retenons dans le cadre de notre travail. Selon ces auteurs, la microfinance désigne : « l'octroi de services financiers (généralement du crédit et/ou de l'épargne), à des personnes développant une activité productive, le plus souvent de l'artisanat ou du commerce, et n'ayant pas accès aux institutions financières commerciales en raison de leur profil socio-économique ».

L'engouement suscité par la microfinance et les performances sociales qui lui sont attribuées résident dans le fait qu'elle comporte un idéal d'inclusion financière des populations les plus pauvres (Roy, 2006 ; Jégourel, 2008). Selon Servet (2006 :225) trois critères caractérisent le secteur de la microfinance : « le faible montant des opérations, la proximité non seulement spatiale, mais aussi mentale et sociale entre l'organisation et sa population cible, et la pauvreté supposée des client(e)s ou l'exclusion qu'elles ou ils subissent».

Il ne s'agit pas d'un mouvement local, mais bien international, dans la mesure où la microfinance connaît un véritable essor et est considérée par les gouvernements, les bailleurs de fonds ainsi que les ONG, comme un des leviers importants de lutte contre la pauvreté (Mayoux, 2001 ; Gentil et Servet, 2005). Aussi, dans les pays en développement, les structures de microfinance sont devenues de plus en plus attrayantes par leur proximité, et leur flexibilité. Il ressort que ce secteur a l'avantage

d'élargir le champ de possibilités offertes aux populations car «d'un point de vue économique et financier, la microfinance permet de desserrer une contrainte fondamentale : l'absence de services financiers de qualité pour la majorité des populations, *a priori* considérée comme dénuée de projet rentable par les banques» (Gentil et Servet, 2002 : 759).

1.1.2 – Le microcrédit

Le microcrédit est l'outil de microfinance le plus répandu mais aussi le plus populaire, car il répond aux besoins des populations, en ressources financières. Il a pris son essor dans les années 70 sous la houlette de Muhammad Yunus, un économiste bangladais, qui créa la Grameen Bank, en 1983, dans le but de répondre aux besoins en ressources financières des populations locales, et particulièrement des femmes bangladaises. Son initiative a commencé par le prêt d'une somme d'environ 27\$ de l'argent à des personnes *a priori* insolvables selon les banques. Le taux de remboursement fut de 100% et cette expérience révélatrice des capacités entrepreneuriales des femmes, mais aussi de leur fiabilité, est devenue une source d'inspiration ainsi que le symbole d'un succès qui suscite un engouement international pour le microcrédit. Les expériences de microfinancement se multiplient à travers le monde, et elles ont en commun de cibler de la clientèle féminine dont il s'agit généralement d'un premier accès au «crédit productif» (Guérin et Palier, 2007 :28), pouvant améliorer leurs revenus et leur productivité (Khandker, 1998). Considérant les nombreuses réussites enregistrées, plusieurs le voient comme la solution pour éradiquer la pauvreté; au point que Kabeer (a) (2005 :1) ait utilisé l'expression *magic bullet* (balle magique).

Le microcrédit désigne une somme d'argent, dont le montant est variable, prêtée de façon individuelle ou collective pour le démarrage ou l'expansion d'activités génératrices de revenus. Les femmes investissent généralement cet emprunt dans le

développement d'activités artisanales, agricoles ou commerciales. Elles sont devenues les clientes privilégiées des IMF, premièrement à cause de l'exclusion bancaire dont elles sont couramment victimes, ensuite à cause de la pauvreté qui les frappe de façon plus accrue, et enfin parce qu'elles se sont révélées être fiables dans le remboursement de leurs emprunts (Yunus, 1997 ; Mayoux, 1998 ; Kabeer, 2005).

Au-delà du simple prêt d'un montant d'argent, dans notre mémoire, nous abordons le microcrédit comme une assistance financière et technique permettant le renforcement des capacités des femmes, en leur procurant les outils nécessaires pour mettre en valeur leur capital humain (Mayoux, 2001) de même que leur potentiel entrepreneurial.

Le microcrédit revêt une double fonction : économique et sociale ; il traverse les barrières culturelles et transforme la hiérarchisation de la société (Yunus, 1997 ; Mayoux, 2001 ; Nowak, 2005). Les auteurs (Yunus, 1997 ; Mayoux, 1999, 2001 ; Robinson, 2001 ; Kabeer(a), 2005 ; Guérin, 2005) s'accordent à reconnaître que le microcrédit permet : d'augmenter les revenus des femmes et faciliter leur indépendance financière, de stabiliser et professionnaliser leurs activités entrepreneuriales, d'améliorer leur statut au sein de la famille et de renforcer l'estime qu'elles ont d'elles-mêmes.

Le microcrédit s'octroie généralement par différentes institutions pouvant être classées selon trois grands types :

- Les caisses locales et réseaux d'épargne et de crédit (Pamecas au Sénégal, Nyesigiso et Kafo Jiginew au Mali, CAMCCUL au Cameroun...);
- Les banques de microfinance (Grameen Bank au Bangladesh, Bancosol en Bolivie...);
- Les Ong, les fondations et autres organisations.

Guérin (2002) (a) propose deux catégories de microcrédit : individuel et collectif :

Le crédit individuel

Il est accordé à une personne à faible revenu, ou à un entrepreneur disposant déjà d'une entreprise. L'emprunteur est le seul responsable du remboursement du prêt contracté. En y accédant il peut créer une microentreprise, agrandir une entreprise déjà existante ou augmenter le volume de ses affaires. Le crédit individuel est généralement accordé à des personnes qui n'ont pas d'épargne et ne présentent pas de garanties suffisantes pour que les banques classiques leur accordent un prêt.

Le crédit collectif

Contrairement au crédit individuel, le crédit collectif est accordé à un groupe de personnes qui font office de caution solidaire. Cette formule consiste à octroyer un microcrédit, non pas individuellement à chaque demandeur, mais à un groupe dont les membres sont solidairement responsables du remboursement du prêt par l'ensemble du groupe (Guérin, 2003). Le crédit collectif s'adresse à des groupes, d'environ cinq personnes et plus, dont les membres se portent mutuellement garants du crédit contracté. En cas de défaut de paiement de l'un des membres, les autres membres doivent endosser la responsabilité du remboursement. Cet engagement collectif fait office de garantie ou encore de caution solidaire (Yunus, 1998; Guérin, 2003). À l'inverse du crédit individuel, le crédit collectif présente davantage de garanties car le groupe représente une pression sociale sur chacun de ses membres. De nombreux groupes de femmes se sont formés dans plusieurs pays pour bénéficier de cette forme de crédit.

1.1.3 – Le genre

Le genre est un concept fondamental pouvant être défini comme la construction sociale et culturelle de la catégorie masculin et féminin par comparaison au sexe qui ne comprend que les aspects physiologiques différenciant les hommes des femmes (Dagenais et Piché, 1994 ; Falquet, 2003). Il est plus global car il tient compte de la construction identitaire et des rôles sociaux, plutôt qu'aux simples questions biologiques (Bisiliat et Verschuur, 2000, Kabeer, 2003). Sa compréhension permet d'identifier les aspects socioculturels qui engendrent des inégalités dans les relations de pouvoir et bloquent la participation effective des femmes au développement.

1.1.4 – L'*empowerment*

L'utilisation du concept d'*empowerment* a commencé dans les pays du Sud, précisément en Inde, au sein du réseau DAWN³ (Bisilliat, 2002 ; Hofmann et Marius-Gnanou, 2002) et fait aujourd'hui l'objet de nombreux débats (Mayoux, 1998). Il s'insère dans l'approche genre et développement⁴, et est intégré dans un nombre croissant de programmes créés par les ONG ainsi que les organisations internationales.

Depuis la Conférence de Pékin, en 1995, l'*empowerment* s'est imposé comme une stratégie clé de développement. La déclaration de Pékin affirmait dans son paragraphe 13 que: « l'*empowerment* des femmes et leur pleine participation dans des

³ Le DAWN est un réseau d'«alternatives pour le développement avec les femmes à l'aube d'une ère nouvelle» créé par un groupe de sociologues et d'économistes à Bangalore en Inde (Hofmann, 2003 :1)

⁴ Depuis les années 70 trois paradigmes dominants ont marqué les recherches sur le thème des femmes et du développement. Il s'agit des approches Intégration de la femme au développement (IFD ou WID) ; femmes et développement (FED ou WAD) ; et genre et développement (GED ou GAD). Cette dernière vise à assurer une répartition égale des opportunités, et des ressources à travers une intervention de l'État. Elle favorise l'implication des femmes dans le développement, ainsi que leur *empowerment*.

conditions d'égalité dans toutes les sphères de la société, incluant la participation aux processus de décision et l'accès au pouvoir, sont fondamentaux pour l'obtention de l'égalité, du développement et de la paix».

L'utilisation de l'*empowerment* est devenue courante mais aucune définition ne fait l'unanimité (Mayoux, 1998). La traduction en français de ce terme anglais propose plusieurs termes : «attribution de pouvoir» (Bisilliat, 2003), l'«autonomisation» ou l'«émancipation», lesquels ne sont pas assez clairs (Hofmann et Marius-Gnanou, 2007), ni complets pour représenter les changements entraînés par l'*empowerment*. Ce concept qui fait l'objet de débats «regroupe un vaste éventail d'idéologies et de disciplines qui en font une notion difficile à cerner» (Leblanc Dominguez, 2005 : 33). Il s'agit d'un concept central dans l'étude du microcrédit et des femmes, dans la mesure où il est utilisé comme un indicateur pour évaluer les transformations qui s'opèrent dans leur vie, suite à leur accès à cette ressource financière.

Isabelle Guérin (2007 :28) définit l'*empowerment* comme étant le « processus d'accès à plus de pouvoir, la notion de pouvoir étant entendue au sens large économique, social et politique». Dans ce mémoire, nous utiliserons donc l'*empowerment* selon la définition suivante : le processus par lequel les personnes privées de ressources accèdent à plus de pouvoir de décision et d'action dans leur vie. Il se caractérise par un contrôle des ressources matérielles et non matérielles.

Les auteurs s'accordent à reconnaître que l'une des caractéristiques essentielles de l'*empowerment* est l'appropriation du pouvoir de décision par les femmes bénéficiaires de microcrédit (Mayoux, 1998 ; Kabeer, 2005).

Les niveaux d'*empowerment*

En analysant les programmes et la littérature sur la microfinance, nous constatons qu'il n'existe pas d'unanimité au sujet de la nature de l'*empowerment* visé. Linda Mayoux (1998) en distingue trois niveaux :

- L'*empowerment* économique individuel : on suppose que faciliter l'accès des femmes aux programmes de microcrédit financièrement viables leur permettra d'augmenter leur revenu et d'accroître leur contrôle sur le revenu et les ressources impliquées;
- L'*empowerment* par l'amélioration du bien-être : l'accès plus large à la microfinance permettrait aux femmes d'augmenter le bien-être de leur foyer et par la suite d'améliorer leur statut au sein du ménage et de la communauté. C'est pourquoi on postule que l'*empowerment* des femmes et la réduction de la pauvreté se renforcent mutuellement et nécessairement;
- L'*empowerment* social et politique implique la capacité de changer et de remettre en cause la soumission des femmes. Cette dimension d'*empowerment* va au-delà de l'essor économique et de l'amélioration du bien-être.

1.1.5 – Le secteur informel

La notion de secteur informel a été employée pour la première fois en 1971, dans une étude de Keith Hart sur le Ghana. Elle fut reprise par le Bureau international du travail (BIT) dans un rapport, publié en 1972, sur la situation de l'emploi urbain au Kenya. Le secteur informel ou l'économie informelle est lié au développement spontané de petits métiers urbains, d'« activités des travailleurs pauvres qui exercent un travail pénible mais dont les activités n'étaient ni reconnues, ni enregistrées, ni protégées, ni réglementées par les pouvoirs publics » (OIT, 2004 :1). Le terme secteur informel, évoluera très vite, désignant des activités hétérogènes, parmi lesquelles apparaissent des stratégies collectives qui ont permis de créer des groupes (SELF-

Help's group, en Inde), des associations, telles que les Associations rotatives d'épargne et de crédit (AREC)⁵ au Cameroun et au Sénégal (Lelart, 1990), ainsi que des coopératives, des mutuelles et des réseaux d'entraide, encore appelés tontines. La finance informelle (les prêts usuraires, les tontines...) est une réponse à l'inadéquation des systèmes financiers formels et occupe aujourd'hui une grande place dans les pays en développement, et est organisée en dehors de toute réglementation et de tout contrôle (Lautier, 2006).

Les femmes sont très impliquées dans ce secteur (Rondeau, 1995), mais l'absence de chiffres sur l'économie informelle ne permet pas d'en mesurer l'implication. Guérin (a) (2002) fait d'ailleurs remarquer la souplesse des modes de financement informels.

1.1.6 – Les tontines

La forme la plus courante de la finance informelle est l'association rotative d'épargne et de crédit (AREC), plus souvent désignée par l'expression tontine. Il s'agit d'«une association de personnes qui, unies par des liens familiaux, d'amitiés, de profession, de clan ou de religion, se retrouvent à des périodes d'intervalle plus ou moins variables afin de mettre en commun leur épargne en vue de la résolution des problèmes particuliers ou collectifs» (Bouman dans Yanga Ngary, 2008 :87).

Très développées dans les pays africains, surtout en Afrique de l'ouest (Sarr, 1998) et au Cameroun (Mayoux, 2000), les tontines sont une pratique informelle d'épargne et de crédit formées par des regroupements de femmes qui s'engagent de manière rotative, à verser une somme prédéterminée à une fréquence donnée. Le phénomène tontinier est en pleine expansion au Gabon, particulièrement chez les femmes. Chaque membre touche à son tour, les dividendes du capital investi et la

⁵ Associations rotatives d'épargne et de crédit (AREC, ou ROSCAs en anglais).

tontine prend fin lorsque chacune des participantes a perçu sa part. Il existe des tontines pour tous les montants d'argent et fonctionnant hebdomadairement, mensuellement ou selon la période fixée par ses membres.

Par ailleurs, «ces tractations sont basées sur la confiance et les réseaux informels qui sont par ailleurs très bien organisés et structurés dans les milieux locaux » (Provost, 2006 :91). D'une manière générale, il s'agit d'un financement utilisé pour faire face aux dépenses courantes (alimentation, habillement), pour subvenir aux dépenses sociales (mariages, enterrement, baptêmes...) (Sarr, 1998), ou pour s'assurer le capital nécessaire au démarrage d'une activité rémunératrice (Yanga Ngary, 2008). Au Gabon, les deux formes de tontines principalement utilisées sont la tontine commerciale et la tontine mutuelle, cette dernière étant le modèle auquel les populations adhèrent majoritairement (Mezui Me Sima, 1997).

La discipline et les exigences de ce mode d'accumulation, est aussi un bon prétexte pour échapper aux sollicitations familiales, dans le mesure où une femme engagée dans une tontine, peut invoquer ce motif pour ne pas répondre aux demandes financières. Cependant, « la tontine reste un intermédiaire financier imparfait dont le caractère informel n'en permet pas une étude exhaustive » (Mbouombouo Ndam : 27). Il est donc difficile de déterminer les montants qui transitent par ces réseaux d'épargne et de crédit.

1.1.7 – Le capital social

Le capital social fait référence à la structure des relations entre les personnes issues d'un ou de plusieurs groupes d'organisation sociale, tels que les réseaux ou encore les associations (Ndeye, 2001). «L'existence du capital social dans la forme de réseaux informels ou de normes associatives est perçue comme un substitut des garanties financières au moment de la sélection des bénéficiaires, du déboursement et

du recouvrement des prêts» (Mayoux, 2001 :438). Dans le secteur de la microfinance, les tenants des courants institutionnalistes et welfaristes, reconnaissent le rôle du capital social dans la constitution du capital financier, mais surtout en tant que garantie de remboursement des emprunts. Il est présenté comme un moyen de mutualiser les risques, de renforcer les liens entre les individus, mais surtout de garantir une pression intragroupe, *peer pressure*, laquelle favorise le remboursement d'un prêt octroyé à l'un des membres (Yunus, 1997; Mayoux 2001; Kabeer (b), 2005). Ainsi «les membres partagent l'obligation du remboursement des emprunts, de sorte que le capital social se substitue à la richesse en tant que garantie» (Banque mondiale, 2008 : 172).

Toutefois, il y a des débats sur les inconvénients potentiels du capital social et trois dimensions principales en ressortent :

- Les réseaux sociaux basés sur la connaissance ou la réputation de leurs membres risquent d'exclure de nouvelles personnes;
- Les traditions peuvent être des facteurs d'étouffement de la croissance individuelle et la pression de la communauté peut entraîner des problèmes aux personnes qui n'observent pas les règles de fonctionnement;
- Les communautés, ethniques ou religieuses, au sein desquelles le capital social est important peuvent être nuisibles à la société.

1.1.8 – Le renforcement des capacités

Le soutien apporté aux emprunteurs est très important dans la mesure où il favorise «le renforcement des capacités humaines, le renforcement des capacités organisationnelles collectives, et finalement, le renforcement des capacités économiques. Les populations seront ensuite mieux disposées à prendre part activement à leur développement» (Roy, 2006 :125). Les définitions de la notion de renforcement des capacités diffèrent selon les organisations. Selon le Réseau sur la

Gouvernance du CAD-OCDE, le renforcement des capacités a trait aux processus par lesquels les individus, les organisations et la collectivité dans son ensemble libèrent, créent, renforcent, adaptent et préservent les capacités au fil des ans. Le soutien au renforcement des capacités recouvre trois dimensions : les capacités humaines, les capacités organisationnelles et les capacités institutionnelles en général.

Danny Roy (2006) souligne le caractère multidimensionnel des institutions de microfinance (IMF), et leur rôle dans le renforcement des capacités des femmes. À travers les programmes élaborés pour la clientèle féminine, certains IMF et projets de microcrédit, à l'instar du Projet d'appui au développement du microcrédit au Gabon (PADMG), visent à favoriser une approche participative des femmes au développement, de même qu'un renforcement de leurs compétences. Le terme capacités est utilisé pour désigner les compétences et les ressources, pouvant être individuelles ou organisationnelles (alphabétisation, formation, ressources financières, etc.) (Djerareou, 2006).

La définition que nous retenons du renforcement des capacités est celle qu'en donne Ian Smillie (dans Ndeye, 2001), c'est-à-dire le processus par lequel une organisation ou un individu parvient à améliorer sa performance dans la gestion de ses ressources et à mieux exploiter son potentiel. Dans cette optique au-delà du simple prêt d'un montant d'argent, dans notre mémoire, nous abordons le microcrédit comme une assistance financière et technique permettant le renforcement des capacités des femmes, en leur procurant les outils nécessaires pour mettre en valeur leur capital humain ainsi que leur potentiel entrepreneurial.

1.2 – Le choix de l'étude de cas

Notre recherche est basée sur l'étude du projet pilote du Programme d'appui au développement du Microcrédit au Gabon (PADMG), ayant pour cadre la province de la Nyanga, et précisément le cas des femmes bénéficiaires de microcrédits dans la ville de Tchibanga. L'utilisation de l'étude de cas se justifie parce qu'elle permet de se pencher sur une unité particulière. En outre, Gauthier (2002: 160) la définit « comme étant une approche méthodologique qui consiste à étudier une personne, une communauté, une organisation ou une société individuelle ».

Ce choix nous apparaît plus pertinent, dans la mesure où il favorise l'étude de l'accès des femmes gabonaises au microcrédit, dans le cadre d'une initiative majeure menée dans un pays où la microfinance est encore peu développée. De plus, compte tenu de la rareté des données à ce sujet il est apparu nécessaire de procéder à une étude terrain.

1.3 – La méthodologie de recherche

La démarche méthodologique à laquelle nous avons eu recours s'est faite en utilisant trois techniques : la recherche documentaire, l'entrevue semi-dirigée et l'observation. Ce mémoire comporte un volet analytique qui devrait nous permettre de répondre à notre question de recherche.

1.3.1 – La recherche documentaire

La première étape a été de procéder à une recherche documentaire, grâce à laquelle nous avons rassemblé des informations sur le secteur de la microfinance et précisément le lien entre les femmes et le microcrédit. Les sources utilisées sont essentiellement des monographies, des articles scientifiques et des rapports

institutionnels. Elles comprennent certains textes incontournables de la littérature sur le microcrédit et *l'empowerment*, notamment ceux portant sur la Grameen Bank.

Compte tenu de l'éclosion récente de la microfinance au Gabon, la documentation spécifique à ce secteur est essentiellement constituée de rapports d'activités produits par les établissements de microfinance (EMF), ou par les différentes structures de promotion de ce secteur. Il est nécessaire de souligner que l'obtention de certains documents a été difficile et cette situation confirme les propos de Jean-Ferdinand Mbah (2000 :123): « le problème de la documentation au Gabon constitue, sur ce plan, un réel handicap autant qu'une difficulté pour le chercheur ». Néanmoins, nous devons nuancer cette affirmation en soulignant la collaboration, appréciée, de plusieurs acteurs du secteur de la microfinance, lesquels ont mis à notre disposition les documents dont ils disposaient au moment de notre séjour au Gabon.

L'information disponible sur la microfinance dans ce pays étant majoritairement quantitative, il était plus approprié d'utiliser des méthodes qualitatives pour recueillir des informations. Dans cette optique nous avons effectué une enquête-terrain qui s'est déroulée en deux étapes, la première étant caractérisée par un stage effectué, en 2008 au Gabon, au sein de la Cellule nationale de promotion de la microfinance (CNPM). Nous avons ainsi pu accéder à des données internes du Ministère de l'économie et des finances, et avons rencontré différents acteurs de la microfinance. Par la suite nous avons entrepris un séjour à Tchibanga afin de compléter nos recherches, en rencontrant les emprunteuses de microcrédit.

1.3.2 – Les entrevues

Il s'agit d'un outil direct et efficace dans la collecte d'informations sur des sujets humains. Les entrevues permettent une interaction avec les acteurs d'une situation donnée, Elles sont également un moyen d'obtenir, de compléter ou de clarifier des données. Dans cette optique, nous avons retenu deux styles d'entrevues : libres et

semi-dirigées. Les premières, faites auprès des professionnels de la microfinance nous ont donné l'opportunité de mieux cerner l'évolution et la structuration de ce secteur. Ensuite, les entretiens menés auprès des femmes bénéficiaires du PADMG visaient principalement à : déterminer les différents changements qui sont survenus dans leur vie et les difficultés auxquelles elles sont confrontées dans l'exercice de leurs activités génératrices de revenus.

Les entrevues libres font référence à toutes les rencontres organisées par le chercheur et dont le contenu n'est pas analysé de manière scientifique. Dans le but d'obtenir des informations sur l'évolution de la microfinance au Gabon et pour comprendre les réalités locales dans le secteur, nous avons sollicité des rencontres auprès des principaux acteurs des IMF. Ces rencontres ont été utiles pour obtenir des documents ayant servi de support à ce travail.

Une autre source importante de renseignements provient des diverses entrevues semi-dirigées menées dans la ville de Tchibanga auprès des emprunteuses du PADMG. En effet, « on ne peut plus étudier les transformations sociales et les microsystèmes sociaux avec un instrument qui mise uniquement sur la régularité, la stabilité et le grand nombre : il faut s'approcher du terrain, se faire plus inductif et se laisser imprégner de l'air du temps » (Deslauriers, 1991 :5).

L'entrevue a donc été la méthode la plus indiquée car elle permet d'avoir un contact direct et personnel avec les répondants. Savoie-Zajc (dans Gautier, 2003 :296) la définit comme suit :

« une interaction verbale animée de façon souple par le chercheur [...] dans le but d'aborder, sur un mode qui ressemble à celui de la conversation, les thèmes généraux qu'il souhaite explorer avec le participant à la recherche. Grâce à cette interaction, une compréhension riche du phénomène à l'étude sera construite conjointement avec l'interviewé».

Il était impératif de se rapprocher de notre sujet d'étude, en nous rendant à la source de l'information. En outre, la démarche participative était appropriée pour comprendre les transformations qui se sont opérées chez les emprunteuses. La deuxième étape de cette enquête s'est ainsi déroulée durant notre séjour à Tchibanga, de février à mars 2009. À l'aide d'un questionnaire pré-établi (voir annexe 2) divisé en trois thèmes : le profil des bénéficiaires, la description des activités et l'usage du prêt, ainsi que l'impact du microcrédit ; nous avons procédé à des entrevues semi-dirigées, d'une durée d'environ 30 minutes chacune, auprès d'une vingtaine de femmes. Par la suite nous avons sélectionné les données fournies par les bénéficiaires qui ont eu accès au microcrédit lors des deux premières phases de financement.

Sur le terrain, nous avons dès le départ dû définir notre statut de chercheur et clarifier les ambiguïtés qui apparaissaient chez certaines femmes, qui pensaient que nous faisons partie de l'équipe du PADMG. D'ailleurs lors de notre première visite au grand marché de Tchibanga, plusieurs d'entre elles voulaient être interrogées, pensant que cette démarche leur permettrait de bénéficier d'un microcrédit. Dès lors, nous leur avons expliqué le but de notre présence et l'orientation de nos entrevues vers les bénéficiaires et non les postulantes. Toutes nos répondantes savaient que nous venions de l'étranger et manifestèrent un certain enthousiasme à répondre aux questions, tout en partageant leur histoire de vie.

Les femmes s'exprimaient couramment en français et nous n'avons donc pas eu besoin d'interprète. Il a fallu souligner dès le début l'objet de la recherche et l'importance que revêtait leur participation. En fonction de chaque interlocutrice, nous devons parfois adapter notre langage et utiliser des termes pouvant faciliter leur compréhension, mais aussi favoriser notre échange. Cette étape correspond à l'étape d'ouverture que Savoie-Zajc (dans Gautier, 2003 : 307) décrit comme étant une tentative « d'établir un climat propice pour stimuler la description riche de

l'expérience de l'interviewé». Les entretiens se sont déroulés principalement sur les lieux d'activités des femmes : le marché de la ville, leurs restaurants, bars et échoppes. Certaines rencontres ont eu lieu à leur domicile, notamment pour celles qui travaillent à la maison. Notre recherche s'est également portée sur la structure organisationnelle du PADMG, son offre de services et les éléments d'opérationnalisation du projet. De ce fait, nous avons fait de l'observation directe lors des rencontres entre les responsables du programme et les femmes. De même, en côtoyant les populations locales nous avons été un témoin privilégié de leur mode de vie, ce qui a favorisé l'interaction dans le milieu de notre étude. En vivant au quotidien à Tchibanga, nous avons réussi à comprendre les réalités locales et cerner la dynamique socio-économique.

Le profil des bénéficiaires est varié, mais l'unité d'analyse retenue est la période de l'emprunt. En effet, le PADMG a accordé des crédits en trois phases et nous avons jugé qu'il était pertinent de retenir les bénéficiaires des deux premières phases, soit 2006 et 2007, dans la mesure où l'impact du microcrédit paraissait plus évaluable auprès d'elles. Cela se justifie aussi par le fait que les emprunteuses sont plus susceptibles d'avoir évolué dans leurs activités et d'avoir fini de rembourser leur crédit.

1.3.3 – L'observation

L'observation «aide à croiser et à confirmer les informations recueillies par d'autres moyens, tout en ajoutant le cas échéant quelques détails ou de nouvelles questions» (Wilde, 1997 :36 dans Leblanc Dominguez, 2005 :150). Il existe deux types d'observation: directe et participante. La première est une technique de perception d'un ensemble de comportements à analyser de façon objective. Tandis que l'observation participante, plus complète, comprend selon Lapierre (dans Gauthier, 2003) une immersion totale du chercheur dans le milieu de vie des

personnes étudiées, ou des objets d'analyse, ce qui facilite une réelle appréhension de la réalité.

Il nous a donc paru judicieux d'opter pour l'observation directe parce qu'elle laisse la place à une description objective des sujets observés. En effet, cette méthode «dans l'étude des situations sociales, a été développée par l'anthropologie pour déchiffrer la culture et les routines sociales de communautés sur lesquelles on ne possédait pas de connaissances systématiques (Lapierre dans Gauthier, 2003: 269)». Cette perspective épistémologique entraîne une adaptation du chercheur à son milieu d'observation, et lui confère un angle privilégié pour la description de faits, lieux, personnes, environnements...

Notre présence quasi-quotidienne dans les bureaux du PADMG, et sur le terrain avec le responsable local de ce projet a été l'occasion d'en comprendre le fonctionnement, mais aussi d'être témoin des échanges avec les emprunteuses. Les informations recueillies de même que les faits relevés tout au long du processus d'observation directe ont été consignés dans notre journal de bord. Ce document comprend l'ensemble de nos données, et nous y avons retracé l'essentiel des entrevues accordées.

1.3.4 – L'échantillonnage

L'échantillon pour les entrevues semi-dirigées a fait l'objet d'une sélection minutieuse, afin de ne conserver que les personnes représentatives de notre étude, c'est-à-dire « que les caractéristiques mêmes de la population soient présentes dans l'échantillon ou puissent y être retrouvées moyennant certaines modifications» (Beaud dans Gauthier, 2003 :221). Il est composé d'un groupe de 23 femmes bénéficiaires dont les caractéristiques spécifiques sont qu'elles sont membres d'une association et bénéficient de microcrédit depuis au moins deux ans (2006-2007). Le

critère de la date de l'emprunt a été retenu parce que nous devons analyser les résultats provenant de bénéficiaires dont l'expérience était beaucoup plus pertinente pour notre étude. La traçabilité de ces emprunteuses a parfois été difficile, dans la mesure où nous n'arrivions pas à rejoindre certaines bénéficiaires correspondant à nos critères, principalement parce qu'elles avaient quitté la ville temporairement ou indéfiniment, mais aussi pour cause de déménagement. Souvent, les femmes susceptibles de connaître d'autres bénéficiaires que nous recherchions, n'étaient pas en mesure de les localiser.

Les femmes sont toutes d'origine gabonaise mais proviennent d'ethnies différentes. Par ailleurs, leur lieu de résidence est la ville de Tchibanga mais certaines d'entre elles n'en sont pas originaires, et y vivent pour des raisons professionnelles ou familiales. Ce sont les femmes elles-mêmes qui constituent les associations en fonction des critères de leur choix : l'appartenance ethnique, le type d'activités, leur lieu de provenance ou encore sur la base d'une adhésion volontaire. Il est important de souligner que certaines associations ont été créées sous l'impulsion du Ministère de la famille, dans le cadre de la mise en place du PADMG, tandis que d'autres existaient avant ce projet.

Nous avons choisi les femmes de Tchibanga, car elles ont bénéficié d'outils de formation aux activités entrepreneuriales, ainsi que de microcrédits, mais aussi parce que pour des raisons logistiques il était impossible de se rendre dans les autres villes de la province. Compte tenu de la multitude de trajectoires observables, et aussi des différences géographiques et sociologiques, il nous apparaît nécessaire de préciser que cet échantillon n'est pas représentatif des femmes issues de toute la province de la Nyanga et encore moins du Gabon.

1.4 – Les femmes dans la société gabonaise

Les femmes représentent 52% de la population gabonaise pour une population féminine active s'élevant à 41,2% (DGSEE, 2001 ; MFPEPF, 2002 :2). Cette réalité démographique octroyant aux Gabonaises une place prépondérante dans la société, contraste néanmoins avec leur faible participation dans la prise de décisions publiques. Selon la division traditionnelle de la société gabonaise, les femmes gèrent les activités domestiques, s'occupent de l'éducation des enfants, et des activités productrices (Yanga Ngary, 2008). Cependant, la structure de la famille se modifie progressivement et l'on assiste à une croissance de la monoparentalité, ainsi qu'à un alourdissement du poids des responsabilités familiales. Le premier rapport national de progrès des OMD indique un taux élevé de célibat de l'ordre de 45 % (PNUD Gabon, 2006 :43). L'interprétation de ces chiffres montre qu'il existe de plus en plus de femmes célibataires qui sont chefs de famille et doivent élever seules leurs enfants.

Les questions de genre sont des enjeux transversaux, dans la mesure où elles mettent à l'agenda la nécessité d'assurer des opportunités égales, aux femmes et aux hommes, en termes de droits et de contrôle des ressources. Elles sont largement insérées dans des politiques nationales et des programmes de développement. Au Gabon, l'institutionnalisation de l'approche genre⁶ est un processus qui se traduit entre autres par l'élaboration d'une politique nationale d'égalité et d'équité du genre, en cours d'élaboration par le MFPEPF en partenariat avec le PNUD. Ce document servira de guide dans la définition des grandes orientations à adopter en matière de genre et proposera des stratégies sectorielles adaptées. Son application permettra aussi d'atteindre l'OMD 3 des Objectifs du Millénaire à l'horizon 2015.

⁶ L'objectif de la politique de genre est de créer un «environnement institutionnel, juridique et socioculturel favorable à l'égalité et l'équité de genre est amélioré » (PNUD Gabon, 2007 : 2).

L'accès à l'éducation

L'éducation est accessible à tous sans inégalités de genre, et le taux d'alphabétisation des femmes s'élève à 66 % (DGSEE, 2001 :3). Selon une récente étude démographique et de la santé réalisée avec la participation du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), plus de 31% de filles atteignent le niveau supérieur contre 49% de garçons (DGSEE, 2001: 19). Ces chiffres indiquent que les filles ne sont pas défavorisées quant à l'accès à l'éducation, par contre elles sont plus vulnérables au décrochage scolaire. En effet, les statistiques et les différentes études sur ce sujet indiquent que le nombre de filles diminue des effectifs scolaires à mesure que le niveau d'études augmente. Cette déperdition scolaire s'explique par trois facteurs principaux : la pauvreté, le décrochage scolaire et les grossesses précoces. Les filles, et les adolescentes ont plus de propension à arrêter leurs études; l'enquête démographique sur la santé révèle que plus de 41% des jeunes filles sont déjà sexuellement actives à 17 ans, 52% le sont à l'âge de 19 ans alors que 46% des filles ont déjà eu un enfant à cet âge (FNUAP, 2007:6). Dans le but de prévenir et d'enrayer le fléau des grossesses précoces, plusieurs activités de sensibilisation sont organisées à travers le pays. En outre, pour favoriser le maintien de la scolarisation des filles mères ⁷le ministère de la famille a créé un réseau national de haltes garderies, accueillant leurs enfants, afin de leur permettre d'alterner maternité et études.

En dépit du fait que les Gabonaises sont présentes dans divers corps de métiers (cadres, ingénieures, pilotes d'avion, chefs d'entreprise, militaires, députés...), notamment ceux généralement réservés aux hommes, l'analyse de l'orientation des filles dans l'enseignement, montre que celles-ci sont majoritairement dirigées vers les filières d'études littéraires, au détriment des filières scientifiques. Cela contribue à

⁷ Terme généralement utilisé pour désigner les adolescentes mères.

renforcer leur présence dans des secteurs typiquement féminins généralement à faibles revenus.

La pauvreté

Les femmes demeurent les plus touchées par la pauvreté, principalement chez les sous-groupes suivants : les jeunes filles-mères, les femmes veuves et les femmes divorcées (PNUD Gabon, 2006), entre autres parce qu'elles ne bénéficient toujours pas un accès privilégié aux différentes ressources. Face à la monoparentalité grandissante, elles doivent assumer des charges importantes, généralement en l'absence d'un filet de sécurité sociale. Dans le cas des femmes actives, lorsqu'elles ont droit à des allocations pour leurs enfants, celles-ci sont généralement peu élevées, en total décalage avec leurs besoins réels et ne sont pas adaptées pas au coût de la vie.

Backiny-Yetna et Wodon (2009 : 8) montrent que l'incidence de la pauvreté est de 37% dans les ménages dirigés par des femmes, contre 31% dans ceux dirigés par des hommes. Cette situation s'explique par le fait qu'elles ont un capital humain en moyenne plus faible et sont victimes de discriminations sur le marché du travail. Selon les indicateurs du PNUD Gabon, le taux de chômage chez les femmes est de 18% contre 16% chez les hommes.

En dépit de la forte concentration urbaine enregistrée à cause de l'exode rural, les femmes rurales comptent pour 27,64% de la population féminine au Gabon (CEDAW, 2003 :23). Vivant dans des conditions précaires, elles sont confrontées à beaucoup de difficultés à cause de l'enclavement et l'isolement des zones rurales dû au mauvais état du réseau routier et à l'insuffisance des infrastructures; l'intérieur du pays est victime de la mauvaise couverture des services de base (santé et éducation) (PNUD Gabon, 2003). L'enquête démographique et de santé du Gabon (EDSG) révèle que très peu de femmes vivant dans des communautés rurales disposent d'un hôpital/centre de santé/centre médical à moins de 5 kilomètres (9 %, contre 71 % en

milieu urbain). Pour illustration, 48 % de ces femmes doivent parcourir 30 kilomètres ou plus pour atteindre un centre de santé. (EDSG, 2001: 245)⁸.

Le travail

À l'instar des femmes issues de plusieurs pays en développement, les Gabonaises oscillent entre le secteur formel (public et privé), où elles exercent en tant que fonctionnaires, secrétaires, parfois cadres.... et l'informel où elles font de l'agriculture, du petit commerce, de la prestation de services ou une multitude d'autres activités rémunératrices. Elles occupent généralement des postes à faible rémunération et exigeant un faible niveau de compétences⁹. La situation des Gabonaises est bien illustrée par cette citation :

«entre 60 et 80 % des femmes (africaines urbaines) exercent un travail irrégulier, indépendant, marginal ou salarié non protégé... ainsi, dans la majorité des capitales africaines ...les femmes sont davantage localisées dans des activités vulnérables en termes de protection, de contrôle de travail et de régularité des revenus » (Lachaud, dans Provost, 2006 :79).

Une combinaison de facteurs entraîne des inégalités diverses auxquelles les femmes sont plus souvent exposées (Yunus, 1997; Kabeer (a), 2005), il s'agit des inégalités de revenus, d'accès à la propriété, ou encore d'accès à l'éducation et aux soins de santé. Des études empiriques (Ango-Obiang, 1998; Provost, 2006) soulignent l'existence de discriminations à l'emploi et au niveau des revenus. Elles révèlent qu'il y a des barrières à l'embauche, basées sur les critères physique, sexuel, ethnique ou encore l'existence de relations et réseaux de contacts préexistants. L'observation de la société gabonaise a conduit Ango-Obiang (1998 :6) à déclarer que : « la discrimination des revenus résultant des préjugés socio-économiques et culturels à l'endroit des femmes au Gabon, est l'une des sources de mauvaise condition de vie actuelle de celles-ci ». De plus, malgré leur présence démographique

⁸L'EDSG a été publiée, en 2001, par la Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques.

⁹ Les revenus des femmes sont généralement faibles, ce qui limite leur capacité à investir ailleurs que dans la satisfaction de leurs besoins élémentaires.

importante, ainsi que leurs qualifications, les femmes gagnent encore des salaires moins élevés que les hommes.

Pendant plusieurs décennies les Gabonaises, précisément celles vivant en milieu urbain, ont privilégié le travail de bureau, car tout le monde voulait être fonctionnaire! Ce phénomène a entraîné le monopole de certains domaines d'activités par les femmes provenant de pays étrangers, souvent le Cameroun et le Bénin (Provost, 2006). Néanmoins, depuis quelques années un constat s'impose : le nombre de femmes gabonaises occupant des «petits métiers» et autres activités, est croissant. Par ailleurs, elles sont de plus en plus nombreuses à occuper des postes traditionnellement réservés aux hommes (électriciennes, chauffeurs de bus, mécaniciennes...) (Les Cahiers panafricains : 62). Le pays assiste à un éveil des consciences, caractérisé par la capacité des Gabonaises à s'engager dans de nouvelles activités professionnelles, et à trouver des voies alternatives pour contrer la pauvreté, à l'aide d'activités de subsistance, de mécanismes d'entraide et de débrouillardise. Il s'agit d'un système nouveau que Yanga Ngary (2008 :93) désigne comme étant un «bricolage économique de proximité».

Le faible apport de capital initial est l'une des caractéristiques importantes des entreprises gérées par les femmes. Celles qui arrivent à s'organiser parviennent à s'assurer une bonne clientèle, source de revenus substantiels. Il est devenu impossible d'arpenter les quartiers de Libreville, Port-Gentil, Lambaréné ou encore Tchibanga sans trouver une échoppe dressée à la sauvette, un local de coiffure ou encore de pédicure. Pour réussir elles doivent bénéficier d'une clientèle bien établie, savoir bien s'organiser et diversifier leurs activités, tout en ayant des avantages comparatifs par rapport aux autres. Cependant, cette prolifération d'activités similaires entraîne malheureusement une saturation des secteurs hautement féminins.

Crise économique oblige, il est devenu courant de rencontrer des femmes qui écoulent la production de leur exploitation maraîchère au bureau, ou vendent des

vêtements et autre accessoires (draps, serviettes) venus du Cameroun¹⁰, de France ou encore de Dubaï, la nouvelle destination attirée des commerçantes¹¹. Néanmoins, lorsque l'on compare le commerce féminin gabonais à celui des autres pays africains, on constate qu'en dépit d'une évolution due aux changements socio-économiques, celui-ci est encore marginal. Il existe des cas de réussite dans le commerce, mais la plupart des femmes exercent encore des activités de subsistance peu orientées vers le long terme (Yanga Ngary, 2008). Conséquemment, des pans importants de ce secteur sont encore aux mains de femmes issues d'autres pays¹².

La représentation identitaire des femmes

Comprendre la construction identitaire des femmes gabonaises donne un aperçu de cet aspect cognitif qui révèle leur rôle social, les rapports qu'elles entretiennent entre elles, mais aussi leurs relations avec les hommes. Provost (2006) apporte un éclairage intéressant sur l'identité des femmes au Gabon, et leurs rapports sociaux.

Les croyances traditionnelles sont encore très présentes dans les mœurs. Force est de constater que les femmes urbaines, issues des différentes échelles de la société et même lorsqu'elles sont très instruites accordent beaucoup d'importance à la tradition. Elles perpétuent certaines pratiques initiatiques, telles que le *Ndjembé*¹³ chez les

¹⁰ Par sa proximité et le coût abordable des marchandises alimentaires, mais aussi du textile, il est une destination privilégiée des commerçantes gabonaises, qui s'approvisionnent surtout au Marché mondial, situé près de la frontière entre les deux pays.

¹¹ Depuis quelques années, les commerçantes gabonaises commencent à être visibles dans les circuits d'approvisionnement asiatiques, mais aussi des Émirats arabes unis, longtemps monopolisées par les commerçantes ouest-africaines.

¹² Pour illustration, le secteur de l'alimentation est dominé par les Camerounaises, tandis que celui des pagnes est monopolisé par les Béninoises et Togolaises.

¹³ Ce terme désigne une société initiatique réservée aux femmes, que l'on retrouve dans le groupe ethnique Omyènè issu des provinces de l'Estuaire, du Moyen Ogooué et de l'Ogooué-Maritime (voir annexe 1).

myènès et le *Bwiti*¹⁴. La présence du mystique, et de l'irrationnel est très palpable. Il est commun de voir les femmes assister à des rituels ou autres pratiques réservées aux initiées, le samedi, et d'assister à la messe le dimanche matin. La particularité de la société gabonaise est qu'elle fonctionne selon un parfait syncrétisme, et de nombreuses femmes alternent tradition et modernité. Les coutumes sont bien enracinées dans les mentalités, la culture et la famille.

Les pressions familiales et sociales sont considérables et l'on assiste à une crise des valeurs dans une société où la pauvreté atteint des proportions importantes, et affecte la distribution des rôles. Dans un contexte de dégradation générale des conditions de vie, les femmes sont financièrement vulnérables, ce qui accroît les relations de dépendance. Au-delà de cet aspect, il faut souligner que certaines femmes acceptent de vivre aux dépens des hommes, et dans certains cas multiplient les relations qu'elles expliquent par la nécessité *du chic, du choc et du chèque*¹⁵.

En dépit de la croissance de la monoparentalité, évoquée précédemment (section 1.4) le mariage reste une institution valorisée (Ngou, 2007) car il «est l'accomplissement d'une femme » (Provost, 2006 :57). Les femmes s'y définissent comme épouses et mères, leur reconnaissance sociale provenant de leur capacité à trouver un mari et à procréer. Cette représentation se justifie, notamment, parce que la société gabonaise stigmatise les femmes célibataires, et il est mal vu qu'une femme soit seule. Dans un pays où la moyenne est de 4,8 enfants par femme, la stérilité se

¹⁴ Il s'agit d'un rite initiatique originaire du groupe ethnique mitsogo, et qui est maintenant largement répandu au Gabon. L'une des particularités du *bwiti* est que lors de l'initiation ou de cérémonies diverses, les participants doivent absorber une plante hallucinogène appelée *iboga*.

¹⁵ Cette expression fait référence à la mentalité selon laquelle «Pour qu'une femme soit comblée, il lui faut trois partis : le chèque, le chic et le choc. Le chèque est l'homme qui pourvoit à ses besoins financiers. Il doit lui donner de l'argent pour ses dépenses quotidiennes. Il est souvent plus âgé, on dit que c'est un « Monsieur ». Le chic est un autre homme qui représente un bon parti, qui est présentable, qui sait discuter et qui est apprécié de l'entourage. Et finalement, le choc est l'homme avec qui la femme partage une passion et qu'elle apprécie plus particulièrement» (Provost, 2006 :73-74; Ngou, 2007)

vit comme un drame et plusieurs unions se rompent pour cette raison. Il existe trois formes de mariages : le coutumier ou traditionnel, le civil et le religieux, avec une prédominance pour les deux premiers. Dans certaines ethnies (entre autres les fangs et les myènès) le mariage coutumier revêt une importance capitale car il est un moyen d'honorer la famille de la femme. Les tractations diffèrent d'une région à l'autre, mais en général la famille de l'homme doit s'acquitter de la dot¹⁶.

En dépit de leur modernité affichée, les Gabonaises sont encore attachées à la distribution traditionnelle des rôles : l'homme reste le principal pourvoyeur de la famille. Au moment du mariage, les époux choisissent ensemble le régime qu'ils veulent : la polygamie ou la monogamie, cependant en cours d'union, le mari a la possibilité de changer d'option. Plusieurs femmes se retrouvent dans des situations difficiles et sont contraintes à accepter la venue d'une seconde femme, à cause des enfants mais aussi de la pression sociale. Bien qu'il existe de farouches opposantes à la polygamie, cette pratique est largement répandue dans les mœurs. En milieu urbain, les femmes (même les plus éduquées) acceptent d'être dans des foyers polygames par peur de la solitude, mais aussi parce qu'il s'agit souvent d'un moyen d'accéder à l'aisance financière.

Aussi, il faut admettre que «la fidélité au masculin, ce n'est pas un concept gabonais. Au Gabon, l'infidélité des hommes fait partie du quotidien. Le milieu gabonais encourage en quelque sorte les relations multiples et simultanées en valorisant les hommes qui entretiennent plusieurs femmes» (Provost, 2006 :69).

¹⁶ La dot comprend un ensemble de marchandises, et cadeaux exigés par la famille de la femme lors d'un mariage coutumier. La liste des exigences varie d'une ethnie à une autre.

1.5 – Le statut juridique des femmes gabonaises

Depuis plusieurs années, le Gabon s'est engagé à assurer aux femmes une égalité juridique et une protection de leurs droits. C'est dans cette optique qu'il a ratifié, en 1982, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF)¹⁷. Ce document représente un véritable plaidoyer des droits des femmes, qui a entraîné, en 1990, l'introduction dans l'article 2 de la Constitution gabonaise de « l'égalité de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race, de sexe, d'opinion ou de religion » (CEDAW, 2003).

Suite à la Conférence nationale de 1990, ayant marqué l'avènement du multipartisme dans le pays, le principe de l'égalité de tous les citoyens sans distinction de sexe a été introduit dans la Constitution (MFPEPF, 2002 :3). En effet, «la République gabonaise assure l'égalité de tous les citoyens devant la loi, sans distinction d'origine, de race, de sexe, d'opinion ou de religion» (Article 2, alinéa 2).

Du point de vue juridique, les femmes ont le même statut que les hommes au niveau de la fonction publique. Conformément à la Loi N°3/94, articles 1 et 9, du 21 novembre 1994, du code du travail (modifié par la loi N° 12/2000 du 12 octobre 2000). *De jure* «tous les travailleurs sont égaux devant la loi et bénéficient de la même protection et des mêmes garanties. Toute discrimination en matière d'emploi et de condition de travail fondée notamment sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, l'ascendance nationale ou l'origine sociale est interdite» (Article 8 du code du travail). *De facto* les Gabonaises ne sont pas privilégiées par rapport à l'accès aux postes, particulièrement les plus importants en responsabilités, et les mieux rémunérés. En effet, le poids des traditions (ethniques, régionales ou

¹⁷ La CEDEF a été adoptée le 18 décembre 1979 par l'Assemblée générale des Nations unies, et ratifiée par une centaine de pays. Elle vise à favoriser les droits de la personne, en supprimant toutes les pratiques et attitudes discriminatoires fondées sur le sexe et particulièrement défavorables aux femmes. Site de l'ONU, page consultée le 05 février 2009 : <http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/text/fconvention.htm>

sociologiques) empêche le respect scrupuleux de toutes les dispositions législatives en faveur de la femme (PNUD Gabon, 2005). L'absence de dispositions juridiques relatives aux problématiques dont elles sont les principales victimes, créé un vide quant à la protection de leurs droits. À titre d'exemple, le code du travail au Gabon ne comporte aucune disposition concernant le harcèlement sexuel, ce qui entraîne des complications, souvent des licenciements abusifs lorsque les femmes sont victimes de ce préjudice.

Sous un autre aspect, le sort des femmes est peu enviable en particulier lorsqu'elles deviennent veuves. En dépit des textes de lois qui les protègent, au moment de la succession leur situation reste préoccupante car elles sont régulièrement humiliées et spoliées par la belle-famille, au mépris des lois et perdent souvent l'usufruit des biens laissés par l'époux défunt (CEDAW, 2003). D'un autre côté, en cas de divorce, il est courant que leurs biens soient confisqués par l'ex-mari. Ces situations illustrent la nécessité de veiller à l'application et au respect de la législation en faveur des femmes dans la mesure où des pratiques avilissantes et rétrogrades sont imbriquées dans la société gabonaise.

Au chapitre des textes discriminatoires à l'égard des femmes, le Code civil reconnaît l'égalité des droits et des devoirs des époux, mais comporte des contradictions dans la mesure où il autorise la polygamie. Ainsi, l'article 232 stipule que « l'homme, quel que soit le régime matrimonial choisi lors du mariage, peut changer d'option en cours de mariage », ce qui montre à suffisance les contradictions juridiques qui lèsent les femmes. S'il est vrai que la polygamie est une pratique courante au Gabon et que les hommes multiplient les *seconds bureaux*¹⁸ nombreuses sont les femmes qui se sont opposées, dans les années 90, au projet de Loi Nzouba, visant à légaliser la polygamie.

¹⁸ Ce terme est utilisé pour désigner les maîtresses, ou secondes épouses, lesquelles sont parfois mariées selon la coutume, et dotées (dans les traditions africaines une femme dotée est celle pour laquelle un prix symbolique a été payé par un homme et sa famille pour qu'elle devienne son épouse).

L'inventaire des principales dispositions lésant les femmes mené par le Ministère chargé de la promotion féminine, a entraîné des changements législatifs et des réformes juridiques (CEDAW, 2005), tels que la révision du code de la nationalité¹⁹, ainsi que le projet de révision du code civil. Dans cette démarche, les Gabonaises bénéficient du soutien de l'ODEFPA, un organe de défense et de promotion des droits des femmes qui contribue à la diffusion des textes de lois et des dispositions relative à la protection des femmes.

Le chemin vers les changements juridiques en faveur des femmes a été amorcé mais dans la réalité il est confronté à de nombreux obstacles et pesanteurs socioculturels, retardant ainsi le processus d'élimination des discriminations à l'égard des femmes gabonaises; d'autant plus que «diverses résistances se retrouvent dans les textes de lois et dans la pratique quotidienne» (PNUD Gabon, 2007 :4).

1.6 – La représentation politique des Gabonaises

La sous-représentation des femmes en politique, notamment au sein du législatif et de l'exécutif est un fait avéré. À l'exception des pays scandinaves et du Rwanda²⁰, il est généralement admis que les femmes sont moins visibles que les hommes en politique. Selon Ba et Diop (Tremblay, 2005 :131) les femmes sont de «très grandes électrices qui sont très peu élues» (Ba et Diop dans Tremblay, 2005 :131). La Constitution gabonaise garantit aux citoyens des deux sexes l'égalité des droits politiques. Ainsi les femmes gabonaises disposent du droit de vote et sont éligibles dans les mêmes conditions que les hommes, auprès de tous les organismes publics. Si

¹⁹ Cette disposition a abrogé la Loi no 89/1961 du 2 mars 1962 portant Code de la Nationalité gabonaise déterminant les modalités d'application du Code de la Nationalité Gabonaise.

²⁰ Ce pays fait figure d'exception en matière de représentation politique des femmes. Il est un modèle international de par sa forte représentativité féminine au parlement et par la quasi parité de son Assemblée législative (Tremblay, 2005 :111).

En 2003 les Rwandaises ont remporté la quasi-parité avec 48.8% contre 56.3% en 2008, ce qui les classe au 1^{er} rang mondial en termes de représentation des femmes au parlement (<http://www.ipu.org/wmn-f/classif.htm>).

la participation des Gabonaises à la vie politique n'est entravée par aucune discrimination législative, au niveau institutionnel, le taux de représentation des femmes aux postes de décision, est faible (CEDAW, 2003 ; Augé, 2005 ; Provost, 2006, PNUD Gabon, 2007).

La volonté politique affichée d'intégrer les femmes au développement et à la gestion des affaires publiques semble être un vœu pieux, tant la réalité sur le terrain témoigne de la faible représentation des Gabonaises à des postes de haute responsabilité. En fait, il apparaît que seule une volonté ou un consensus politique forts, qui se traduisent à la fois par des dispositions constitutionnelles ou législatives en faveur de la participation des femmes, par la mise en place de structures dédiées aux droits et à la cause des femmes et par un soutien des partis à la politique de promotion des femmes à travers les investitures qu'ils accordent, permettent d'améliorer de manière sensible la présence des femmes dans les assemblées.

Le phénomène de la géopolitique sous-tend la logique de partage du pouvoir au Gabon, Cependant nous pensons que la «reconnaissance de pluralité socio -ethnique» (Augé, 2005 :103) représente un frein à la représentation politique des Gabonaises, dans la mesure où le recrutement de l'élite se fait sur des bases discriminatoires privant les femmes d'opportunités de participation, ou de nomination à des postes de décision.

En dépit de leur poids démographique, les femmes n'obtiennent que trop peu de postes-clés au sein de l'administration gabonaise, et des entreprises. L'engagement politique des Gabonaises est étroitement relié au contexte socioculturel.

Les femmes dans le processus de démocratisation

Paradoxalement, le poids démographique des Gabonaises et leur militantisme politique contrastent avec leur faible présence à des mandats électifs, ainsi qu'à la tête d'institutions politiques. Pourtant, elles ont toujours participé librement au

processus politique et ont détenu des postes divers à tous les niveaux de l'État. Leur participation aux scrutins ainsi que leur activisme politique, qualifié par Okumba d'Okwatsegue (1993 :303) de «militantisme tapageur», étaient courants, particulièrement à l'époque du parti unique²¹. Le processus de démocratisation amorcé en 1990 peut être divisé en deux phases importantes : la conférence nationale et les élections législatives multipartistes. Les Gabonaises ont pris une part active à cette conférence nationale en tant que membres des instances impliquées à savoir les 75 associations et partis politiques, les 115 associations socioprofessionnelles, confessionnelles et observateurs déclarés (Okumba d'Okwatsegue, 1993 :303). Néanmoins ces deux étapes du processus de démocratisation n'ont pas entraîné d'avancées significatives dans la représentation politique des femmes (Martin, 1998). Pour illustration, entre 1990 et 1999, sur 11 gouvernements formés, la moyenne des ministres hommes était de 91% (Augé, 2005 :143). De même, en 1992 il y avait 95% de députés contre 5% de femmes au même poste (Augé, 2005 :143). Cette situation dénoncée par certaines élites locales peut être attribuée notamment à la discrimination ainsi qu'aux pesanteurs culturelles encore très présentes dans les mentalités.

La place des femmes dans le système politique actuel

La tendance à la sous-représentation s'est maintenue lors de la création du Sénat, en 1997, dont 4% seulement des membres étaient des femmes (Augé, 2005 :143) contre 17.65% en 2009, soit 18 sénatrices pour 102 sénateurs²². Ces chiffres n'atteignent donc pas le seuil critique de 20% considéré comme déterminant

²¹ La section UFPDG (union des femmes du parti démocratique gabonais) comptait des masses de femmes qui se mobilisaient lors des événements politiques. Elles sont aussi bien connues pour leurs groupes socioculturels qui divertissaient la population (Métégué N'Nah, 2006).

²² Union interparlementaire, http://www.ipu.org/parline-f/reports/1116_A.htm , page consultée le 21 septembre 2009.

pour influencer le processus de prise de décision (MFPEPF, 2000 :40). Les résultats de l'enquête *Femmes et prise de décision* (MFPEPF, 2000) indiquent une faible représentativité des femmes au sein de l'administration publique et privée, ainsi que des instances de pouvoir (le gouvernement, l'Assemblée nationale, le Sénat, la Cour constitutionnelle et les forces armées). Cela dénote une certaine marginalisation, laquelle est mise en exergue par les indicateurs suivants : 17 femmes sur 116²³ députés à l'Assemblée nationale, soit 14.66%, ce qui classe le Gabon au 81^e rang mondial en termes de représentation des femmes au parlement²⁴.

En termes de comparaison, si le pourcentage de députées et de sénatrices équivaut à la moyenne mondiale, il est largement inférieur à celui du Rwanda, qui occupe le premier rang dans le classement des femmes parlementaires (56.3% à la Chambre basse contre 34.6% au Sénat)²⁵. Le pouvoir exécutif, législatif et le judiciaire sont dirigés par des hommes, exception faite du Sénat et de la Cour constitutionnelle, dirigés par: Rose Francine Rogombé et Marie-Madeleine Mborantsuo. Fait intéressant à souligner, lors de l'élection présidentielle qui s'est tenue en 2009, il y avait 3 femmes candidates sur 23 aspirants à la magistrature suprême. Il est donc difficile pour les Gabonaises d'accéder à la sphère de pouvoir et de se positionner à des postes de responsabilité en ce qui a trait à la gestion des affaires publiques.

Les causes de la sous-représentation

La sous-représentation des Gabonaises en politique s'explique par une combinaison de trois facteurs principaux :

- L'environnement socioculturel: Il existe des mentalités profondément ancrées dans

²³ Le nombre réglementaire de députés est de 120, mais il y en a 116 actuellement.

²⁴ Union interparlementaire, http://www.ipu.org/parline-f/reports/1116_A.htm , page consultée le 21 septembre 2009

²⁵ Ibid., <http://www.ipu.org/wmn-f/arc/classif301109.htm>

les mœurs, à savoir que la politique est un domaine réservé aux hommes, sans oublier que l'image projetée par les politiciens n'incite pas toujours les femmes à s'y impliquer. Augé (2005 :144) illustre cette situation en expliquant que «dans les sociétés traditionnelles gabonaises, marquées par une forte division sexuelle du travail socialisé, la maison, le foyer, la famille sont des domaines réservés à la femme, laissant ainsi aux hommes les activités du monde extérieur. Conformément à cette conception traditionnelle, l'engagement politique féminin passe après les obligations dites «domestiques» et «éducatives». La présence marginale des Gabonaises en politique, s'explique également par le fait que le système politique est caractérisé par un faible niveau de renouvellement de son élite²⁶, et aussi qu'il existe une forte tendance au cumul des postes de responsabilités. Augé (2005 :165) affirme que : «le non-renouvellement des élites et donc des personnes capables de prolonger la vie du système politique par leur énergie (personnelle et leurs idées politiques neuves) entraîne une diminution des énergies internes au système, favorisant dans le même temps la faiblesse des performances du système politique».

- Absence de quotas législatifs : il s'agit de mesures législatives et constitutionnelles fixées par des dispositions juridiques et devant être appliquées par les partis politiques lors des élections (par exemple inclure un nombre fixé de femmes sur leurs listes de candidats).

- Absence de quotas au sein des partis : l'observation de la scène politique gabonaise tend à démontrer que les partis font peu de place aux femmes, à des postes élevés. Leur présence en politique se remarque surtout au niveau de leur statut de militantes, et membres des groupes d'animation²⁷, plutôt qu'en membres influentes participant à

²⁶ Il s'agit d'une caractéristique de la politique gabonaise qui se traduit par un recyclage encore qualifié de «remise en selle» (Augé, 2005 :157) des anciennes élites politiques.

²⁷ Le parti démocratique gabonais (PDG), au pouvoir, dispose de l'UFPDG (Union des femmes du parti démocratique gabonais) organe regroupant les femmes, notamment les militantes et membres

la prise de décisions, ou menant des actions d'envergure. L'application de quotas volontaires par les partis serait donc un moyen de garantir la désignation d'une proportion de femmes aux instances de responsabilités des formations politiques. Cette mesure pourrait aussi se traduire par l'intégration d'un quota de femmes aux instances locales, municipales et régionales.

En définitive, quoique majoritaires au sein de la population, les femmes gabonaises demeurent minoritaires sur la scène politique (Ango-Obiang, 1998) ainsi que dans les rouages institutionnels de la République. Par ailleurs, l'existence de partis politiques dirigés par des femmes est marginale voir inexistante. Il y a lieu d'affirmer que le changement de cette absence politique est possible à condition qu'il y ait une volonté politique de promouvoir la participation des femmes, au niveau de la législation mais aussi des partis politiques, et que les Gabonaises soient plus enclines à se lancer dans cet espace public.

1.7 – La vie associative au sein de la société gabonaise

Après plusieurs décennies de monopartisme caractérisées par le règne du Parti démocratique gabonais (PDG), l'avènement du multipartisme en 1990 a constitué un contexte sociopolitique favorable à la participation associative des femmes ainsi qu'un «réveil tardif de la société civile» (Obolo, 1999 :3) lequel s'est traduit par une «véritable floraison associative» (Rossatanga-Rignault, 2007 :11).

Diverses associations et ONG ont été mises en place par les Gabonaises, marquant ainsi leur volonté d'apporter des solutions aux problèmes qu'elles doivent affronter, mais aussi pour témoigner de leur implication au sein de la société civile

de groupes d'animation. Lors des élections ou autres événements à caractère politique de nombreuses femmes participent aux activités culturelles de ces groupes dits d'animation Métégué N'Nah, 2006).

(CEDAW, 2003). La loi n° 5/62 du 10 décembre 1962 régleme la création et le fonctionnement des associations au Gabon. Dans le domaine associatif on recense de nombreux groupes de femmes, œuvrant pour la défense des intérêts de certains secteurs d'activités, (association des femmes commerçantes, association des femmes juristes du Gabon, association des femmes éducatrices, association gabonaise des assistants de service social...).

Plusieurs de ces mouvements sont fondés sur la base de l'appartenance professionnelle, ethnico-régionale ou encore pour la promotion des intérêts économiques (les tontines) (Obolo, 1999). Bien que l'on puisse remettre en question le foisonnement d'associations et autres organisations féminines, certaines d'entre elles sont bien structurées et bénéficient du support d'institutions internationales, ou encore de représentations diplomatiques. Ce soutien renforce leurs capacités institutionnelles et les aide à mener un combat à une échelle plus large.

Au fil du temps ces ONG et associations de femmes sont devenues des espaces de solidarité et d'épanouissement pour leurs membres. Quelques unes telles que l'association des filles mères, l'association nationale pour la lutte contre les cancers féminins (ALUCAF), l'association pour le planning familial (AGAPF), l'association sauvegarde de l'enfance (SOS Mwana) et le mouvement gabonais pour le bien-être familial (MGBEF) se sont érigées en défenseurs de problématiques sociales touchant particulièrement les femmes et les enfants. Ces actions dynamiques ont pu engendrer des actions importantes contribuant à une évolution significative de la condition des Gabonaises. Par exemple, l'implication de l'association des femmes juristes du Gabon (AFJG)²⁸ a permis d'organiser des séminaires et publier des documents sur les droits de la femme. Le ministère de la Famille dispose de deux partenaires importants dans la coordination des actions visant à promouvoir l'intégration des femmes au

²⁸ La mission de cette association est d'étudier le droit de la femme dans la famille et le travail, notamment les conditions de travail du personnel féminin et la formation professionnelle des femmes; elle favorise et entretient l'esprit d'entraide et de collaboration entre ses membres (Obolo, 1998 :5)

développement ; il s'agit de l'Observatoire des droits de la femme et de la parité (ODEFPA) et de la Coordination des ONG et associations féminines (CORFEM). La politique gouvernementale, sous l'impulsion du ministère de la famille tend à orienter les femmes, surtout rurales, vers des secteurs d'activités de production, c'est dans cette optique que s'inscrit la création du projet d'appui au développement du microcrédit au Gabon (PADMG). Avec l'aide des partenaires de développement et différents organismes, ce ministère soutient différentes actions visant à renforcer les capacités des femmes, des associations et autres réseaux. Entre autres, le Centre d'appui aux organisations des femmes du Gabon (CENAF-GABON) apporte de l'expertise aux femmes exerçant dans différents secteurs d'activités : le commerce, l'élevage, l'agriculture, la microfinance, l'environnement... dans le but de renforcer leurs capacités (BAD : 2005).

Les femmes gabonaises sont présentes dans la sphère publique par leurs implications dans les associations, présentes au cœur des décisions politiques, elles occupent des postes non négligeables et mènent des actions de lutte contre la pauvreté, les maladies, etc. Toutefois, l'infériorité de leur nombre dans l'espace public est une faiblesse pour le combat qu'elles mènent pour le respect de leurs droits dans la société. Il serait bien que les femmes s'intègrent davantage dans l'espace public en étant solidaires, pour un impact plus dynamique et rentable de leur lutte.

En définitive, il ressort que la situation des femmes gabonaises connaît certaines améliorations. Les mentalités rétrogrades et le poids de certaines traditions, sans oublier l'insuffisance des budgets alloués à cette question et le peu de ressources humaines disponibles freinent les progrès en faveur des femmes (PNUD Gabon, 2007).

– CHAPITRE II –

CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU GABON ET PROMOTION DE LA MICROFINANCE

Ce chapitre vise à présenter quelques caractéristiques de notre milieu de recherche car il est important de situer le contexte de l'étude en établissant le profil économique et social du Gabon. Par la suite nous présentons les étapes de la structuration du secteur de la microfinance. Enfin, nous identifions les principaux acteurs en charge de la promotion, de la réglementation et du contrôle de ce secteur.

2.1 – Profil du pays

Le Gabon est un pays d'Afrique centrale (voir annexe 1), dont la population est estimée à 1,5 millions d'habitants. Ancienne colonie française, le Gabon a accédé à l'indépendance, le 17 août 1960 et connaît depuis lors une stabilité politique remarquable. Ayant été dirigé par un parti unique de 1968 à 1989, ce pays a opté depuis 1990 pour le multipartisme, aux lendemains de nombreux changements sociopolitiques qui sont survenus dans plusieurs pays africains. Le pays est doté d'institutions politiques relevant du pouvoir exécutif et législatif, son système parlementaire est bicaméral.

Sur le plan administratif, le Gabon est divisé en neuf provinces qui sont : l'Estuaire, le Haut-Ogooué, le Moyen-Ogooué, la Ngounié, la Nyanga, l'Ogooué-Ivindo, l'Ogooué-Lolo, l'Ogooué-Maritime et le Woleu-N'tem (voir annexe 1). Le pouvoir exécutif est dirigé par le Président de la République élu au suffrage universel direct à la majorité simple (scrutin à deux tours) pour un mandat de 7 ans renouvelable une fois.

La croissance de la population estimée à environ 2,5% par an, révèle un exode rural croissant ainsi qu'un «afflux important d'immigrés» (PNUD Gabon, 2003 :3). Durant la dernière décennie, les conflits sous-régionaux ont contribué à l'afflux de réfugiés au Gabon, et les difficultés économiques expliquent l'augmentation des flux migratoires, notamment à cause de l'image d'*eldorado* que ce pays représentait à l'échelle du continent. La monnaie de ce pays est le Franc CFA (Communauté financière africaine) dont le taux de change varie entre 400 et 450 Franc CFA pour 1 dollar canadien.

2.1.1 – Situation économique

Le Gabon est classé parmi les pays à revenu intermédiaire supérieur pour son niveau du produit national brut par habitant (DGSEE, 2001; CEA, 2004). L'économie du pays repose sur l'exploitation des ressources naturelles extraites du sol et du sous-sol (Banque mondiale, 1997 ; PNUD Gabon, 2006) essentiellement : le pétrole, le manganèse, et le bois. Le pays s'étend sur une superficie de 267.667 km². La forêt équatoriale occupe 85% du territoire gabonais (DGSEE, 2001:2), et contient plus de 400 essences, l'une des plus importantes étant l'Okoumé. La biodiversité et les richesses forestières représentent un véritable atout économique pour le Gabon. L'abondance de ses richesses naturelles (pétrole, manganèse, bois, uranium...) explique la nature extractive de l'activité économique nationale (Direction générale de l'économie, 2007). Si le secteur pétrolier est largement dominant, il constitue une activité créant peu d'emplois pour les populations locales. Toutes ces caractéristiques classe le pays comme une économie de rente, pouvant être divisée en deux catégories:

- Le premier secteur concerne les activités relatives à l'exploitation des ressources naturelles, principalement le pétrole. Il en résulte une grande vulnérabilité face aux fluctuations du prix du pétrole. Longtemps tributaire de l'exploitation pétrolière, le Gabon connaît depuis quelques années un ralentissement de sa production et la

diversification de son économie, devient un impératif, notamment pour accroître sa compétitivité sur les marchés extérieurs ;

- La deuxième catégorie secteur regroupe les secteurs secondaire et tertiaire, lesquels ont longtemps été marginalisés (PNUD Gabon, 2005). Cette situation a conduit Magnagna Nguema (2005 :14) à affirmer que le «secteur agricole reste «bloqué» et marginalisé, quand bien même il demeure incontournable en matière d'emplois». Les activités de production, particulièrement l'agriculture et la transformation des matières premières, occupent une faible place dans la croissance économique du pays. La faiblesse du secteur manufacturier s'explique notamment par des coûts de production élevés et une main d'œuvre coûteuse. Il faut souligner que «la faible diversification de l'économie gabonaise constitue, à l'évidence, un facteur d'instabilité. Elle a principalement comme conséquences la vulnérabilité aux chocs externes et l'alourdissement de la charge de la dette » (PNUD Gabon, 2003 :4). Cette situation incite l'État gabonais à se pencher sur des tentatives de diversification de son économie.

L'agriculture

La forte croissance économique des années 70 et 80 générée par les revenus de l'exploitation pétrolière, a favorisé la création d'entreprises étatiques, parapubliques et surtout permis l'augmentation du nombre de fonctionnaires. L'Organisation internationale du travail présente un portrait illustrant la part de la fonction publique dans l'emploi des Gabonais : «au Gabon, le secteur public et para public a toujours été un grand pourvoyeur d'emploi. Il a pris, au fil des années, une ampleur de plus en plus considérable au détriment du secteur privé. Ce secteur représente aujourd'hui environ 52 000 emplois (contre 70 000 pour le secteur privé)» (Magnagna Nguema, 2005 :14).

Résultant de la priorisation du secteur extractif, la dévalorisation de l'agriculture a donné lieu à l'importation massive des denrées essentielles (bananes, oignons, manioc, fruits...), venant essentiellement du Cameroun voisin (Magnagna Nguema, 2005; Provost, 2006). La population gabonaise étant urbaine à 80%, les activités agricoles ont progressivement été délaissées, au profit notamment de la fonction publique. Le secteur agricole, représentait 6% du PIB en 2000 (Magnagna Nguema, 2005 : 15) ce qui traduit le fait que le pays n'est pas autosuffisant sur le plan alimentaire, à cause de la faiblesse de sa production agricole, et il couvre ses besoins en recourant massivement aux importations. Par exemple, les produits agricoles disponibles à Libreville proviennent essentiellement de l'extérieur et les commerçants venant d'autres pays sont en situation de monopole dans la vente de produits agricoles parce que les populations gabonaises avaient longtemps délaissé l'agriculture. Néanmoins ces dernières années on assiste à un changement dans la production et une nouvelle tendance est observable au niveau des femmes, notamment de Libreville, qui cultivent de petits lopins de terre dans la périphérie de la ville, et écoulent leur marchandise sur les marchés ou leur lieu de travail.

Cette dépendance aux importations extérieures est aussi liée à l'accroissement de la demande au niveau des centres urbains et à l'incapacité de la production locale à satisfaire cette demande. En dépit de ses différents atouts, entre autres un sol fertile, le Gabon ne parvient pas à assurer son autosuffisance alimentaire, parce que l'agriculture «n'arrive pas à compenser la demande intérieure et joue un rôle marginal dans le développement social et économique» (Yanga Ngary, 2008 :41).

En définitive, nous pouvons affirmer que les orientations économiques du Gabon, ont généré un modèle de développement axé sur le secteur extractif, précisément l'exploitation pétrolière, ce qui a engendré une économie extravertie et peu compétitive, caractéristique attribuable au coût élevé des facteurs de production et de l'étroitesse de son marché intérieur (PNUD Gabon, 2003).

2.1.2 – Situation sociale

Historiquement, les choix économiques du Gabon ont eu des répercussions négatives sur son économie (Banque mondiale, 1997). L'important encours de la dette au Gabon a pour effet d'alourdir le service de la dette extérieure, réduisant les ressources pouvant servir au développement des secteurs de base et des infrastructures sociales. On peut donc établir un lien entre la dette publique et le développement humain du Gabon (PNUD Gabon. 2005; Yanga Ngary, 2008). En plus de la baisse du niveau de la production pétrolière, le Gabon a dû faire face aux Programmes d'ajustement structurel (PAS), dont les recommandations portaient entre autres sur la réduction des déséquilibres économiques, le ralentissement du niveau de vie de l'État et l'assainissement des finances publiques (Zomo Yebe, 1993 ; Magnagna Nguema, 2005 ; PNUD Gabon. 2005). Ces exigences ont contraint le gouvernement à réduire ses investissements dans les secteurs sociaux.

Les indicateurs socio-économiques révèlent le faible niveau du développement humain du pays comparé à sa performance économique. En effet, les revenus tirés de l'exploitation pétrolière ont constitué l'essentiel des revenus de l'État, mais n'ont pas entraîné de redistribution équitable ou d'investissements conséquents dans les services de base, ni contribué à réduire la pauvreté (Magnagna Nguema, 2005 ; Yanga Ngary, 2008). Ainsi, la faiblesse des indicateurs sociaux contraste énormément avec le niveau de richesse nationale et les potentialités du pays, comme en témoigne le niveau de l'indicateur de développement humain (IDH)²⁹ estimé à 0,677 en 2008, qui classe le Gabon au 119^e rang mondial sur 177 pays ; une progression de deux places dans le classement mondial. Ces chiffres reflètent davantage la réalité d'un pays d'Afrique subsaharienne à faible revenu (Yanga

²⁹ L'indice du développement humain (IDH) se calcule à partir de l'espérance de vie à la naissance, du niveau d'instruction, ainsi que du PIB par habitant.

Ngary, 2008), et en dépit des performances économiques 33% de la population vit sous le seuil de la pauvreté (PNUD Gabon, 2006 :18). Celle-ci sévit sous plusieurs formes avec des intensités variables. Conséquemment, le sentiment de pauvreté est très répandu au sein de la population, comme l'indique l'Enquête sur la perception de la pauvreté (EPP) réalisée en 2004 qui révèle que 81,4 % des répondants considèrent leurs conditions de vie comme celles des personnes pauvres. L'Enquête gabonaise pour le suivi et l'évaluation de la pauvreté (EGEP) indique que près de deux cinquièmes de la population (43 %) vivent dans les ménages où l'on se sent pauvre (Ministère de la Planification, 2005 :16).

Les causes de ce paradoxe résident dans le fait qu'il existe d'importantes inégalités dans la distribution des revenus. Selon des études récentes, plus de 90 % du revenu total est accaparé par les non pauvres et les ménages du quintile le plus riche concentrent la moitié du revenu total. (PNUD Gabon, 2005 :42). Dans cette inégale répartition des richesses, la misère et la richesse se côtoient au quotidien. Malgré des revenus considérables liés à l'exploitation des ressources naturelles, les populations n'ont pas connu de véritable amélioration de leurs conditions de vie, ce qui met en exergue la nécessité de lutter pour la bonne gouvernance et équilibrer la redistribution des richesses de ce pays. En 2006, le gouvernement gabonais a adopté le Document Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR) qui présente les orientations prioritaires nécessitant des investissements, à savoir : promouvoir une croissance forte et soutenue, améliorer les infrastructures, améliorer l'accès des populations aux services de base et améliorer la gouvernance. Ce décalage et l'ampleur de la pauvreté par rapport à la richesse du pays sont essentiellement dus aux déficiences en matière de gouvernance³⁰ qui se manifestent

³⁰ La Banque mondiale traduit la gouvernance comme " la manière par laquelle le pouvoir est exercé dans la gestion des ressources économiques et sociales d'un pays au service du développement ". Les faiblesses de la gouvernance au Gabon sont caractérisées par : une faible organisation de la société civile ainsi que sa faible capacité d'intervention dans la vie politique ; le manque de

par un système judiciaire peu performant et le manque de contrôle des institutions locales.

L'analyse de la situation sociale au Gabon montre qu'en dépit des recettes de l'État, le poids de la dette demeure important et la mauvaise gestion de la dépense publique, caractérisée par une opacité des fonds et leur non-assignation aux secteurs prioritaires réduisent les investissements dans le social.

Le problème de l'urbanisation

Au niveau démographique, le pays connaît une faible densité (4,5 habitants au km²) qui s'accompagne d'une répartition spatiale inégale dont découle la concentration de 83.6% de la population dans les trois grands centres urbains: Libreville, Port-Gentil et Franceville (Banque mondiale, 1997 ; Ango Obiang, 2000 ; DGSEE, 2000 ; PNUD Gabon, 2008). Cette macrocéphalie urbaine qui tend à augmenter la population de la capitale Libreville s'explique notamment par la concentration des administrations politiques, et financières. Les deux autres villes sont situées respectivement dans les provinces de l'Ogooué maritime et du Haut - Ogooué où s'exercent l'essentiel des activités pétrolières et minières (Magnagna Nguema, 2005). Ces disparités régionales entraînent des inégalités dans la distribution des revenus des populations, mais aussi dans l'accès au logement. Libreville illustre parfaitement le cas d'urbanisation galopante, avec l'existence de nombreux quartiers sous-intégrés caractérisés par un habitat précaire (les *matitis*)³¹, des difficultés d'approvisionnement en eau potable et une absence de réseaux de voirie (collecte des ordures et écoulement des eaux usées). La conjonction de tous ces

transparence dans la gestion des ressources publiques ; une faible capacité du pouvoir judiciaire à remplir ses fonctions de façon indépendante ; et de façon générale un fort climat d'impunité (Rossatanga-Rignault, 2007 :4)

³¹ Ce mot désigne les quartiers populaire sous-intégrés de la capitale, dans lesquelles se côtoient des habitations précaires, et des habitations normales, avec les caractéristiques suivantes : insalubres, très peuplés et dépourvus de véritables voies de circulation.

dysfonctionnements a créé un environnement insalubre, source de multiples maladies pour de nombreux habitants. Cette pression urbaine cause également une réduction de l'approvisionnement en eau potable. Dans les quartiers sous-intégrés, cette eau est généralement accessible à travers des points d'approvisionnement en eau. L'EDSG révèle que 77% des ménages urbains utilisent une eau de bonne qualité provenant d'un robinet et (40%) d'une borne fontaine (33%). Tandis qu'en milieu rural, la plupart des ménages utilisent une eau de qualité incertaine provenant des rivières (35 %), des sources (22 %) et des puits ouverts (5 %) (DGSEE, 2001 :20). La question de l'approvisionnement en eau potable est très problématique car elle est la cause de plusieurs maladies telles que : le paludisme, la diarrhée, la bilharziose, et les maladies de la peau, Aussi, depuis quelques années, la récurrence des coupures d'eau s'est généralisée dans la ville causant de nombreux désagréments.

En somme, le Gabon est confronté à de nombreux problèmes d'ordre structurel, institutionnel, économique et social, parmi eux, on citera la forte pression démographique urbaine, la faible productivité agricole, la détérioration de l'environnement, les opportunités d'emplois limitées, la pauvreté endémique et l'augmentation du nombre de personnes vulnérables, ainsi que les conditions de vie très précaires des personnes à faible revenu. De grandes disparités persistent au niveau des conditions de vie entre les zones urbaines et les zones rurales.

2.2 – La microfinance au Gabon : état des lieux

Le secteur financier du Gabon, est peu développé et présente certaines carences en matière de diversification des services financiers (CNPM, 2008). Une frange considérable de la population n'a pas accès aux banques classiques, notamment en zone périurbaine, ou rurale, à cause des restrictions imposées par les banques, d'où la nécessité de développer une offre adaptée aux besoins des populations exclues de

ce système par manque de garantie et de revenus. A défaut de disposer d'une offre de services adaptés, ces populations ont souvent recours au secteur endogène : « le monde des prêteurs individuels, des banquiers ambulants, des caisses de solidarité [...] » (Gentil et Servet, 2002 : 730) dont les coûts peuvent parfois s'avérer très élevés.

L'éclosion de la microfinance dans un tel contexte apparaît comme un moyen de satisfaire les besoins importants en prêts, épargne et micro assurance pour ceux qui n'y ont pas accès dans le système bancaire. Les pays de la Commission de la communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) ont connu une trajectoire différente en matière de développement de la microfinance (Banque de France, 2002). Pour illustration, le Cameroun dispose d'une très longue expérience en matière de microfinance dont les activités ont débuté en 1963 avec la création de la Cameroon Cooperative Credit Union Leake (CAMCCUL) ; tandis que le Gabon, la Centrafrique et la Guinée Équatoriale connaissent un développement récent et plus marginal de ce secteur, signe d'une insuffisance de l'offre de microfinance malgré les besoins réels des populations (De Lima, 2007). Cette situation contraste avec le niveau avancé de la microfinance dans les pays de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA).

Selon plusieurs personnes rencontrées sur le terrain, l'état de la microfinance au Gabon s'explique notamment par : la faiblesse de la culture entrepreneuriale et le contexte économique. La structuration récente des activités de microfinance résulte de l'initiative gouvernementale de promouvoir le micro crédit à travers la création d'organismes de promotion des PME, le plus connu étant le FODEX (Banque de France, 2002). Cependant, les initiatives de promotion de la micro-entreprise, n'ont pas porté les effets escomptés. Depuis 2002, la réglementation de la COBAC est venue pallier le vide juridique, offrant ainsi un cadre d'exercice et de contrôle des activités de microfinance, dans les pays d'Afrique Centrale.

2.2.1 – Réglementation et promotion des activités de microfinance

L'importance de l'existence d'un cadre réglementaire et juridique, réside dans le fait qu'il permet de contrôler les activités des EMF, de protéger les déposants et les emprunteurs tout en encourageant le développement optimal du secteur de la microfinance. Il existe la loi PARMEC en vigueur dans les pays de l'UEMOA, et la réglementation COBAC dans les pays de la CEMAC. Ainsi, le règlement N°02 /CEMAC/UMAC/COBAC relatif aux conditions d'exercice et de contrôle de l'activité de microfinance dans la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, a été adopté en 2002 par le comité ministériel de la CEMAC. Les règlements contenus dans ce document comportent l'ensemble des normes prudentielles applicables à tous les EMF, ainsi que les différentes dispositions relatives à l'exercice de la microfinance. Ils fixent notamment l'obligation pour les institutions de demander un agrément afin d'obtenir une autorisation pour collecter de l'épargne et octroyer des microcrédits. L'existence d'un cadre juridique permet donc de garantir l'exercice de l'activité de microfinance et ainsi protéger les clients contre les établissements non autorisés³².

De Lima (2005 :164) explique que : « les axes d'intervention d'un cadre institutionnel favorable au développement des institutions de microfinance [...] peuvent être scindés en quatre axes majeurs : réglementer, subventionner, encadrer et coopérer». Les établissements de microfinance sont regroupés en trois catégories (COBAC, 2002 ; CNPM, 2008): la première catégorie regroupe tous les EMF qui collectent l'épargne de leurs membres, laquelle sert de financement aux crédits octroyés aux seuls membres; la seconde catégorie renferme les opérations de

³² Il faut souligner que plusieurs institutions d'épargne et de crédit sont apparues au fil du temps puis se sont volatilisées avec l'épargne des clients.

collecte de l'épargne et octroi de crédits à des personnes tiers et la troisième catégorie est celle de l'octroi de crédits sans procéder à la collecte de l'épargne.

L'exercice de l'activité de microfinance est soumis à l'agrément de l'Autorité monétaire, représentée par le Ministre des finances du budget et de la privatisation, suite à l'avis conforme de la COBAC³³.

Tableau 2 – Classification des établissements de microcrédit

Catégories	Activités	Capital minimum	Forme juridique
1 ^{re} catégorie	Épargne/crédit uniquement avec les membres	Non déterminé	Coopératives ou mutuelles d'épargne et de crédit
2 ^{re} catégorie	Épargne/crédit avec les membres et les tiers	50 millions	Sociétés anonymes (SA)
3 ^{re} catégorie	Crédits au tiers sans collecte de l'épargne	25 millions ³³	Diverse (projets, sociétés, entreprises individuelles)

Source : «tableau constitué à partir du règlement 01//CEMAC/UMAC/COBAC institué par la BEAC».

2.2.2 – L'évolution du secteur

Au niveau historique, le secteur de la microfinance au Gabon est caractérisé par deux périodes : avant et après 2003. En effet, il s'agit d'une année charnière dans l'évolution de ses activités, car elle est celle de la création de la Cellule nationale de la microfinance (CNPM), et de l'Association professionnelle des établissements de

³³ La Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC), est une institution sous régionale qui doit parmi ses prérogatives, réguler les activités de microfinance, surveiller les EMF et s'assurer de leur équilibre financier. Cette dernière a pour rôle de contrôler l'activité de la microfinance dans la CEMAC. Elle est également l'organe de contrôle de la Banque des États de l'Afrique centrale (COBAC, 2002).

microfinance (APEMFG). Les besoins spécifiques en matière de services financiers diversifiés, expliquent le contexte favorable de croissance des activités de microfinance au Gabon. Au niveau quantitatif, les différents indicateurs tels que l'encours, les dépôts, le nombre de bénéficiaires affichent une nette évolution.

L'augmentation de l'épargne mobilisée résulte de l'accroissement du nombre d'utilisateurs ou sociétaires. Cette évolution traduit également l'amélioration de la capacité des utilisateurs à épargner, notamment chez les femmes qui détiennent plus de 60% des dépôts collectés. Selon le tableau de bord de l'économie gabonaise, le taux de recouvrement des crédits accordés s'est amélioré en 2007 pour se situer à 96% environ pour les établissements de première catégorie et à 84% pour l'établissement de deuxième catégorie (Direction générale de l'économie, 2007 :85). Les taux d'intérêt pratiqués par les différentes EMF varient entre 3% et 10% par mois. Le secteur microfinance emploie environ 70 personnes en 2007 dont la moitié est constituée de femmes. Les montants des crédits distribués varient de 50.000 à 100.000 Fcfa pour les établissements de 1ère catégorie et de 200.000 à 4.000.000 de Fcfa dans la structure de deuxième catégorie. Les crédits sont accordés pour des durées d'amortissement allant de 3 à 24 mois. De façon générale, les résultats d'exploitation des EMF indiquent une croissance importante du nombre d'utilisateurs ainsi qu'un taux de recouvrement très appréciable, de 98% (Direction générale de l'économie, 2007 :85). Le tableau suivant illustre l'évolution des fonds propres, des crédits et des dépôts.

Tableau 3: L'évolution des activités de microfinance

	2004	2005	04/05
Nombre de sociétaires ou usagers	2449	8670	254,0%
Montant des Fonds Propres (en millions de Fcfa)	11,5	211,8	1741,7%
	32,4	310,7	858,9%
Montant des dépôts (en millions de Fcfa)	47,9	332,5	594%
Encours des crédits (en millions de Fcfa)	66 300	50 000	-24,6%
Crédit moyen (en Fcfa)	ND	98%	ND
Taux de recouvrement			

Source : Le tableau est constitué à partir de données obtenues auprès de la Cellule nationale de promotion de la microfinance (CNPM)

Le développement de la microfinance, joue un rôle autant économique que social. En effet, il vise plusieurs objectifs parmi lesquels s'inscrivent:

- L'accès des populations exclues du système bancaire classique, aux ressources financières disponibles auprès des établissements de microfinance ;
- La réduction de la pauvreté, à travers la création d'activités génératrices de revenus additionnels;
- Le financement des PME/PMI, et le renforcement du secteur privé ;
- La promotion de la condition féminine, à travers la création de microentreprises, de coopératives agricoles ou d'épargne et de crédit (notamment en milieu rural).

Ce dernier objectif se traduit par le projet pilote de microfinancement dédié aux femmes, mené conjointement par le Ministère de la famille, de la protection de l'enfance et de la promotion de la femme et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), dans la Nyanga. Il s'agit d'une initiative de promotion et de soutien à l'entrepreneuriat féminin, qui constitue dans une plus large mesure d'un observatoire de la prise en charge et de la participation des femmes gabonaises au développement.

Le cadre institutionnel de la microfinance

La création, en 2003, de la Cellule nationale de promotion de la microfinance (CNPM) suite à l'arrêt N°843 du Ministre des finances, du budget et de la privatisation représente un jalon important dans la structuration et la professionnalisation de la microfinance au Gabon. L'intervention de l'État permet d'établir un cadre institutionnel favorisant la protection des épargnants, mais aussi la stabilité du système financier (De Lima, 2007).

Les deux types d'établissements de microfinance exerçant leurs activités au Gabon, sont classés au sein des EMF de 1^{ère} catégorie et de 2^{ème} catégorie. Au niveau de Libreville, on enregistre trois établissements agréés fonctionnels, à savoir, la Caisse d'épargne et de crédit AGASS (CECAG), la Caisse FEMO d'épargne et de crédit (CFEC), de la Financière africaine de micro-projets (FINAM). Ils sont regroupés au sein de l'Association professionnelle des établissements de microfinance du Gabon (APEMFG). Le regroupement des EMF, en réseau, est une exigence du règlement de la COBAC. On dénombre quatre établissements agréés dont trois en activité (CFEC et CECAG, 1^{ère} catégorie, FINAM, 2^{ème} catégorie et un en cours d'installation (SODEC, 2^{ème} catégorie).

La Cellule nationale de promotion de la microfinance (CNPM)

Sous la tutelle du Ministère de l'économie des finances, du budget et de la privatisation, la cellule remplit trois fonctions principales : l'instruction des dossiers de demande d'agrément, la promotion de la finance de proximité, ainsi que le suivi et le contrôle des activités de microfinance. La CNPM est un « organe permanent au sein de la Direction générale de l'économie » (CNPM (b), 2008 :4). Elle comporte trois divisions : administrative et documentation, financière et statistiques, réglementation. Cette structure assure aussi le secrétariat permanent du Comité

national de la microfinance (CNM)³⁴, créé en 2005, qui se réunit au minimum deux fois par an. Considérant l'évolution récente de la microfinance au Gabon, la vulgarisation auprès des populations de l'offre de services financiers du secteur, et la formation des agents exerçant au sein des EMF occupent une part importante dans les activités de la cellule.

La cellule se donne pour mission de mettre en œuvre la stratégie de développement de la microfinance, suivant trois grands axes :

- L'instauration d'un cadre économique, légal et réglementaire pour réguler les activités des EMF locales;
- Une structuration adéquate du secteur qui permettra de l'arrimer au secteur financier Global;
- Le développement de services financiers adaptés, diversifiés, et viables.

L'existence d'une telle entité étatique est nécessaire car elle assure l'orientation, l'encadrement et le suivi des activités du secteur.

L'Association professionnelle des établissements de microfinance du Gabon (APEMG)

La création d'un réseau³⁵ dans le secteur de la microfinance permet aux différentes institutions de se structurer au sein d'une association de soutien « ayant pour objectifs d'encourager la création de nouvelles institutions, d'élaborer des standards, d'octroyer des fonds en gros, de fournir des services techniques, de pratiquer la gestion des connaissances et/ou de diriger les efforts de réforme au

³⁴ Celui-ci est un cadre de concertation permanente dont le rôle est d'orienter et d'assurer le suivi de la mise en application de la politique de microfinance (CNPM, 2008).

³⁵ Un réseau « est un ensemble d'établissements agréés, animés par un même objectif et qui ont volontairement décidé de se regrouper afin d'adopter une organisation et des règles de fonctionnements communes » (COBAC, 2002, p.6)

niveau politique » CGAP (2004 : 6). C'est dans cette optique que l'APEMFG³⁶ a été constituée le 22 décembre 2003 sous la tutelle du Ministère de l' économie, des finances, du budget et de la privatisation, puis reconnue en 2004, regroupant ainsi en réseau, les différentes structures de microfinance. Elle joue un rôle de concertation, de représentation et d'échanges entre ses membres, notamment les EMF, dont elle assure aussi la défense. La part d'adhésion à ce réseau s'élève à 200.000 FCFA, et les membres sont tenus de s'acquitter d'une cotisation annuelle de l'ordre de 300.000FCFA³⁷.

L'offre de services de microfinance

L'existence des structures de financement informel s'explique par l'exclusion d'une frange importante de la population du secteur bancaire classique. L'existence de prêts usuraires aux taux d'intérêt exorbitants, parfois de l'ordre de 20%, ainsi que d'autres formes de financement a longtemps permis de répondre à la demande des populations.

Au Gabon, les modalités de création d'un établissement de microfinance dépendent de la catégorie à laquelle il appartient. Les éléments de différenciation entre les deux catégories se situent principalement au niveau du capital, et des conditions de prise de participation. Les établissements de microfinance proposent une offre de services adaptée aux populations qui n'avaient jusque là pas accès à cette palette de services financiers.

³⁶ Les cinq structures membres de l'APEMFG sont réparties comme suit : Trois EMF de la 1^{re} catégorie : la CFEC, la CECAG, et deux EMF de la 2^{ème} catégorie : la FINAM, la SODEC.

³⁷ Portail de la microfinance :

http://www.lamicrofinance.org/resource_centers/profilgabon/profilgabon, page consultée le 15 juin 2008

2.2.3 – Les établissements de microfinance (EMF)

Les six établissements de microfinance agréés exerçant à Libreville se divisent en deux EMF de première catégorie et quatre EMF de seconde catégorie, parmi lesquels se trouvent trois établissements opérationnels, contre trois autres en cours d'installation³⁸. Selon les informations recueillies, durant l'enquête terrain, l'observation de l'épargne selon le genre, démontre que les femmes détiennent plus de la moitié de l'épargne recueillie par les établissements de microfinance. Cette clientèle est considérée comme une cible principale, mais il n'existe pas d'EMF exclusivement dédié aux femmes. Dans le cadre de ce mémoire, les deux structures soumises à notre analyse, sont : la Caisse FEMO d'épargne et de crédit (CFEC), établissement de première catégorie de type associatif et la Financière africaine de micro-projets (FINAM).

La Caisse FEMO d'épargne et de crédit (CFEC)

La CFEC dont le siège social se trouve à Libreville, compte trois points de collecte : Franceville, Lambaréné et Libreville. Conformément aux conditions d'exercice des EMF de 1^{ère} catégorie, il n'y a pas de capital ni de dotation minimum exigé (Cobac, 2002) néanmoins un quorum de 30 membres est exigé. Les fonds recueillis par l'établissement en dehors des frais d'adhésion et des parts sociales constituent l'épargne des membres.

Le positionnement géographique de cet établissement témoigne du ciblage d'une clientèle urbaine et rurale, cette dernière bénéficiant de 71% des prêts accordés, contre 29% pour la clientèle urbaine. De plus, la répartition des prêts par catégorie, indique que 20% des prêts sont accordés aux groupes, et 80% aux individus (CFEC,

³⁸ L'agrément des EMF s'obtient après avis conforme de la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC).

2006 :1). La situation de l'épargne selon le genre présente un nombre de 403 femmes, soit un pourcentage de 69%, contre 164 hommes, pour un taux de 31%. Il apparaît clairement qu'au sein de la CFEC la clientèle féminine épargne davantage que les hommes, toutefois, elle est volatile et fragilise son épargne, parce que les femmes effectuent davantage d'opérations de retrait, sur leurs comptes, que les hommes.

L'adhésion et l'ouverture d'un compte d'épargne au sein de cette institution sont des préalables à l'accès au crédit. L'analyse des données de la Caisse FEMO indique que l'épargne des membres est rémunérée à 3% par an, à partir de 25 000 FCFA, ce qui représente une garantie pour l'établissement. Toutefois, pendant la durée du remboursement de tout prêt, l'épargne de l'emprunteur est bloquée. Les montants des crédits accordés varient entre 30 000 et 600 000 FCFA (CFEC (b) 2007 :1). La durée de remboursement est variable et s'étend sur une période allant de 1 à 5 mois. La pénalité de retard est fixée à 20% du montant du prêt par échéance en souffrance. Étant donné que la clientèle de la CFEC est économiquement faible, membre de la CFEC, ce taux élevé constitue un moyen dissuasif pour inciter les emprunteurs à respecter les modalités de remboursement.

Deux types de crédits sont disponibles : le crédit social et le crédit économique. Ils permettent aux bénéficiaires de faire face à des dépenses imprévues, mais aussi d'assumer certaines responsabilités sociales (parmi lesquelles, la scolarisation des enfants, les frais de santé...). Dans la catégorie sociale, le crédit « rentrée scolaire » est très sollicité par les membres, durant la période éponyme, pour subvenir aux dépenses liées à la scolarisation de leurs enfants. Les EMF de 1^{ère} catégorie favorisent le regroupement des populations en association, coopérative ou mutuelle. Dans le contexte gabonais, à Libreville en particulier, la faiblesse du tissu associatif est une difficulté importante à contourner afin de parvenir à réunir les 30 membres fondateurs d'un établissement de microfinance de première catégorie. Les conditions

d'accès au crédit au sein de ce type d'établissement requièrent la constitution d'une épargne par les membres, avant d'être admissible à un microcrédit.

L'analyse de la structure révèle qu'au niveau de la CFEC, l'octroi de crédit est précédé par une évaluation rigoureuse du dossier des clients, notamment par la vérification de l'adresse domiciliaire des demandeurs (des agents de la structure se rendent sur le terrain pour vérifier si l'adresse donnée est exacte), à cause des risques élevés de disparition des bénéficiaires. Au regard de ces éléments, il ressort que les risques associés au crédit individuel sont plus élevés que ceux liés au crédit collectif, grâce à la caution solidaire, qui a l'avantage d'être un moyen de pression pour chacun des membres, contrairement à l'absence d'une telle contrainte sur les bénéficiaires individuels.

La Financière africaine de micro-projets (FINAM)

La Financière africaine de micro-projets (FINAM) est un établissement de microfinance de deuxième catégorie opérant à Libreville depuis 2006. Il dispose de quatre agences, précisément au centre-ville, et dans les quartiers de Lalala, de Petit-Paris et du PK 8. Dans le cadre de ses activités, cet établissement collecte de l'épargne et accorde des crédits aux tiers (CNPM, 2008). Sa clientèle est variée, s'adressant en grande partie aux femmes commerçantes, aussi bien qu'aux personnes démarrant une activité génératrice de revenus. Les montants octroyés sont variables, pouvant atteindre plus de 40 millions. Le nombre d'utilisateurs est passé de 792, en 2005, contre 4036 en 2007, soit une hausse d'environ 19%. Les données disponibles le 28 juillet 2008, faisaient état de 8734 usagers, soit plus du double de l'effectif de l'année précédente. Le nombre de crédits en cours s'élève à 667. Le taux de remboursement est de 90%. Le taux d'intérêt varie entre 1,75% et 3,5% en fonction

de la durée du prêt³⁹. Il apparaît clairement que la FINAM est un établissement qui connaît une croissance importante. Dans l'ensemble, la tendance est à la hausse du volume de l'épargne et du crédit, ce qui traduit une prise de conscience des populations sur la nécessité de constituer une épargne, et aussi du volume de la demande potentielle de crédit.

En définitive, il apparaît que l'encadrement et la réglementation du secteur de la microfinance par l'État gabonais se traduisent par une mise en place de structures d'appui aux activités des EMF, lesquels deviennent des intermédiaires financiers officiels, à l'instar des banques commerciales. Par ailleurs, les deux EMF analysés disposent d'une offre de produits et de services diversifiés adaptés aux besoins des populations, et connaissent une croissance stable de leur épargne. De façon plus explicite, la CFEC a une intervention beaucoup plus large, dans le sens où elle développe une approche mutuelle qui intègre un aspect social, de soutien communautaire et son action peut être incluse dans le construit collectif (Sine, 2008). L'approche développée par la FINAM est avant tout une organisation financière qui se positionne sur un segment de marché sous exploité par les banques locales.

2.2.4 – La microfinance pour les femmes au Gabon

Les recherches empiriques ont contribué à briser le mythe de l'insolvabilité et de la non rentabilité des populations pauvres (Yunus, 1997 ; Robinson, 2001 ; Kabeer, 2005 Nowak, 2007 ;). Au Gabon, comme dans plusieurs pays en voie de développement, de nombreuses femmes n'ont pas accès aux services financiers. En effet, il existe plusieurs contraintes limitant leur accès aux banques classiques: la «faiblesse des revenus, insuffisance voire absence d'épargne et de garanties du fait d'un accès très limité à la propriété, alphabétisation faible, et enfin contraintes de

³⁹ Données obtenues verbalement auprès des responsables de la structure.

disponibilité sont autant de handicaps plus prononcés chez les femmes et qui justifient une *adaptation* de l'offre de crédit» (Guérin, 2002(c) :8).

Dans un contexte économique de plus en plus difficile, face aux aspirations personnelles et aux exigences sociales les Gabonaises ont besoin de recourir aux services de microfinance afin d'entreprendre des activités génératrices de revenus, ou stabiliser une activité menée jusque là de manière ponctuelle. Parmi les quatre EMF agréées, deux EMF de type associatif, la CFEC et la CECAG⁴⁰ sont dirigés par des femmes, et visent à pallier à l'exclusion bancaire d'une clientèle féminine. En outre, d'un point de vue financier les femmes ont ainsi accès au financement, mais aussi à l'épargne qui leur permet de sécuriser leurs revenus (Dominique, Servet, 2002 :759). Le ciblage de ces femmes par les établissements de microfinance se justifie par les raisons suivantes (Boyé, Hajdenberg, Poursat, 2006) :

«la part importante des femmes dans l'économie informelle, la pauvreté féminine et les inégalités de genre, les femmes affectent une grande partie de leurs revenus au bien-être familial⁴¹, le renforcement de la position des femmes et leur participation au développement, et les taux de remboursement sont plus élevés».

Le secteur de la microfinance est en pleine structuration depuis quelques années. Contrairement aux longues expériences de microcrédit pour les femmes, enregistrées en Afrique subsaharienne, au niveau local l'initiative majeure enregistrée est celle du Programme d'appui au développement du microcrédit au Gabon (PADMG), qui vise à s'étendre à toutes les provinces du pays.

⁴⁰ La CECAG (Caisse d'épargne et de crédit de l'association des assistants de services sociaux du Gabon) créée en octobre 1998 est un établissement de 1ère catégorie, qui collecte de l'épargne et octroi des crédits à ses membres, lesquels sont principalement des femmes vivant majoritairement à Libreville, mais aussi dans deux autres villes : (http://www.lamicrofinance.org/resource_centers/profilgabon/profilgabon4, page consultée le 28 septembre 2008).

⁴¹ Les résultats empiriques révèlent qu'elles investissent davantage que les hommes dans l'éducation des enfants et les dépenses de santé.

– CHAPITRE III –

L'ACCÈS DES FEMMES AU MICROCRÉDIT À TRAVERS LE PADMG

Cette section de notre travail a pour but, dans une première partie, de présenter le milieu de notre recherche, ensuite d'exposer le canevas de nos entrevues et enfin de dévoiler les résultats de nos enquêtes entreprises auprès des femmes de Tchibanga.

3.1 – Contexte local de la province de la Nyanga

La province de la Nyanga, située au sud du Gabon, a une population estimée à environ 39.430 habitants, dont 53,7% sont des femmes (Recensement de la population, 1993). Elle compte six départements : la Basse-Banio, la Douigny, Doutsila, la Haute-Banio, Mongo et Mougoutsi, dont les chefs lieu sont : Mayumba, Moabi, Mabanda, Ndindi, Moulengui-Bonza et Mongo (voir annexe 1). Les principales langues parlées y sont le français, le punu et le vili.

La Nyanga fait partie des provinces les moins peuplées et les plus désavantagées en termes de logement, d'éducation, d'infrastructures routières et d'accès à l'eau potable (DGSEE, 2000). Le taux d'alphabétisation des femmes varie entre 43% et 52% (Banque mondiale, 1997 : ix). Environ 45,4% de la population a atteint le niveau d'études primaires (Banque mondiale, 1997 :156).et un tiers d'entre elle est illettrée.

La province affiche un taux de 30,6% de filles-mères (DGSEE 2000 :65). Nos observations et les discussions menées avec certaines bénéficiaires de Tchibanga ont confirmé qu'il existe une tendance importante aux grossesses précoces, ce qui alourdit les charges familiales, dans la mesure où lorsque qu'une adolescente devient mère elle reste généralement dans sa famille, c'est aux parents qu'incombent la prise en charge du nouvel enfant.

La culture du riz a été introduite dans les années 40, particulièrement à Tchibanga où plusieurs projets de culture de riz ont été développés, notamment en collaboration avec le Fond international de développement agricole (FIDA) (Magnagna Nguema, 2005). Ce projet pilote de microcrédit représente une nouveauté pour les femmes de la région, dans la mesure où aucune autre activité de microfinancement (du moins formelle) ne leur avait été destinée. Les sources de financement habituelles, y sont les tontines, les prêts familiaux, ou encore les usuriers.

La vie à Tchibanga

Les principales spécificités locales sont : la faible activité économique, l'étroitesse du marché, le taux de chômage élevé, et l'accès routier relativement limité. Il y a très peu d'entreprises dans la ville, hormis certaines administrations de la fonction publique, la poste, une banque, une compagnie de téléphonie mobilité. La structure de l'économie locale est caractérisée par le fait que plusieurs pôles d'activités⁴² sont aux mains des ressortissants de pays étrangers, majoritairement les ouest-africains.

Aussi, la proximité de la Nyanga avec la frontière du Congo, a favorisé l'afflux massif de réfugiés congolais ayant fui leur pays lors de la guerre civile qui y faisait rage dans les années 90. L'importance de cette problématique et l'emplacement géographique stratégique expliquent la présence d'une représentation du Haut commissariat des nations unies pour les réfugiés (HCR) à Tchibanga. Ces populations déplacées y exercent diverses activités, notamment l'artisanat et l'agriculture. En plus de la population locale déjà dépourvue d'opportunités

⁴² Il s'agit entre autres des magasins d'alimentation, des boulangeries, du commerce de vêtements et de briqueterie.

d'emplois importantes, cette augmentation démographique a contribué à l'augmentation des problèmes de travail, en accroissant la concurrence.

La répartition des femmes selon le secteur d'activités, indique qu'une proportion importante d'entre elles sont dans l'agriculture (DGSEE, 2000). Elles exploitent des terrains situés en périphérie de la ville, ou à proximité de leur domicile à des fins d'autoconsommation, ou dans le but de revendre leur production. La commercialisation des produits vivriers se fait généralement au grand marché de Tchibanga. Par contre l'essentiel du commerce non-vivrier est monopolisé par les non-gabonaises. Les femmes exercent aussi dans les domaines de la couture, de l'artisanat (plutôt marginal), de l'alimentation et de la coiffure. Leurs «petites entreprises» fonctionnent selon les spécificités de l'entreprise informelle féminine (Bonnardel, dans Rondeau : 1995) : une plus petite taille que celle des entreprises masculines; l'absence ou la faible présence d'employés salariés; la transformation de produits locaux (le manioc, le poisson...); les faibles coûts de production et l'absence de service de réparation (faute de technicité requise).

On distingue trois catégories de commerçantes à Tchibanga : les femmes des zones rurales qui vendent une partie de leurs produits agricoles pour se procurer un revenu de subsistance; les commerçantes semi-urbaines qui font du petit commerce de détail et jouent le rôle d'intermédiaires entre les producteurs et les consommateurs (poisson fumé, bananes... venant majoritairement de Mayumba⁴³) et les commerçantes urbaines pratiquant la vente au détail de produits importants ou manufacturés (boisson, vêtements, linge de maison...).

Le taux de pénétration de la microfinance dans la ville est très faible. En dehors du PADMG, les femmes n'ont pas d'autres moyens d'obtenir des microcrédits. Les

⁴³ Une ville voisine à environ deux heures de voiture, située sur la côte, qui est la principale source d'approvisionnement en poisson et vivres divers.

principales sources de financement sont les emprunts familiaux ou dans le cercle social, ainsi que les tontines. Les femmes ont rarement accès aux banques, faute de garanties qui leur permettrait d'accéder à des prêts.

3.1.1 – Cadre et objectifs du projet

Le microcrédit a été identifié, par le gouvernement gabonais, comme un moyen efficace de lutter contre la pauvreté mais aussi d'atteindre les Objectifs du Millénaire du Développement (OMD) élaborés par le PNUD. C'est dans cette optique, qu'intervient le Projet d'appui au développement du micro crédit au Gabon (PADMG) afin d'améliorer les conditions de vie des femmes et de les rendre autonomes à travers la création d'activités génératrices de revenus. Cet élargissement de l'accès aux services financiers par les populations à faibles revenus vise spécifiquement à:

- Renforcer les capacités techniques des partenaires locaux du domaine de la microfinance;
- Créer une cellule d'appui au projet;
- Renforcer les capacités d'au moins deux institutions locales pouvant offrir des services financiers;
- Renforcer les capacités d'au moins 600 femmes en matière de création et de gestion des micro-projets;
- Créer un fonds de microcrédit pour le financement et la garantie des projets.

La clientèle cible du projet sont les femmes gabonaises vivant en milieu urbain et rural, ayant initié ou non des micro-projets, et membres d'association socio-économiques. L'implantation du PADMG dans la Nyanga et particulièrement à Tchibanga a été précédée par une phase de sensibilisation qui s'est faite par le biais de la radio, de causeries avec les associations et les femmes. Cette étape préliminaire

a contribué à la mobilisation des populations. Plusieurs de nos répondantes ont affirmé avoir été informées par les responsables de leurs associations, mais aussi en écoutant la radio. Une bénéficiaire du PADMG a affirmé

«dans mon association, on nous avait dit qu'on pouvait demander des crédits»

Il est important de souligner que la volonté de développer des activités marchandes reconnues et officielles a motivé la décision des femmes de la ville à se regrouper en associations⁴⁴. Les valeurs fondamentales du PADMG peuvent être résumées comme étant les 3P : la prudence, la proximité, la progressivité.

Les différentes étapes de l'accès au crédit sont : la demande, l'appui à la structuration et élaboration du projet, la formation des bénéficiaires, le financement du projet, le suivi et le contrôle des activités et le recouvrement des remboursements.

La procédure d'octroi du microcrédit

L'accès au microcrédit se déroule à travers une procédure que nous décrivons dans cette partie. Premièrement les femmes sollicitant un crédit doivent être regroupées en association. Ensuite, elles doivent passer par une période de formation. Finalement, des analyses sont faites pour évaluer la faisabilité de leur projet.

Le système de microcrédit mis en place à travers le PADMG permet aux femmes d'avoir accès à des emprunts aux montants variables, dont le taux d'intérêt préférentiel est de 6%⁴⁵, avec des possibilités de différer les remboursements sur une période allant de 1 à 9 mois, en fonction de la nature des activités. De plus, elles se font enregistrer de façon formelle et bénéficient de l'ouverture d'un compte auprès

⁴⁴ Il est important de préciser que beaucoup d'associations se sont créées pour que les femmes soient éligibles au microcrédit. L'arrivée du PADMG a donc favorisé le regroupement associatif des femmes.

⁴⁵ Chiffres obtenus lors de séances de travail dispensées à Tchibanga par le responsable du programme.

d'une institution bancaire, la Banque gabonaise de développement (BGD), l'opérateur financier du projet. Les montants octroyés varient de 100.000 à 2.000.000 de francs CFA pour les emprunts individuels et de 500.000 à 5.000.000 de francs CFA pour les emprunts collectifs. Ce projet s'adresse aux projets individuels et collectifs dans les secteurs économiques suivants : agriculture, maraîchage, pêche, artisanat, couture, restauration, transformation alimentaire et services. Il est important de préciser que les emprunteuses ne se voient pas toujours octroyer la totalité du crédit demandé, ce montant est fonction de la pertinence du projet et le PADMG se réserve un droit de décision quant à sa faisabilité.

Trois phases de financement ont eu lieu : en 2006, en 2007 et en 2008. Les taux de remboursements avoisinent 95%, précisément 94,92% à la fin de l'exercice 2007 (PADMG, 2007 :8). Au total, 120 associations ont reçu un encadrement et 325 projets ont été financés dans toute la province. Notre enquête s'adressait précisément aux bénéficiaires des deux premières phases de la ville de Tchibanga. Au début de l'année 2009, plus de trente nouveaux microprojets collectifs et individuels ont été financés dans les secteurs de l'agriculture, du maraîchage, de la pêche, la commercialisation du poisson frais ou fumé, la transformation de produits agricoles, la couture, l'artisanat et la restauration.

Tableau 4 – Les phases de financement du PADMG

Phases de financement	Nombre d'associations	Nbre de projets financés	Nombre de bénéficiaires	Montant (CFA)	Départements
Phase 1 (2006)	9	31	77	35millions	Mougoutsi (Tchibanga)
Phase 2 (2007)	9	30	64	16.7millions	Mougoutsi
Phase 3 (2008)	20	65	253	39.7millions	Mougoutsi Basse-Banio Douigny
Total	38	126	384	91.4millions	

Source : Chiffres obtenus auprès du responsable de la cellule d'appui du PADMG.

Il était convenu qu'au terme de ce projet, un établissement de microfinance devait être créé dans la province afin de pérenniser l'action du PADMG. Toutefois, selon les dernières évolutions, les activités ont été étendues à d'autres provinces du pays sans que ladite structure ne soit créée dans la Nyanga.

L'accès au microcrédit

Dans le contexte du PADMG les femmes doivent être membre d'une association⁴⁶ pour être habilitées à soumettre une demande de microcrédit. Ce regroupement peut être défini comme étant «la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente leurs connaissances ou leurs activités dans un but autre que lucratif» (Obolo, 1999 :17). Cette condition agit comme une caution solidaire pour inciter les emprunteuses au remboursement, et une responsabilité pour l'association, à la fois au niveau de la sélection de ses membres car « la caution solidaire génère des incitations au remboursement et contraint le groupe à se charger de la sélection, de la surveillance et du respect des obligations/tâches, qui habituellement incombait au prêteur» (Hofmann, Marius-Gnanou, 2007 :225). Cette pression sociale (*peer pressure*) constitue donc une sorte de menace sur les emprunteuses et le groupe devient un facteur de solvabilité des emprunteuses. Selon Jégourel (2008), l'incitation collective pousse les bénéficiaires à rembourser leur crédit de façon à ce que les membres de leur groupe ne soient pas privées de prêts ultérieurs.

Les associations doivent répondre à plusieurs exigences : avoir un quorum de 12 membres, avoir un statut, et être organisées selon le modèle suivant (une assemblée générale, un comité de gestion, un comité de crédit et un commissariat aux comptes). Les groupes se forment en fonction des affinités entre les personnes, et le PADMG compte sur ce mécanisme pour assurer les échéances de remboursement

Les modalités d'octroi de crédit sont adaptées aux réalités locales, elles privilégient des procédures simples et incitatives permettant aux femmes d'accéder au financement dont elles ont besoin.

⁴⁶ Toutes les associations sont créées conformément aux dispositions de la loi 35/62 du 10 décembre 1962, régissant les associations sur le territoire gabonais.

3.1.2 – La structure organisationnelle du PADMG

Depuis novembre 2005, ce projet dispose d'une cellule d'appui dont les trois objectifs principaux sont les suivants :

- Un objectif socio-économique et culturel : dans le but de participer à l'éveil de l'entrepreneuriat féminin par la promotion et la création d'activités rémunératrices, il s'agit aussi d'un moyen de sensibiliser les femmes à la microfinance;
- Un objectif financier : suivre les remboursements des bénéficiaires afin d'assurer un taux de 95 à 98% des fonds alloués.
- Un objectif institutionnel : assurer un encadrement dans la mise en place d'un EMF dans la province de la Nyanga.

La cellule du projet organise des sessions de sensibilisation et de formation durant lesquelles les femmes acquièrent des connaissances en comptabilité simplifiée, en gestion et ainsi qu'en culture associative. Il s'agit là d'outils qui permettent aux bénéficiaires d'obtenir des notions sur la gestion de leur crédit, la tenue d'un journal, le capital, les bénéfices, l'épargne. Les bénéficiaires profitent d'un accompagnement dans le démarrage de leurs activités, et peuvent compter sur la proximité des agents, ce qui leur permet d'avoir un service relativement personnalisé⁴⁷.

3.2 – Les caractéristiques socio-économiques des bénéficiaires

Le questionnaire que nous avons adressé aux femmes comprenait trois thèmes qui nous ont permis de dresser leur profil socioéconomique, la nature de leurs activités ainsi que les changements qui se sont opérés dans leur vie, notamment en termes

⁴⁷ Contrairement à la rigidité des banques, le PADMG accorde des ajustements à ses bénéficiaires lorsqu'elles rencontrent des difficultés de paiement de leurs échéances de remboursement

d'amélioration de revenus et de renforcement des capacités. Pour ce faire nous avons considéré les déterminants sociaux suivants : l'âge, le niveau d'études, le statut marital, la taille du ménage et la profession principale. Étant donné que l'octroi du microcrédit est basé sur le profil individuel des demandeurs, ces éléments sont importants à relever.

L'intervalle d'âge

Au regard du tableau ci-dessus, il ressort que les personnes de plus de 46 ans constituent 70% des bénéficiaires de microcrédits interrogées. Les emprunteuses rencontrées sont d'âges variés, avec une supériorité pour la classe d'âge 41-50 ans:

Tableau 5 – L'intervalle d'âge

Groupe d'âge	Nombre	%
18-25	1	4,4%
26-35	7	30,4%
36-40	5	21,7%
41-50	8	34,8%
50+	2	8,7%
Total	23	100

Il apparaît que l'âge n'est pas un critère d'octroi des microcrédits, mais la viabilité des projets soumis détermine davantage le choix des bénéficiaires.

La situation matrimoniale des femmes

Tableau 6 – La situation matrimoniale des bénéficiaires

Statut matrimonial	Nombre	%
Célibataire	9	39.1
Mariée/ en couple	9	39.1
Divorcée	4	17,4
Veuve	1	4,4
Total	23	100

Les femmes mariées ont indiqué que leur accès au microcrédit leur a permis d'accroître leur participation aux revenus du foyer. L'une d'entre elles nous a d'ailleurs montré sa maison, expliquant que les revenus de son commerce avaient servi à sa construction. Au niveau de leur relation de couple, toutes les femmes ont mentionné que leur partenaire avait bien accueilli la situation et qu'il les encourageait. Il n'y a pas eu de mésentente au sujet du microcrédit, ni dans sa gestion. D'ailleurs l'une des bénéficiaires affirme que : «ça permet d'être indépendante et de ne pas attendre que l'homme s'occupe de tout».

De plus, l'analyse de la situation matrimoniale révèle que les couples disposaient d'au moins un revenu fixe, généralement celui du mari. Contrairement aux femmes seules dont le seul revenu est variable parce qu'il provient des recettes de leurs microprojets.

Nombre d'enfants

Tableau 7 – Nombre d'enfants

Intervalle	Nombre	%
Aucun	1	4,4
1-5	16	69,5
6-10	5	21,7
10+	1	4,4
Total	23	100

Les femmes sont confrontées à plusieurs exigences : familiales et communautaires, auxquelles il est difficile de se soustraire. La gestion du quotidien est parfois difficile, et même lorsqu'elles n'ont pas d'enfant, il arrive souvent que les femmes doivent prendre en charge d'autres membres de la famille. En effet, la plupart des bénéficiaires ont mentionné avoir entre une et cinq personnes à charge (neveux, nièces ou autres membres de leur famille). Ainsi, l'une des répondantes explique : «j'ai trois enfants, mais je m'occupe aussi de cinq autres personnes, ce qui fait que j'ai huit personnes à ma charge». Plusieurs femmes doivent également s'occuper de leurs petits enfants, précisément quand leurs propres enfants vivent encore avec elles.

Le niveau d’instruction des répondantes

Ce critère nous a permis d’en savoir plus sur la scolarisation des bénéficiaires. La clientèle du PADMG est variée et regroupe des femmes aux profils hétérogènes, et issues de toutes les couches sociales. Parmi nos répondantes, il y a des fonctionnaires, des commerçantes et des agricultrices, ce qui démontre à première vue qu’il n’y a pas de discrimination dans le choix des bénéficiaires.

Tableau 8 : Le niveau d’instruction des répondantes

Niveau	Nombre	%
Autodidacte	1	4,4%
Primaire	8	34,7%
Secondaire	13	56,5%
Études supérieures	1	4,4%
Total	23	100

Il ressort de ce tableau que la majorité des bénéficiaires interrogées a un niveau d’instruction suffisant pouvant leur permettre de gérer les formalités inhérentes à la demande ainsi qu’à la gestion d’un microcrédit. En effet, 56,5% des répondantes ont atteint le niveau d’études secondaires et 4,4% ont un niveau d’études supérieures, ce qui peut témoigner de leur aptitude à pouvoir gérer leur emprunt, et suivre les formations dispensées. Toutes les femmes interrogées sont alphabétisées, à l’exception d’une que l’on peut présenter comme autodidacte. Ceci est un avantage

car elles peuvent suivre avec une certaine facilité les formations préliminaires à la gestion du crédit. Il est toutefois difficile d'affirmer avec certitude que le niveau d'instruction influence grandement leurs activités, car les données empiriques révèlent que des femmes avec un niveau d'études peu élevé parviennent à développer des entreprises très lucratives (Sarr, 1998 ; Guérin, 2002).

Les associations

Obolo (1999 :14) souligne que « les associations sont des outils indispensables, mieux encore, des forces motrices capables d'engendrer un changement positif des structures des personnes». L'appartenance aux associations joue un rôle important dans le développement du capital social. En effet, les femmes interagissent de différentes façons, entretiennent des rapports de solidarité et d'entraide et dans certains cas entreprennent des tontines. À travers ces interactions sociales et culturelles, elles renforcent leurs liens. Nous avons constaté que les bénéficiaires, entre autre celles de l'association Bung Pinz⁴⁸, participent également à des tontines. Cette pratique informelle est aussi présente dans la Nyanga, bien que :

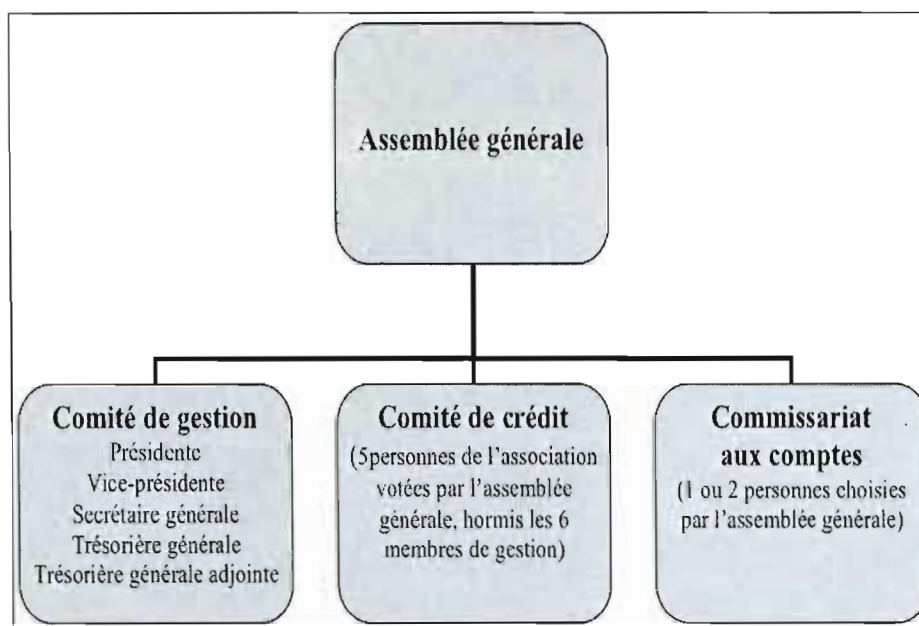
«Traditional credit cooperatives (the tontines) are under-developed, except in the province of Woleu N'tem. They have been held back by the lack of any strong community tradition, and the irregularity of cash incomes. Family-based and village solidarity systems are limited to providing construction materials and building houses or lending a helping hand with the farm work. The other kinds of savings mechanisms are reserved for close family members or relatives. These mechanisms are more often used for ceremonial expenses (burials, dowries) than for investment in productive activities that might provide income» (Banque mondiale, 1997:68).

La situation sur le terrain témoigne des changements sociaux qui surviennent au Gabon, en ce qui a trait à la pratique de la tontine, laquelle commence à bien s'intégrer dans les habitudes des femmes.

⁴⁸ Elle est principalement composée des femmes commerçantes du grand marché de Tchibanga.

Selon les critères du PADMG, les associations doivent être composées d'un seuil de 12 membres, réparties selon la structure suivante :

Tableau 9 – La structure des associations



Raisons de sollicitation du microcrédit

Les principales raisons invoquées par les femmes pour justifier leur recours au PADMG sont les suivantes : les difficultés financières et la nécessité de renforcer leurs activités. L'image que nous avons des femmes gabonaises s'est modifiée lors de notre séjour à Tchibanga. En effet, celles-ci sont souvent perçues comme étant peu travailleuses, préférant mener une vie facile et dépendre des autres. Néanmoins, sur le terrain, nous avons découvert des femmes actives, pour la plupart déterminées à améliorer leurs conditions de vie et très désireuses de recevoir un soutien financier mais aussi technique pour y parvenir. À la question de savoir pourquoi elles ont eu recours au microcrédit, la plupart des bénéficiaires ont indiqué qu'elles en avaient besoin pour renforcer leurs activités rémunératrices, ce qui montre qu'elles en avaient déjà entreprises avant de bénéficier du crédit, et dans certains cas parce qu'elles

voulaient démarrer une activité génératrice de revenus pour sortir du chômage. Les propos suivants illustrent le profil d'une des répondantes :

«Je suis commerçante depuis 1998 (...) bon, mes activités sont rentables mais il y a peu d'activités ici à cause du chômage »

La trajectoire des femmes est différente, certaines ayant déjà eu de l'expérience dans le commerce, ou l'agriculture, tandis que d'autres ont utilisé le crédit pour démarrer une première activité. Pour illustration, 22 répondantes sur 23 ont affirmé que c'était leur premier emprunt. En outre, 17 d'entre elles exerçaient déjà des activités informelles, 5 étaient des employées salariées⁴⁹ avant leur emprunt et continuent de l'être. Ces dernières ont justifié leur recours au microcrédit pour développer des activités pouvant leur permettre de générer des revenus supplémentaires, compte tenu du niveau peu élevé de leur salaire. Une répondante rencontrée lors d'une visite au marché a expliqué :

«Je vends du poisson fumé au marché, mais avant je ne travaillais pas»

Traditionnellement confrontées à la difficile accumulation du capital, les femmes ont besoin d'une autonomie qui leur permet de subvenir à leurs besoins, également de disposer d'une source de revenus additionnels pour faire face à l'insuffisance du salaire (Yanga Ngary, 2008) notamment au niveau de la fonction publique où la rémunération est peu élevée, permettant de moins en moins d'assumer le quotidien ainsi que les nombreuses charges. Parmi nos interlocutrices nous avons rencontré une fonctionnaire ayant eu recours au microcrédit afin de pouvoir entreprendre une activité parallèle à son travail :

«J'ai demandé un crédit parce que mes revenus sont insuffisants et je voulais faire du commerce pour gagner plus d'argent et subvenir aux besoins de ma famille. Avec un seul salaire ce n'est pas évident».

⁴⁹ Elles travaillent dans la fonction publique, occupent des postes de secrétaire, infirmière ou sage-femme.

Secteurs d'activités des bénéficiaires

Il y a de nombreuses similitudes entre les emprunteuses, et leurs activités sont majoritairement dans les mêmes secteurs.

Tableau 10 : Domaines d'activités des bénéficiaires

Secteurs d'activités	Nombre	%
Petit commerce	14	61
Agriculture	2	8,7
Pêche	1	4,3
Restauration et bar	3	13
Activités diverses	3	13
Total	23	100

La majorité de nos répondantes exercent des activités liées au petit commerce. Elles vendent généralement de la banane, des légumes et du poisson, au marché municipal, ou dans de petits étals devant chez elles (voir annexes 8 et 9). Par contre l'une des activités les plus prisées et où la concurrence est la plus forte est celle de la

vente de boissons⁵⁰. Quelques femmes avaient déjà une expérience précédente dans leur secteur, leur point commun étant qu'elles avaient chacune besoin de fonds pour agrandir leur commerce ou diversifier leurs activités. À la question de savoir pourquoi elle avait demandé un microcrédit, l'une des bénéficiaires répondit : « je faisais déjà du commerce mais je voulais renforcer mes activités ».

Le cas de réussite le plus important est celui d'une bénéficiaire qui se spécialise dans la vente de poissons frais, ses produits sont très appréciés et elle n'est pas confrontée aux mêmes difficultés que les autres femmes⁵¹. La revue des activités exercées par les bénéficiaires de Tchibanga confirme une tendance dominante chez les emprunteuses de microcrédit. En effet : « les entreprises gérées par les femmes restent confinées dans des secteurs typiquement "féminins", généralement peu capitalistes » (Guérin et Palier, 2007 :29), ce qui remet en question la possibilité pour les femmes de devenir de véritables entrepreneures.

Cependant, les répondantes ne nous ont pas fourni d'indications sur leur revenu mensuel, lequel varie en fonction des saisons et des facteurs externes (la clientèle, la disponibilité des produits...). Face aux difficultés économiques ainsi qu'aux mutations sociales, les femmes sont engagées, dans la professionnalisation de leurs activités productives afin de sortir de la pauvreté et de la vulnérabilité. Il ne s'agit plus d'une production destinée à l'autoconsommation, mais plutôt à la vente.

⁵⁰ Il s'agit des boissons gazeuses traditionnelles, de la bière ou encore des boissons locales (le vin de palme *musungu* ou vin de canne *malamba*, une boisson alcoolisée, à base de jus de canne à sucre que l'on fait fermenter en y faisant macérer des écorces de bois amer)

⁵¹ Le poisson frais s'achète rapidement, cette dame a organisé des réseaux d'approvisionnement et d'écoulement efficaces qui lui permettent de vendre rapidement sa marchandise. Elle dispose de congélateurs et glacières qui facilitent le stockage. Sa plainte principale se situe au niveau de la maintenance de ses pirogues, car les pièces des moteurs coûtent chers et sont vendues à Libreville.

Au niveau du recours au salariat, trois répondantes ont mentionné avoir des employés ce qui suggère que la création d'emplois est limitée, ou se traduit par l'embauche ponctuelle ou temporaire d'employés, éléments caractéristiques des activités de microfinance selon les auteurs Dominique et Servet (2002). L'une des bénéficiaires est propriétaire d'un atelier de couture, et avec ses revenus, elle est parvenue à construire un nouveau bâtiment pour agrandir sa capacité d'accueil. Cette dame, ainsi que notre répondante spécialisée dans la vente de poisson frais ont des employés permanents. Nous devons souligner qu'en fonction de leurs activités et des besoins du moment, les femmes ont parfois recours à des personnes extérieures pour gérer leurs affaires, notamment pour les boutiques, bars et restaurants. Malgré cela, nous n'avons rencontré aucune bénéficiaire qui ne gère pas elle-même son activité, parce qu'elle avait une employée à temps plein. Hormis une femme qui possède des bateaux de pêche et a des employés masculins, aucune des femmes interrogées ne travaille dans un domaine traditionnellement réservé aux hommes. Cette situation nous conduit à dire que la majorité des bénéficiaires de Tchibanga se cantonnent encore à des activités typiquement féminines.

En accédant au PADMG les femmes, exception faite de celles qui occupaient déjà un emploi, ont pu ouvrir un compte dans une banque et sont entrées dans le système financier formel. Cet aspect est une source de satisfaction importante, car cela leur donne l'impression d'avoir un statut plus important, mais aussi parce qu'elles peuvent se constituer une épargne.

Les difficultés rencontrées par les bénéficiaires

Tableau 11 – Les difficultés rencontrées par les bénéficiaires

1	Le manque de clients
2	La saturation du marché
3	L'approvisionnement
4	L'état des routes
5	La vente à crédit
6	La gestion des activités, des employés
7	La saisonnalité des activités
8	Le vol

Les difficultés les plus fréquemment citées sont liées au faible niveau de la demande, à la saturation du marché ainsi qu'à l'approvisionnement. La première contrainte évoquée par les femmes est le manque de clientèle, laquelle s'explique par l'étroitesse du marché de la ville de Tchibanga, ainsi que l'absence d'une activité économique suffisamment importante pour générer davantage de revenus.

Toutefois, ce propos doit être nuancé car ce problème se pose avec davantage d'acuité chez les bénéficiaires ayant entrepris des activités de petit commerce (vente

de bananes, de manioc et de légumes), de restauration et de bar, car ce sont des secteurs hautement concurrentiels, d'autant plus qu'ils requièrent un faible niveau de compétences. Cela confirme donc que l'accès à la microfinance peut favoriser le renforcement de la concurrence dans certains domaines d'activités (Mayoux, 2001), avec la conséquence que les femmes rencontrent davantage de difficultés à assurer la croissance de leurs activités, et ainsi à améliorer de façon constante leurs revenus (Guérin (c), 2002 ; Kabeer (a), 2005). Cette situation est souvent le corollaire de l'accès des femmes aux microcrédits, dans la mesure où «la croissance rapide des programmes de microfinance participe à la saturation du marché en activités 'féminines' provoquant, par là-même une chute du profit» (Mayoux, 2007 :44).

L'étroitesse des marchés est une contrainte majeure pour les bénéficiaires de microcrédit, certaines études l'évoquent car, «quand bien même les pauvres se transformeraient en entrepreneurs, s'imaginer que le marché puisse s'étendre à l'infini et offrir une place à chaque pauvre est tout aussi illusoire. Les exemples de saturation rapide de marchés locaux suite à des initiatives financées par le microcrédit sont légions» (Guérin, Roesch et Servet, 2006 :3). En effet, les difficultés liées à la commercialisation sont d'autant plus difficiles que la taille des marchés joue un rôle important dans le développement du secteur des PME/PMI (Mbouombouo Ndam, 2007). La même plainte revenait chez la majorité de nos répondantes, l'une d'entre elle expliquait ainsi les difficultés principales qu'elle rencontre : « il n'y a pas beaucoup de sociétés ici, les clients ne sont pas nombreux. C'est dur d'aller à Mayumba pour acheter le poisson fumé, et quand les camions emmènent ça ici parfois c'est cher à cause de la route».

Cette plainte illustre le fait que les circuits d'acheminement de leur production sur le marché sont compliqués, à cause des aléas routiers qui représentent un des problèmes majeurs dans la région, particulièrement durant la saison des pluies.

Conséquemment, il arrive fréquemment que les routes se dégradent ce qui complique l'approvisionnement mais aussi les tentatives d'écoulement des produits vers des grandes villes. Il est déjà arrivé qu'une commerçante perde un chargement de plusieurs tonnes de bananes, occasionnant ainsi une grande perte financière (environ 2.000.000 de Fcfa)⁵² : «J'avais envoyé un camion de bananes à Libreville mais sur le chemin il y avait un bourbier, le camion était bloqué et la marchandise a pourri, j'ai perdu beaucoup d'argent».

Tchibanga est une ville enclavée ne disposant pas d'une activité importante, or la microfinance «est destinée en priorité à des activités commerciales : dans des zones sujettes à des difficultés d'approvisionnement, et d'écoulement, développer l'offre de microfinance peut provoquer rapidement la saturation, des marchés locaux» (Guérin, 2002 (b) :18). Globalement, les perspectives d'élargissement des activités sont peu élevées ce qui réduit fortement les possibilités d'obtenir des revenus plus importants. Les femmes, particulièrement les commerçantes, ont besoin d'accéder à d'autres marchés afin d'écouler leur production agricole, ainsi que leurs diverses marchandises⁵³.

La particularité du profil d'une emprunteuse rencontrée, est la diversification de ses activités car en plus de la vente de vêtements, elle fait dans la prestation de services. Elle voyage vers Libreville ou dans un pays voisin pour s'approvisionner :

«je suis fonctionnaire mais j'ai d'autres activités. Je vais souvent à Libreville et puis au Cameroun, mais le déplacement est difficile, la route est mauvaise. Je vends un peu de tout, des vêtements, du linge». Cet exemple illustre bien l'hétérogénéité des bénéficiaires du projet, puisque les activités peuvent être très différentes les unes des

⁵² L'équivalent de 5000\$

⁵³ Les répondantes ont parfois mentionné qu'elles veulent aller dans d'autres villes ou y envoyer de la marchandise par des intermédiaires.

autres; parmi elles il y a des femmes qui écoulent leur marchandise et s'approvisionnent en dehors de la province.

La vente à crédit fait partie des difficultés rencontrées par nos répondantes. Cette pratique assez courante au Gabon, est responsable des retards de remboursement des échéances enregistrés par les commerçantes. Une femme impliquée dans la vente de vêtements, expliquait que les clientes prenaient la marchandise à crédit, mais très peu d'entre elles s'acquittaient de leurs paiements à temps «or vendre à crédit bloque leur capital et, face aux risques de non-remboursement, elles ont peu de moyens de pression sur leurs clients» (Guérin, 2002 (a):820).

La gestion du quotidien est parfois difficile et face à certaines obligations sociales (familiales, dépenses de santé...) il arrive que le crédit soit réorienté à des fins non-productives, ce qui entraîne de véritables difficultés, notamment lorsqu'une bénéficiaire tombe malade. Ce cas de figure confirme que le niveau initial de pauvreté est déterminant dans la manière dont le prêt sera utilisé.

Les taux de recouvrement élevés des crédits enregistrés par le PADMG témoignent du dynamisme des femmes, toutefois, celles-ci rencontrent de nombreux obstacles qui entravent le bon déroulement, ainsi que l'expansion de leurs activités. Les emprunteuses sont confrontées aux problèmes d'approvisionnement, notamment pour celles qui se fournissent en poisson et vivres dans la ville de Mayumba dont l'accès est très difficile à cause des mauvaises conditions routières. Pour celles qui veulent écouler leur production dans les différents marchés du pays, par exemple les centres urbains, l'absence d'infrastructures routières praticables en toutes saisons représente un obstacle majeur.

La gestion des employés se révèle parfois difficile, et une bénéficiaire a dénoncé le taux élevé du roulement du personnel de son restaurant. En effet, lorsqu'elle embauche d'autres femmes, elle parvient difficilement à les retenir parce que celles-ci ont de la difficulté à assumer les responsabilités de ce travail. Une phrase assez révélatrice illustre ses propos : «vous-mêmes vous connaissez nos sœurs⁵⁴».

Outre les difficultés rencontrées par la plupart des répondantes, deux bénéficiaires ont mentionné avoir été victimes du vol de leur matériel (dans un bar et à domicile), ce qui a ralenti leurs activités et les a contraintes à racheter leurs équipements de travail. Cette situation a entraîné du retard au moment du remboursement de leurs échéances. En définitive, au regard de ces éléments nous pouvons affirmer que les performances des bénéficiaires de microcrédits restent largement tributaires de facteurs externes, qui entravent leurs activités.

3.3 – Évaluation de l'impact du microcrédit sur les bénéficiaires

L'étude de ce projet nous a permis d'avoir un éclairage sur les activités rémunératrices entreprises par les femmes en milieu semi-urbain et rural. La création de ce projet s'avère être un outil de dynamisation des activités féminines, mais aussi à éveiller l'esprit entrepreneurial chez les Gabonaises. Du point de vue institutionnel, nous pouvons affirmer que le PADMG, à travers sa cellule d'appui est parvenu à établir une relation de proximité avec les bénéficiaires, ce qui lui permet de mieux appréhender leurs difficultés, mais aussi de procéder à un recouvrement efficient des créances. Cela se traduit par un contact constant avec les emprunteuses, des visites

⁵⁴ Elle fait ici référence au fait que les jeunes gabonaises ne manifestent pas forcément d'intérêt lorsqu'il s'agit de petits boulots, et que certaines préfèrent mener une vie sans contrainte en dépendant des autres, au lieu de gagner leur vie par le travail.

sur les lieux de leurs activités, ainsi que des échanges réguliers. Ces éléments facilitent également la localisation des emprunteuses qui se volatilisent. Aussi, il faut reconnaître que Tchibanga est une petite ville, le responsable du projet peut donc rencontrer ou croiser les bénéficiaires sur une base régulière.

Les femmes interrogées sont unanimes sur le fait que le PADMG est très utile dans la promotion des activités féminines, parce qu'il leur permet d'accéder aux ressources dont elles étaient auparavant privées. L'une des bénéficiaires témoigne :

«Le PADMG est une bonne chose, avant on n'avait pas d'argent. Mes activités sont peu rentables parce qu'il manque des activités dans la province»

En parlant de sa perception du projet de microcrédit, une autre femme a affirmé :

«C'est un soutien pour les personnes qui n'ont pas de revenus, ça aide à faire du commerce mais il faut augmenter les montants donnés aux femmes».

L'augmentation du bien-être

Au niveau personnel, nos répondantes ont estimé qu'accéder à un crédit leur a permis de se prendre en main, mais surtout à pouvoir augmenter leurs revenus tout en réduisant leur dépendance. L'une d'elles a affirmé : «Avoir un crédit permet de travailler ne pas être dépendante vis-à-vis d'un homme». Les femmes considèrent que le fait d'entreprendre des activités génératrices est très valorisant, notamment au sein du couple. Elles expliquent que l'homme y voit un apport supplémentaire et apprécie la contribution qu'elles apportent aux dépenses du foyer.

Au niveau personnel le microcrédit a renforcé l'estime qu'elles avaient d'elles-mêmes. Leur nouveau statut a changé leur perception et elles éprouvent de la fierté à pouvoir générer des revenus. Il s'agit d'une indépendance économique dont elles ont besoin pour prendre des décisions dont elles étaient privées faute de moyens. Aussi,

elles y voient un facteur de réalisation et d'autonomie (une femme seule est parvenue à construire une maison), voire de dignité car selon une commerçante :

«Tu te débrouilles mieux, tu es à l'aise quand tu travailles et tu n'attends pas que ton mari paie tout. Et puis tu ne quémanges pas toujours, tu as la tontine et ton argent ça aide beaucoup pour les dépenses».

L'amélioration des revenus

Les femmes ont indiqué que les formations dispensées par le PADMG ont influencé leur mode de gestion. Les bénéficiaires ont généralement répondu que les revenus tirés de leurs activités avaient entraîné beaucoup d'améliorations dans leur vie. Une répondante affirmait :

« Avec la formation j'ai appris à ne pas bouffer tout l'argent que je gagne, je dois garder une partie pour acheter encore des choses à vendre»

Lors de nos entrevues, l'aspect de l'amélioration des revenus était évoqué et les femmes affirmaient majoritairement qu'elles ne pouvaient pas qualifier leurs activités de très rentables, ce qui induit une augmentation de revenus variable selon le secteur. Comme l'indique Linda Mayoux (1998 :78) « c'est seulement dans un très faible nombre de cas que les augmentations du revenu sont importantes». Cependant, il y a des exemples de réussite et l'une des femmes actives dans le maraîchage a affirmé que ses activités étaient prospères

«je faisais déjà du maraîchage (...) c'est mon deuxième crédit et j'ai pu acheter un tracteur»

Les emprunteuses soulignent que leurs revenus sont un facteur de sécurité financière, certaines parmi elles mentionnaient le désir d'avoir un crédit plus important pour agrandir leurs activités. Quelques femmes ont affirmé qu'en ayant

plus d'argent elles pourraient se tourner vers d'autres types d'activités. Cette position était adoptée par une emprunteuse qui a témoigné :

«Quand j'ai demandé mon crédit j'ai eu 300.000 CFA, le montant était insuffisant. Il faut plus d'argent pour des activités plus rentables»

La vie familiale

Dans le paradigme de la pauvreté, Linda Mayoux (1998) explique que les femmes sont ciblées par les programmes de microfinance parce qu'elles sont plus exposées à la pauvreté et qu'elles sont responsables du foyer. En effet, elles ont des préoccupations d'ordre familial, économique et social (Yunus, 1997 ; Guérin, 2001 ; Kabeer, 2005). Elles sont plus enclines à améliorer leur bien-être et celui de leur famille lorsqu'elles ont la capacité de subvenir à leurs besoins, ceux de leurs enfants et aussi de pouvoir assumer les différentes charges dont elles sont responsables. L'autonomie financière à laquelle les femmes accèdent grâce au microcrédit leur permet d'investir davantage dans les dépenses du foyer, entre autres : la scolarisation des enfants, les dépenses de santé et l'alimentation. Guérin (2002(b):871) affirme que : « les femmes sont visées en priorité : non seulement elles «remboursent mieux» mais on observe également qu'elles "affectent une part plus importante des bénéfices au bien être familial" ».

L'une des femmes rencontrées, mère monoparentale de cinq enfants affirmaient qu'elle avait connu des changements dans sa situation financière :

«Mes revenus ont augmenté, j'arrive à payer les frais de scolarité de mes enfants, mais j'ai beaucoup de charges parce que je suis seule ».

En ce qui concerne les relations conjugales, les femmes ont affirmé que leurs maris acceptaient le fait qu'elles aient recours au microcrédit et entreprennent des activités rémunératrices. Lors d'une entrevue, le mari d'une répondante était présent et elle a expliqué leur situation : «Je m'approvisionne à Mayumba et quand la

marchandise arrive ici (à son domicile) et les clients viennent acheter. On peut dire que mes activités sont quand même rentables, et mon mari ça ne le dérange pas et nous travaillons ensemble».

Néanmoins, la question de la prise de décision dans le foyer n'a pas été abordée. La lutte contre la pauvreté étant l'un des objectifs de ce programme de microcrédit, au vu de nos résultats il ressort clairement que ce ne sont pas les femmes les plus pauvres qui sont les principales bénéficiaires, mais aussi que l'accès au capital n'est pas le seul obstacle des populations pour sortir de la pauvreté. Le niveau initial de chaque femme joue un rôle important, car les lourdes charges familiales exercent un véritable poids pouvant les conduire à utiliser l'argent du crédit pour d'autres besoins essentiels (les dépenses de santé).

Le développement communautaire

Il ressort qu'au niveau communautaire, cette initiative de microcrédit permet de créer et renforcer le tissu associatif dans la ville, lequel comprenait peu d'associations recensées, mais plutôt des tontines et autres groupes informels, souvent à portée politique, que l'on appelle communément groupes d'animation ou groupes socioculturels (Rossatanga-Rignault : 2007)⁵⁵. À travers la caution solidaire (Mayoux, 2001) chaque femme devient en quelque sorte la garante du remboursement d'une autre. Cette articulation entre la logique collective et la logique individuelle, où le groupe devient un instrument d'accès au capital, est un véritable changement chez les femmes de Tchibanga car elle permet l'émergence de «nouvelles solidarités féminines » (Leblanc-Dominguez, 2005 : 219). Les membres

⁵⁵ Cette expression désigne les regroupements de femmes qui se retrouvent lors de manifestations politiques auxquelles elles apportent un caractère festif, dansant...la constitution de ces groupes se fait souvent sur une base ethnique ou provinciale.

de certaines associations ont initié des tontines, ce qui leur permet d'être en contact régulier et d'avoir des réunions quasi hebdomadaires.

Si ces groupes solidaires « permettent de remplacer des garanties collatérales par la caution du groupe pour les crédits individuels, la pression sociale joue donc le rôle d'une menace c'est-à-dire incite l'emprunteur à ne pas adopter un comportement opportuniste » (Marius-Gnanou et Hofmann, 2003 :12). Les répondantes qui se sont jointes aux associations dans le sillon du PADMG, ont signalé que cette expérience leur apprenait les rouages de la vie associative, à laquelle plusieurs n'étaient pas habituées. Toutefois, parmi les observations que nous avons faites, il était courant que certaines bénéficiaires aient disparu sans qu'aucune de leurs pairs ne sache où elles se trouvaient. Par contre, lorsque nous cherchions à localiser une femme il suffisait de demander de ses nouvelles à une autre membre de son association, pour parvenir à la trouver.

Dans la mesure où le microcrédit est octroyé de façon rotative, les membres de l'association doivent attendre que leurs pairs aient remboursé leurs emprunts afin de pouvoir solliciter un emprunt à leur tour. Si les relations au sein de l'association sont généralement bonnes, il arrive que des membres aient des relations conflictuelles ce qui entraîne des frictions entre elles, surtout parce que les autres femmes attendent de pouvoir obtenir un crédit à leur tour.

Cependant dans un environnement peu habitué aux regroupements associatifs, il faut reconnaître le rôle joué par le microcrédit dans l'émergence de nouvelles solidarités entre les femmes. L'adhésion aux associations se révèle être un motif d'apprentissage pour les répondantes, car cela accroît leurs responsabilités au sein de la communauté, et les conduit à s'impliquer activement.

L'endettement

Il ressort que le microcrédit peut devenir une véritable contrainte lorsque les bénéficiaires ne parviennent pas à le rembourser, situation que les auteurs décrivent comme un risque de micro-endettement (Falquet (a), 2003 ; Hofmann et Marius-Gnanou (c), 2003). Deux emprunteuses ont indiqué que leur niveau de vie avait décliné et qu'elles parvenaient à peine à rembourser leur crédit. Les deux facteurs associés à cet endettement sont les suivants : les facteurs extérieurs et les difficultés de gestion de l'activité. Le premier fait référence à la maladie. Une bénéficiaire a expliqué avoir eu des problèmes de santé, et d'ordre familial qui ont freiné ses activités et l'ont empêchée de pleinement profiter de cet emprunt en développant des activités productives. Cette situation illustre le risque d'affecter l'argent de l'emprunt à des dépenses personnelles qui sont non-productives, et entraînent des difficultés de remboursements. Dans cette optique Gnanou-Kamala et Hofmann (a) (2003) questionnent le potentiel entrepreneurial des femmes et évoquent le risque d'endettement. Ces auteures précisent que l'octroi de microcrédit ne garantit pas que les bénéficiaires aient les capacités de le gérer.

Gentil et Servet (2002 :753) précisent que « le crédit est rentable et entraîne une réelle amélioration de revenu dans plus de 80% de cas. Il a des résultats négatifs avec difficulté de remboursement et parfois décapitalisation quand il n'a pas été utilisé aux fins productives prévues ou que l'emprunteur a rencontré des aléas climatiques ou familiaux». D'autre part, considérant les caractéristiques du marché local, ainsi que le financement d'activités dans des domaines saturés, cela « peut également alimenter d'importants effets pervers, qu'il s'agisse d'endettement excessif des personnes financées ou d'appauvrissement des plus pauvres» (Jégourel, 2008 :202). Cet aspect révèle l'importance du niveau initial de pauvreté des emprunteuses, d'où

la pertinence de s'interroger sur la possibilité pour les plus pauvres, de réellement améliorer leurs conditions de vie.

3.3.1 – L'*empowerment* des femmes

L'autonomie financière contribue à donner plus de pouvoir aux femmes et accroît leur mobilité. Les changements qui ont accompagné l'accès des femmes au microcrédit se mesurent à partir des changements significatifs tels que l'augmentation des revenus, la réduction des liens de dépendance (Mayoux, 2001). Les résultats mettent en exergue les potentialités d'*empowerment* économique découlant du PADMG. Si le microcrédit est présenté comme principal moyen d'*empowerment* des femmes, et solution miracle pour les sortir de la pauvreté, il connaît une certaine contestation (Mayoux, 1999 :957 ; Guérin(b), 2002) ; certains auteurs évoquent le rôle de l'environnement dans lequel elles développent leurs activités car : «divers travaux ont mis en évidence la pertinence très relative de la microfinance selon le contexte socioéconomique local» (Guérin(c), 2002 :17).

Le cas des bénéficiaires de Tchibanga engagées dans des activités de petit commerce, notamment la vente d'aliments, renforce l'idée selon laquelle la microfinance peut favoriser la concurrence sur un marché en augmentant le nombre de femmes exerçant la même activité (Mayoux, 2001 ; Kabeer, 2005). Les résultats de notre enquête-terrain révèlent que les retombées au niveau de l'*empowerment* des bénéficiaires se situent davantage au niveau économique et a plus d'incidence sur leur individualité et leur famille. Toutefois, au niveau de la scolarisation des enfants,

l'école est gratuite ou quasiment⁵⁶ et la ville est bien desservie en termes d'établissements d'éducation. Les femmes contribuent davantage aux dépenses du foyer (paiement des charges, participation à la popote), et disposent de plus de ressources financières pour s'affranchir de la dépendance vis-à-vis des hommes. Une des femmes explique sa situation :

«Je suis présidente de l'association (...) notre association existait déjà avant le crédit, ça permet l'entraide entre les membres. Avant je travaillais déjà, le commerce c'est une deuxième activité. Avec le microcrédit il n'y a pas de dépendance vis-à-vis de l'homme. Mon mari réagit bien, il m'encourage et me soutient. Ce qui a changé au niveau de mon foyer c'est que je suis plus prévoyante et je peux assurer les imprévus ».

Nous avons remarqué que l'indépendance octroyée par l'activité marchande procure à ces femmes une importante satisfaction personnelle, un accomplissement, la fierté d'avoir agrandi leur commerce, ou encore d'avoir réussi à se constituer une épargne. Une bénéficiaire a affirmé :

«J'assiste aux réunions de mon association. Avec le crédit j'ai ouvert un compte et je peux faire des économies».

La plupart des activités leur permettent de subsister à court terme, mais peu d'entre elles s'inscrivent dans le long terme et ont des chances réduites de développement, à cause du contexte local. On peut donc conclure qu'il y a une amorce d'*empowerment* et que ce processus dépend de nombreux facteurs.

⁵⁶ Il existe des écoles publiques où il y a des frais d'inscription, et des exigences pour les uniformes. Les parents ont le choix de scolariser leurs enfants dans le public ou le privé, ce choix se fait évidemment en fonction de leurs moyens.

Tableau 12 – Indicateurs du niveau d'*empowerment*

	Individuel	Familial	Communautaire
Économique	<ul style="list-style-type: none"> -Accès aux ressources financières -Activités rémunératrices -Contrôle du crédit et de l'épargne -Renforcement des capacités (connaissances en gestion) 	<ul style="list-style-type: none"> -Contrôle des ressources de la famille ; -Participation aux charges du foyer 	<ul style="list-style-type: none"> -Renforcement de l'implication communautaire, par le biais des associations.

Source : Tableau constitué à partir des éléments extraits du texte de Linda Mayoux (1998) : «L'*empowerment* des femmes contre la viabilité ? Vers un nouveau paradigme dans les programmes de micro-crédit»

Au niveau économique, les femmes ont bénéficié d'une ressource financière jusque là inaccessible pour la majorité, et cette entrée dans le système bancaire classique leur a donné droit à l'ouverture d'un compte. Lors de nos entretiens, il ressortait qu'elles contrôlaient elles-mêmes leur crédit. Dans ce tableau, le contrôle du crédit et de l'épargne est un indicateur d'*empowerment* économique, car selon Linda Mayoux (1998) il n'existe pas toujours de lien évident entre le prêt et l'utilisation faite par les femmes, celles-ci ne contrôlant pas toujours le pouvoir de décision au sein du foyer. Nos interlocutrices ont clairement montré qu'elles géraient leurs activités, certaines se faisant seulement aider occasionnellement par leur époux. Une seule femme, travaille à plein temps avec son mari. Comme nous l'avons montré précédemment, les femmes manifestent de la fierté à pouvoir contribuer au bien-être du foyer, en participant aux dépenses mais également en les assumant seules (dans le cas des célibataires). L'auteure souligne cet aspect lorsqu'elle évoque la participation aux charges du foyer.

De façon raisonnable nous pouvons affirmer que l'accès au microcrédit est un facteur qui peut contribuer à l'*empowerment* économique et social des femmes. Par exemple, l'une des bénéficiaires du PADMG a ouvert un atelier de couture dont la croissance importante, lui a permis de recruter et de former plusieurs jeunes filles de la ville. Cela a renforcé son implication communautaire et elle est présentée comme l'une des plus grandes réussites entrepreneuriales au niveau de Tchibanga. Les éléments présentés indiquent clairement les changements survenus au niveau de la vie associative des femmes. Elles participent davantage à la prise de décisions communes et créent des interactions au sein de leur communauté. L'*empowerment* doit être vu comme un processus et non une finalité. Le contexte actuel de la province, mais aussi la présence de facteurs socioculturels déterminants sont des éléments qui pourront favoriser ou non l'atteinte d'un véritable *empowerment* dans toutes ses dimensions.

Le renforcement des capacités

Au terme de ce projet, les femmes ont généralement reconnu avoir renforcé leurs capacités entrepreneuriales et communautaires. Les répondantes estimaient que la formation dispensée par les responsables du projet leur a permis d'acquérir de nouvelles connaissances en gestion, mais aussi d'améliorer celles que certaines avaient déjà. Les éléments mentionnés sont notamment, la gestion du budget, l'importance de maintenir le capital de réinvestissement et la notion d'épargne. Nos interlocutrices ont souligné le rôle important joué par l'accès au microcrédit, mais surtout par les formations qui leur ont été données :

«la formation m'a beaucoup appris, pour gérer mon crédit et ne pas manger (dépenser) l'argent du capital. Il y a des choses que je ne savais pas mais j'ai appris comment rembourser mon crédit, et maintenant j'ai tout payé (remboursé), ça m'a beaucoup aidée».

Considérant le fait que 22 répondantes ont affirmé que c'était leur premier recours au crédit, cette expérience a fait entrer dans l'environnement bancaire les femmes qui n'y avaient pas accès. Une illustration de cette situation nous a été présentée par une des emprunteuses, qui manifestait une grande satisfaction en évoquant l'existence de son compte bancaire : «c'est la première fois que j'ouvre un compte, avant je n'en n'avais pas, et maintenant j'en ai un à la banque et je peux garder un peu d'argent de côté, mais en ce moment il n'y a pas grand-chose dedans».

Nous relevons le rôle prépondérant du PADMG au niveau communautaire. L'exigence pour les bénéficiaires d'appartenir à une association contribue à leur implication communautaire. L'une des répondantes a affirmé : «le PADMG doit renforcer les formations, plus réveiller les femmes pour les motiver».

Cette incitation au regroupement communautaire est un moyen de créer et renforcer des liens entre les femmes, mais surtout d'augmenter le capital social (Mayoux, 2001). L'un des bénéficiaires dont les activités sont vraiment rentables a expliqué qu'à travers le microcrédit, être membre d'une association était une première expérience. D'autre part, au-delà de l'aspect financier le microcrédit joue également un rôle important dans la création et le renforcement des liens sociaux entre les femmes. Parmi les répondantes il y a des femmes originaires d'autres provinces du Gabon, leur adhésion à une association est un moyen de s'exprimer, de briser l'isolement, de s'intégrer à leur milieu de vie, mais surtout d'accéder à un microcrédit. L'une de nos répondantes est fonctionnaire, elle s'est installée à Tchibanga dans le cadre d'une mutation et est membre d'une association regroupant les femmes de son ethnie.

Ainsi les 23 répondantes que nous avons rencontrées sont issues de huit associations différentes, au sein desquelles elles occupent des fonctions variées, telles que présidente, secrétaire générale, présidente du comité de crédit, et membre. Cette

répartition indique que l'accès au microcrédit semble se faire de façon démocratique, sans qu'il n'y ait de monopolisation par les responsables des associations. Les dossiers sont soumis au comité de gestion du PADMG et après une étude de faisabilité, celui-ci décide des crédits à octroyer.

3.4 – L'évolution et la critique du PADMG

L'accès des femmes aux microcrédits, notamment celles qui vivent en zone périurbaine et rurale mérite une attention particulière, étant donné le dynamisme que cela entraîne. En dépit du fait que la question du microcrédit et des femmes est encore peu documentée au Gabon, les résultats de notre étude nous permettent de suggérer quelques éléments de réflexion. Si le microcrédit permet d'obtenir une certaine croissance économique, celle-ci doit être «concomitante» (Gentil et Servet, 2002:758) aux infrastructures. Ainsi, nous pensons qu'il est nécessaire que le gouvernement facilite les déplacements sur l'ensemble du territoire en favorisant le développement et le maintien d'infrastructures routières fiables. La question des infrastructures routières, et celle de la communication fluviale ne peuvent être éludées car le renforcement des communications intérieures permettra la circulation des flux de biens et de personnes. L'intervention de l'État est nécessaire afin d'éviter que cette situation ne demeure un goulot d'étranglement pour les producteurs et commerçants du pays, particulièrement des provinces du Sud, mal desservies en voies de communication. Il est difficile de parler d'amélioration substantielle du revenu des femmes, dans la mesure où certaines de leurs activités sont affectées par les mauvaises conditions routières, ainsi que l'étroitesse du marché. Parmi les principales difficultés mentionnées par les agricultrices et les vendeuses de produits vivriers, les problèmes d'approvisionnement se posent avec acuité.

Loin de remettre en cause l'importance du rôle du microcrédit nous pensons que lutter contre la pauvreté requiert aussi d'améliorer les infrastructures de santé,

d'éducation, d'eau potable et de transports (Khandker, 1998 ; Guérin, Roesch, Servet, 2006). Selon Khandker (1998:1): «the appropriateness of microcredit as a tool for reducing poverty depends on local circumstances. Poverty is often the result of low economic growth. High population growth and extremely unequal distribution of resources».

L'apport du microcrédit dans l'amélioration des conditions de vie des femmes gabonaises est possible en fonction de deux facteurs principaux : le contexte, et aussi la capacité à réaliser leur potentiel entrepreneurial. Dans la mesure où le PADMG a une portée nationale, le problème de l'approvisionnement et de l'écoulement des marchandises se posera assurément à d'autres bénéficiaires, probablement dans des proportions différentes. Il serait alors intéressant de procéder à une étude sur le même projet, dans une autre province car les données socio-économiques peuvent varier d'un endroit à un autre, facteur susceptible d'influencer les résultats de la recherche. Pour illustration, certaines villes disposent d'une activité économique plus importante (entre autres dans la province du Woleu Ntem), et sont dotées de meilleures infrastructures routières, deux éléments contrastant avec les contraintes auxquelles les bénéficiaires de Tchibanga doivent faire face.

Parmi les effets potentiellement négatifs de ce projet, il est nécessaire de souligner que l'une des particularités de la société gabonaise est celle d'être accoutumée aux «dons» (Rossatanga-Rignault 2005 :28)⁵⁷. Au fil du temps, les populations ont été habituées aux programmes et autres activités, souvent politiques, qui ont mis de l'argent à leur disposition, sans oublier les projets de financement qui n'ont pas toujours abouti à des résultats concrets. Dans cette optique, nous pensons

⁵⁷ Les dons, ou les remerciements politiques sont des symboles de la vie politique au Gabon. En effet, à diverses occasions, précisément à l'approche ou à la fin d'une échéance électorale, les politiciens et autres personnages importants distribuent des dons aux populations. Il s'agit d'argent, de nourriture et d'accessoires variés.

que les femmes peuvent voir le microcrédit offert par le PADMG comme un autre «programme cadeau» mettant à leur disposition de l'argent qu'elles ne devront pas rembourser, ou dont le non-remboursement ne les expose pas à des sanctions. Ce, d'autant plus que l'État gabonais, à travers le MFPPFE est l'un des initiateurs du projet. Compte tenu des mentalités locales, et des aspects qui ont pu entrer en compte dans le choix de la Nyanga comme province pilote, nous pensons qu'il est important d'éviter la politisation des projets de microcrédit, en adoptant des mesures stratégiques pour étendre la microfinance à l'ensemble du territoire, au-delà de la volonté de combler des besoins pratiques de lutte contre la pauvreté.

La pauvreté est un phénomène aux causes multidimensionnelles (Sen, 2000 ; De Lima, 2007) à savoir : l'absence ou un niveau faible de revenus, le chômage, et une faible productivité. En fonction de la nature et de la raison de l'état de pauvreté, différentes solutions peuvent être adaptées, par exemple la création d'emploi mais aussi l'investissement dans le capital humain afin d'augmenter la productivité des travailleurs (Khandker, 1998). Selon, Guérin, Roesch, Servet (2006 :4) « le microcrédit ne peut être pensé que comme un outil complémentaire d'actions publiques volontaristes de réduction des inégalités. Pour l'instant celles-ci font largement défaut alors que les discriminations et les marginalisations sont les causes fondamentales de la pauvreté». Cette affirmation cadre parfaitement avec le cas de l'utilisation du microcrédit au Gabon. En effet, l'impact de cet outil financier dépend en grande partie du contexte socioéconomique local. On note que les services de microfinance ne peuvent à eux seuls réduire les problèmes de pauvreté, mais servent d'outils complémentaires qui s'insèrent dans une stratégie plus large, dans la mesure où «la microfinance doit à l'échelle d'une nation s'intégrer dans un dispositif beaucoup plus large de lutte contre toutes les formes de pauvreté» (Jégourel, 2008 :203).

Notre recherche comporte plusieurs limites au niveau méthodologique, lesquelles sont d'autant plus accentuées que celle-ci porte sur un sujet récent pour lequel peu de données sont disponibles. La démarche qualitative qui a été utilisée s'applique à un milieu donné et ne peut être représentative statistiquement, de même qu'elle ne peut être généralisée aux autres groupes de femmes, tant dans la province de la Nyanga que dans les autres provinces, dans la mesure où plusieurs disparités peuvent être observées à l'intérieur d'un pays, mais aussi relativement à l'appartenance ethnique ou à la classe sociale (Mayoux, 1999). Le choix des bénéficiaires interrogées s'est porté sur les femmes de Tchibanga, tandis que le projet s'adresse aussi aux femmes des autres départements.

Aussi, avons-nous observé des limites au niveau de la mesure du processus d'*empowerment*. Analyser ce type de changement constituait l'un des défis de notre mémoire. Néanmoins, nous pensons avoir pu mettre en exergue des informations utiles sur les bénéficiaires du PADMG, notamment leur profil, leur utilisation du crédit ainsi que les changements qui se sont opérés dans leur vie. Ces données demeurent pertinentes dans la compréhension de l'accès des femmes gabonaises au microcrédit. Il existe des facteurs ethniques, culturels et structurels différents, à l'intérieur d'un même pays (Mayoux, 1999) ce qui explique que toutes les provinces n'ont pas le même niveau de développement et disposent d'infrastructures différentes, cela donnera sûrement lieu à des trajectoires différentes quant à l'utilisation du microcrédit ainsi qu'à la rentabilité des activités féminines.

CONCLUSION

«La microfinance, grâce à la multiplicité de ses facettes, est un excellent révélateur des sociétés et de leurs évolutions; elle dévoile :-la diversité et la rentabilité des activités économiques, l'étroitesse des marchés, les risques, les liens entre production et commercialisation, les processus d'accumulation, etc.» (Gentil et Servet, 2002 :759). Cette citation illustre la situation décrite dans ce travail. L'étude de la microfinance au Gabon a révélé qu'il s'agit d'un secteur financier qui connaît des avancées significatives depuis 2001, mais dont les effets sont encore méconnus. Le microcrédit s'inscrit dans les programmes de lutte contre la pauvreté, aux objectifs à la fois sociaux et financiers. L'objet de ce mémoire était donc de dresser un portrait de la microfinance au Gabon et d'évaluer l'impact du projet pilote de microcrédit destiné aux femmes. Si l'accès au microcrédit entraîne un «cercle vertueux» (Mayoux, 1999) caractérisé par une autonomisation économique, une amélioration du bien-être des femmes et de leurs familles, nos résultats nous ont permis de constater que des variables extérieures jouent un rôle primordial dans la détermination de ce "cercle vertueux".

Les femmes gabonaises sont confrontées à la mutation de leur société, et s'inscrivent comme des partenaires essentielles du développement de leur pays. Impliquées dans les activités de production et responsables de leur rôle de reproduction, elles peuvent bénéficier des avantages du microcrédit et atteindre un véritable *empowerment* si les structures sont mises à leur disposition avec une stratégie intégrée de développement. Nous pouvons conclure que l'accès au microcrédit à travers le PADMG, peut être un levier de changements socio-économiques pour les femmes de Tchibanga. Néanmoins, ce projet ne pourra atteindre les objectifs qui lui sont assignés, à moins que l'État ne résolve de façon durable la question des infrastructures routières. Sans cette intervention, il sera

difficile d'obtenir une véritable amélioration de la condition économique des bénéficiaires de ce projet, précisément celles qui sont impliquées dans l'agriculture.

Au terme de la phase pilote dans la Nyanga, et considérant l'impact de ce projet puis avec l'extension du PADMG dans deux autres provinces⁵⁸, il ressort que l'un des objectifs principaux du programme n'a pas été atteint. Il s'agit de la création d'une structure de microfinance autogérée par les femmes qui devrait leur permettre de se prendre en charge et de renforcer leurs capacités de gestion. Cette situation limite donc les résultats du projet, et nous conduit à affirmer qu'il n'a pas atteint ses objectifs à moyen terme, précisément parce que les bénéficiaires ne s'impliquent pas davantage dans la gestion du crédit. Considérant ces éléments, il y a lieu de se demander si le PADMG parviendra à dépasser son rôle d'appui à l'accès au microcrédit, et réellement favoriser son objectif institutionnel, en mettant en place un établissement de microfinance dans la province de la Nyanga.

Ce travail, nous permet d'affirmer que les effets du microcrédit sur les femmes de Tchibanga sont modestes. La rentabilité de leurs activités est limitée par des obstacles commerciaux (l'étroitesse du marché local) et structurels (la difficulté d'atteindre les zones plus rentables). Il reste encore beaucoup de travail à fournir pour leur permettre d'atteindre un niveau de rentabilité à partir duquel elles pourront inscrire leurs activités, dans une perspective de long terme. L'utilisation du microcrédit dans la lutte contre la pauvreté, et l'amélioration des conditions de vie des femmes peut être d'un apport considérable aux politiques sociales et aux programmes de développement, mais ne peut à lui tout seul apporter les transformations dont les bénéficiaires ont besoin car «le crédit, à lui seul, ne saurait mettre fin à la pauvreté» (Yunus, 1997 :13).

⁵⁸ Le Woleu-Ntem et le Haut-Ogooué (voir annexe I)

ANNEXES

Annexe 2

LE QUESTIONNAIRE

Schéma d'entrevues : les bénéficiaires de microcrédits dans le cadre du PADMG

Section I : profil des bénéficiaires

1. Sexe : ☐ Féminin ☐ Masculin
 2. Groupe d'âge :
 - ☐ 18-25 ans
 - ☐ 26-35 ans
 - ☐ 36-40 ans
 - ☐ 41-50 ans
 - ☐ 50 ans et plus
 3. Statut matrimonial :
 - ☐ Célibataire
 - ☐ Marié(e)
 - ☐ Divorcé(e)
 - ☐ Veuf (ve)
 4. Nombre d'enfants :
 5. Nombre de personnes à charges :
 6. Niveau de scolarité :
 - ☐ Primaire
 - ☐ Secondaire
 - ☐ Baccalauréat
 - ☐ Études supérieures
 7. Ethnie :
 8. Lieu de résidence :
 9. Êtes-vous originaire de la Nyanga ?
 - ☐ Oui
 - ☐ Non
 10. Êtes-vous membre d'une association ?
 - ☐ Oui
 - ☐ Non
- Si oui, laquelle ?

11. Quel rôle avez-vous dans cette association ?
12. Depuis combien de temps bénéficiez-vous de microcrédit ?
13. Quel type d'activités exercez-vous avec ce crédit ?

Section II : L'accès au microcrédit

a. Histoire de vie

14. Quelles activités aviez-vous avant de demander un microcrédit ?
15. Est-ce votre premier emprunt ?
☐ Oui
☐ Non
16. Comment avez-vous entendu parler du PADMG ?
17. Pourquoi avez-vous demandé un microcrédit ?

b. Les activités entreprises

18. Avez-vous des employés ? ☐ Oui ☐ Non
 Si oui, combien ?
19. Avez-vous déjà éprouvé des difficultés à rembourser vos paiements ?
 Si oui, lesquelles ?
20. Comment qualifiez-vous vos activités ? Prospères, rentables ou peu rentables ?
21. Quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez dans vos activités ?
22. Y-a-t'il des différences entre les activités des hommes et celles des femmes ?
☐ Oui ☐ Non

Si oui, lesquelles ?

Section III : L'évaluation du microcrédit

23. Est-ce que votre situation est mieux ou pire qu'avant ?
24. Pouvez-vous expliquer ?
25. Au sein de votre famille, quels changements se sont opérés ?
26. Combien de revenus y-a-t'il dans votre famille ?

(Aux femmes mariées)

27. Comment votre mari réagit-il à vos activités ?
28. Quels changements se sont opérés au niveau de votre foyer ?
29. Avez-vous davantage de charges ?
☐ Oui ☐ Non
30. Comment utilisez-vous vos revenus ?
31. Vos revenus ont-ils augmenté ? ☐ Oui ☐ Non

Annexe 3

ÉLÉMENTS D'OBSERVATION

La structure organisationnelle du PADMG

1. Description de l'organisation (la structure, les ressources)
2. Les objectifs visés
3. Description des activités
4. Les facteurs de réussite et les facteurs d'échecs

Les projets de microcrédit

1. Les critères de sélection et d'admission,
2. Le type de projets financés (la nature des activités, individuelles ou collectives)
3. Le nombre de bénéficiaires
4. Les montants octroyés
5. Les principales difficultés

Annexe 4 – LES LOCAUX DU PADMG



Annexe 5-IMAGE DU BAR D'UNE BÉNÉFICIAIRE DE TCHIBANGA



Annexe 6: AGRICULTRICES DANS UNE PLANTATION DE MANIOC



Annexe 7 : PLANTATION DE MANIOC



**Annexe 8- ÉTAL D'UNE BÉNÉFICIAIRE AU GRAND MARCHÉ
DE TCHIBANGA**



Annexe 9-VENTE DE VIVRES À DOMICILE



**Annexe10- ATELIER DE COUTURE D'UNE DES
BÉNÉFICIAIRES**



Annexe 11-RESTAURANT LE SEMEUR



BIBLIOGRAPHIE

A – Monographies, articles et chapitres de livres

- AUGÉ, Axel Éric. 2005. *Le recrutement des élites politiques en Afrique subsaharienne; une sociologie du pouvoir au Gabon*. Paris: Éditions l'Harmattan, 300p.
- Backiny-Yetna, Prospère. et Quentin Wodon. 2009. "Pauvreté monétaire et pauvreté subjective au Gabon en 2005", *Perspective Afrique*, Vol. 4, No. 1-3, Article 4, 28p.
- BISILLIAT, Jeanne, et Christine Verschuur. 2000. *Le genre : un outil nécessaire, introduction à une problématique*. Paris : Éditions l'Harmattan, 236 p.
- BISILLIAT, Jeanne, et Christine Verschuur. 2001. *Genre et économie : un premier éclairage*. Paris : Éditions l'Harmattan, 484 p.
- BOYE, Sébastien, Jérémy Hajdenberg et Christine Poursat. 2006. *Le guide de la microfinance: microcrédit et épargne pour le développement*. Paris: Éditions d'Organisation, 304 p.
- CASTEL, Odile. 2003. *La dynamique institutionnelle de l'économie populaire solidaire dans les pays du Sud*. CDRC/UQO, Série comparaisons internationales Nord-Sud et Sud-Sud, n°4, 21p, [en ligne], <http://depot.erudit.org/id/001851dd>, (page consultée le 15 mai 2008)
- DAGENAIS, Huguette, et Denise Piché. 1994. *Femmes, féminisme, et développement*. Montréal : McGill-Queens University Press, 447 p.
- DE LIMA, Pascal (dir.publ.). 2007. *Voyage au cœur d'une révolution : la microfinance contre la pauvreté*. Paris : JC Lattès, 286p.
- DESLAURIERS, Jean-Pierre. 1991. *Recherche qualitative. Guide pratique*. Montréal : Mc Graw Hill, 141 p.
- DOLIGEZ, François. 2002. «Microfinance et dynamiques économiques : quels effets après dix ans d'innovations financières?». *Revue du tiers monde*, octobre-décembre, pp. 783-809

DOLIGEZ, François. 2003. «La participation: un cadre d'analyse», in Journée d'Étude IRAM 2003 «*De la Participation à l'Empowerment*», Paris: Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement, 21 p, [en ligne], <http://portals.wi.wur.nl/files/docs/gouvernance/iramparticipation.pdf>, (page consultée le 15 mai 2008)

FALQUET, Jules. 2003 (a). « Femmes, féminisme et développement, Une analyse critique des politiques des institutions internationales ». *Regards de femmes sur la globalisation Approches critiques*, sous la direction de Jeanne Bisilliat, Paris : Karthala, pp.75-112

FALQUET, Jules. 2003(b). « Genre et développement : une analyse critique des politiques des institutions internationales depuis la Conférence de Pékin ». *Mondialisation, pouvoirs et rapports de genre*, sous la dir. de Fenneke, Reysoo, Genève, Unesco/Iuéd, 28 p, [en ligne], <http://www.genreenaction.net/spip.php?article4351>, (page consultée le 15 janvier 2008)

GAUTHIER, Benoît. 2002. *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 619 p.

GENTIL, Dominique, et Jean-Michel Servet. 2002. «Entre localisme et mondialisation: la microfinance comme révélateur et comme levier de changements socio-économiques». *Revue Tiers monde*, n° 172, pp. 737-760

GUÉRIN, Isabelle. 2002 (a). « Les pratiques financières des femmes entrepreneurs. Exemples sénégalais ». *Revue Tiers Monde*, numéro 172, octobre-décembre, pp.809-827

GUÉRIN, Isabelle. 2002(b). «Les sommets mondiaux du microcrédit : où en est-on cinq ans après ?». *Revue Tiers Monde*, n° 172, octobre-décembre, pp.867-877

GUÉRIN, Isabelle. 2002(c). « Microfinance et autonomie féminine ». Genève : Organisation Internationale du travail, document de travail n°32, 70 p, [en ligne], http://www.lamicrofinance.org/files/14606_autonimiefeminine.pdf, (page consultée, le 15 janvier 2008)

GUÉRIN, Isabelle. 2002(d). «Introduction de la première partie». *Exclusion et liens financiers*, Rapport du Centre Walras, Paris : Économica, pp.33-39

GUÉRIN, Isabelle. 2003. *Femmes et économie solidaire*. Paris : La Découverte, 234p.

GUÉRIN, Isabelle. 2006. «Women and Money: Lessons from Senegal». *Development and Change*, volume 37, Issue 3, May, pp. 549-570

GUÉRIN, Isabelle, Marc Roesch, et Jean Michel Servet. 2006. «Le microcrédit, instrument de croissance et facteur fondamental de paix: une dangereuse illusion». BIM, 5 p, [en ligne], <http://www.lamicrofinance.org/files/18773fileBIM141106.pdf>, (page consultée le 15 mai 2008)

GUÉRIN, Isabelle, et Jane Palier. 2007. « Microfinance et empowerment des femmes : la révolution silencieuse aura-t-elle lieu ? ». *ADA Dialogue*, n°37, mai, 28, pp. 27-34, [en ligne], <http://genre.francophonie.org/IMG/pdf/Genreetmicrofinance.pdf>, (page consultée le 15 mai 2008)

HOFMANN, Élisabeth. 2003. «Comment évaluer l'empowerment des femmes défavorisées? Éléments de réflexion à partir de projets de développement dans des pays du Sud», Contribution aux 5^{ème} journées françaises de l'évaluation. Octobre, Limoges : SFE (Société Française d'Évaluation) ,13p, [en ligne], <http://chaireunesco.u-bordeaux3.fr/articles.php>, (page consultée le 15 mai 2008)

HOFMANN, Élisabeth, et Kamala Marius-Gnanou.2003 (a). « L'approche genre dans la lutte contre la pauvreté : l'exemple de la microfinance ». *Développement socialement durable et la Pauvreté*, Bordeaux : Presses de l'Université de Bordeaux, 20p, [en ligne], <http://chaireunesco.u-bordeaux3.fr/pdf/genre2001.pdf>, (page consultée le 15 mai 2008)

HOFMANN, Élisabeth, et Kamala Marius-Gnanou .2003 (b). « Le microcrédit pour les femmes pauvres – Solution miracle ou cheval de Troie de la mondialisation ? État du débat ». In : Bisilliat Jeanne, (dir.) – *Regards de femmes sur la globalisation*. Paris: Éditions Karthala, pp.215-238

HOFMANN, Élisabeth, et Kamala Marius-Gnanou. 2007. « Le microcrédit est-il le faux-nez du néolibéralisme ? La microfinance et les femmes pauvres : état du débat ». In. *Les Cahiers d'Outre-mer*, n° 238, pp. 217-233

ISERN, Jennifer, et Tamara Cook. 2004. *Qu'est-ce qu'un réseau?* CGAP, Washington, juillet, Focus Note 26, 28 p, [en ligne], <http://lamicrofinance.org/content/article/detail/22664?PHPSESSID=f816f386033c636e7c72046f05897ebf> , (page consultée le 15 janvier 2009)

- JEGOUREL, Yves. 2008. «La microfinance : entre performance sociale et performance financière». *Regards croisés sur l'économie*, n°3, pp.197-205, [en ligne],
http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=RCE_003_0197 , (page consultée le 15 avril 2009)
- KABEER, Naila. 2003. « Réflexions sur la mesure de l'*empowerment* des femmes ». In *Genre, pouvoirs et justice sociale*, sous la direction de Christine Verschuur et Fenneke Reysoo, Paris : L'Harmattan, pp.253-274
- KABEER, Naila. 2005 (a). «Is Microfinance a Magic Bullet for Women's Empowerment? Analysis of Findings from South Asia». Mumbai: *Economic and Political Weekly*, octobre, 10 p.
- KABEER, Naila. 2005 (b). *Intégration de la dimension genre à la lutte contre la pauvreté et objectifs du Millénaire pour le développement*. Ottawa : Centre de recherches pour le développement international, 336p.
- KHANDKER, Shahid. 1998. «Does Micro-finance Really Benefit the Poor? Evidence from Bangladesh». Asian Development Bank 15p, [en ligne],
<http://www.adb.org/poverty/forum/pdf/Khandker.pdf>, (page consultée le 20 janvier 2008)
- LAUTIER, Bruno. 1994. *L'économie informelle dans le Tiers-Monde*. Paris : La Découverte, 121 p.
- LAUTIER, Bruno. 2006. « Économie informelle ». In, *Dictionnaire de l'autre économie*, sous la direction de Jean-Louis Laville et Antonio David Cattani. Paris : Gallimard, pp.210-219
- LEBOSSÉ, Joël. 1998. *Microfinance et développement local*. Québec : OCDE, 131p.
- LELART, Michel. 1990. *La tontine pratique informelle d'épargne et de crédit dans les pays en voie de développement*. Paris : John Libbey, 356 p.
- LELART, Michel (dir.). 1999. *Finance informelle et financement du développement*. Aupelf-Uref, 249 p.
- LITTLEFIELD, Elizabeth, Jonathan Morduch et, Syed Hashemi. 2003. «La microfinance est-elle une stratégie efficace pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement?» CGAP, Janvier, focus Note 24, Washington, CGAP, pp.1-12

MAGNAGNA NGUEMA, Viviane. 2005. *Agriculture du Gabon- Entre décolonisation et ajustements structurels (1960-2000)*. Paris : Karthala, 304 p.

MARTIN, Jacqueline. 1998. *La Parité: enjeux et mise en œuvre*. Paris : Presses Universitaires du Mirail, 300p.

MAYOUX, Linda. 1998. «L'empowerment des femmes contre la viabilité ? Vers un nouveau paradigme dans les programmes de micro-crédit». Preiswerk Yvonne (sous la direction) *Silences pudiques de l'économie. Économie et rapports sociaux entre hommes et femmes*, Genève : Institut universitaire d'études du développement, 24 p.

MAYOUX, Linda. 1999. «Questioning Virtuous Spirals: Microfinance and Women's Empowerment in Africa», *Journal of International Development*, December, vol.11, n°7, pp.957-984

MAYOUX, Linda. 2000 (a). « Micro-Finance and the Empowerment of Women- A Review of Key Issues». Genève: ILO Social Finance Unit, 31 p, [en ligne], http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/ed_emp/documents/publication/wcms117993.pdf , (page consultée le 18 février 2008)

MAYOUX, Linda. 2000 (b). «Micro-Finance for Women's Empowerment: A Participatory Learning, Management and Action Approach». Texte présenté au Sommet Régional d'Asie du Microcrédit, 35p.

MAYOUX, Linda. 2001. «Tackling the Down Side: Social Capital, Women's Empowerment and Micro-Finance in Cameroon». *Development and Change*, Volume 32, Issue 3, June, pp. 435-464, [en ligne], <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1467-7660.00212/pdf> , (page consultée le 18 février 2008)

MAYOUX, Linda. 2002. «Women's Empowerment and Microfinance: A Think Piece' for the microfinance field». UNIFEM, 25p

MAYOUX, Linda. 2007. « Atteindre les femmes et les autonomiser: défis pour la microfinance ». *ADA Dialogue*, n°37, mai, 28 p, [en ligne], <http://genre.francophonie.org/IMG/pdf/Genreetmicrofinance.pdf>, (page consultée le 15 mai 2008)

MBAH, Jean-Ferdinand. 2000. *La recherche en sciences sociales au Gabon*. Paris : L'Harmattan, 190 p.

- MBOUOMBOUO NDAM, Joseph. 2007. *Banque contre microfinance. Les enjeux de l'intermédiation financière en zone CEMAC*. Yaoundé: Éditions Clé, 130 p.
- MÉTÉGUÉ N'NAH, Nicolas. 2006. *Histoire du Gabon: des origines à l'aube du XXI^e siècle*. Paris : L'Harmattan. 366 p.
- MORDUCH, Jonathan. 1999. « The Microfinance Promise». *Journal of Economic Literature*, vol. 37(4), pp.1569-1614
- NGOU, Honorine. 2007. *Mariage et violence dans la société traditionnelle fang au Gabon*. Paris : L'Harmattan, 271 p.
- NOWAK, Maria. 2005. *On ne prête pas qu'aux riches : la révolution du microcrédit*. Paris: J.C. Lattès, 270 p.
- OKUMBA D'OKWATSEGHE, Agathe. 1993. «La femme gabonaise et la démocratisation». *Communication au colloque : l'Afrique en transition vers le pluralisme politique. La vie du droit en Afrique*. Paris : Économica, pp-301-310
- OYANE NZUE, Pierrette. « Genre, féminismes et mouvements sociaux en Afrique : différences et synergies entre les approches francophone, anglophone et lusophone ». *Observatoire des droits de la femme et de la parité Gabon*, 5 p, [en ligne], <http://www.genreenaction.net/IMG/pdf/piereette.pdf>, (page consultée le 20 septembre 2009)
- PANHUY, H. et GASARIAN J.1998. «Secteur informel fonctions macro économiques et politiques gouvernementales: le cas du Gabon», 25p, [en ligne], <http://www.oit.org/public/french/employment/ent/papers/gabon.htm>, (page consultée le 15 mai 2008)
- RAHMAN, Aminur. 1999. *Women and Microcredit in Rural Bangladesh: An Anthropological Study of Grameen Bank Lending*. Boulder: Westview Press, 188 p.
- ROBINSON, Marguerite. 2001. *The Microfinance Revolution*. Washington, D.C.: World Bank, 356 p.
- RONDEAU, Chantal. 1995. «Les femmes et l'informel dans les villes africaines: Éléments de réflexion» dans BODSON, Paul et Paul-Martel ROY (éd.). *Politiques d'appui au secteur informel dans les pays en développement*, Paris : Économica, pp.119-135.

RONDEAU, Chantal, et Hélène Bouchard. 2007. *Commerçantes et épouses à Dakar et Bamako La réussite par le commerce*. Paris : L'Harmattan, 434p.

ROSSATANGA-RIGNAULT, Guy. 2007. «Renforcer les capacités de l'État ». Libreville : PNUD Gabon, 26 p, [en ligne], <http://www.afrimap.org/english/images/documents/Gabon-AGF7CountryReport-French.pdf>, (page consultée le 15 mai 2008)

SARR, Fatou. 1998. *L'entrepreneuriat féminin au Sénégal-La transformation des rapports de Pouvoirs*. Paris : L'Harmattan, 301p.

SERVET, Jean-Michel. 2006. *Banquiers aux pieds nus. La microfinance*. Paris : Éd. Odile Jacob, 511 p.

TREMBLAY, Manon (dir.). 2005. *Femmes et parlements : un regard international*. Montréal : Les éditions du remue-ménage, 671 p.

VERSCHUUR, Christine, et Reysoo, Fenneke (dir.). 2003. *Genre, pouvoirs et justice sociale*. Paris : L'Harmattan, 283 p.

YANGA NGARY, Bertin. 2008. *La modernisation quotidienne au Gabon – La création de toutes petites entreprises*. Paris : Éditions L'harmattan, 245 p.

YUNUS, Muhammad. 1997. *Vers un monde sans pauvreté*. Paris : Éditions JC Lattès, 345 p.

ZOMO YEBE, Gabriel. 1993. *Comprendre la crise de l'économie gabonaise*. Paris : Éditions L'Harmattan, 268 p.

B – Thèses et mémoires

DJERAREOU, Darombaye 2006. Micro finance et renforcement des capacités des femmes au Sénégal : Rôle du crédit accordé par la FDEA au groupe des femmes défavorisées de HLM Montagne. Mémoire de maîtrise présenté à l'Université Cheickh Anta Diop de Dakar, 90 p.

LEBLANC DOMINGUEZ, Anouk. 2005. L'empowerment des femmes dans le cadre de la microfinance coopérative : évaluation d'impacts au Mali. Mémoire de maîtrise présenté à l'École des hautes études commerciales (HEC) Montréal, 277p.

MEZUI ME SIMA, Justin. 1997. Un exemple de marché financier informel. Les tontines et leur impact économique. Le cas du Gabon. Mémoire de maîtrise présenté à l'Université Omar Bongo, 42 p.

NDEYE, Sine. 2008. *Microfinance et création de richesses : entre logiques domestiques et performances*. Thèse de doctorat présentée à l'Université du Québec à Montréal, 437p.

OBOLO, Georges. 1999. Associationnisme et développement du Gabon. Mémoire de maîtrise présenté à l'Université Omar Bongo, 108p.

PROVOST, Julie-Pascale. 2006. *Identité et genre au Gabon : les Femmes de Libreville*. Mémoire de maîtrise présenté à l'Université Laval, 138p.

ROY, Danny. 2006. *La participation et l'appropriation dans l'utilisation de la microfinance comme outil de développement*. Mémoire de maîtrise présenté à l'Université du Québec à Montréal, 143p.

C – Rapports et documents

Banque africaine de développement. 2005. *Profil de gouvernance pays*. Libreville, 74p.

Banque de France. 2003. *La microfinance dans la zone CEMAC*. Paris, 2 p.

Banque mondiale. 1997. *Republic of Gabon: Poverty in a Rent-Based Economy-Report*. Washington, D.C, 166p.

Banque mondiale. 2008. *Rapport sur le développement dans le monde 2008. L'agriculture au service du développement*. Bruxelles : De Boeck, 424p.

Bureau international du travail. Panhuys, Henry et G. Gasarian. 1998. *Secteur informel : fonctions macro-économiques et politiques gouvernementales : le cas du Gabon*. Genève : BIT, 74 p.

Caisse FEMO d'épargne et de crédit (CFEC). 2006. *Fiche d'évaluation au 15 décembre 2006*. Libreville, 1 p.

Caisse FEMO d'épargne et de crédit (CFEC) (a). 2007. *Rapport annuel d'activités*. Libreville, 1 p.

Caisse FEMO d'épargne et de crédit (CFEC) (b). 2007. *Évolution de l'activité sur la période de 2005 à 2007*. Libreville, 1 p.

Cellule nationale de promotion de la microfinance (CNPM) (a). 2008. *Contribution du Gabon au sommet mondial du microcrédit*. Libreville, 7 p.

Cellule Nationale de Promotion de la Microfinance (CNPM) (b). 2008. *Évolution et développement de la microfinance au Gabon*. Libreville, 10 p.

Commission bancaire de l'Afrique centrale. 2002. *Recueil des textes relatifs à l'exercice des activités de microfinance*. Yaoundé, 78 p.

Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, bureau Afrique centrale. 2004. *Les économies de l'Afrique centrale*. Paris: Maisonneuve et Larose, 352 p.

Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). 2003. « Examen des rapports présentés par les États parties conformément à l'article 18 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes », [en ligne], <http://www.aidh.org/Femme/Images/gabon.pdf> (page consultée le 5 février 2009)

Consultative Group to Assist the Poor (CGAP). 2004. *Systèmes financiers inclusifs*. Washington : Banque Mondiale, 48p.

Direction des institutions financières. *Le développement du secteur financier gabonais*. 2008. Libreville : Direction des institutions financières, 3 p.

Direction Générale de la Condition Féminine. 1997. *Étude socio juridique du statut de la femme gabonaise*. Libreville, 136 p.

Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques. 2001. *Enquête Démographique et de Santé du Gabon (EDSG) 2000*. Libreville, 372 p

Direction Générale de l'économie ministère de l'économie, des finances du budget et de la privatisation. 2007. *Tableau de bord de l'économie. Situation 2006, Perspectives 2007-2008*. Libreville : Direction générale de l'économie, n° 37, 148 p.

Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP). 2007. *Plan d'Action du Programme Pays*. Libreville ,43p.

Journal officiel de la république gabonaise. 1995. *Code civil*. Libreville : Direction des Publications Officielles, 100 p.

Ministère de la famille, de la protection de l'enfance et de la promotion de la femme (MFPEPF). 2000. *Résultats de l'enquête femmes et prise de décision*. Libreville, 61 p.

Ministère de la famille, de la protection de l'enfance et de la promotion de la femme (MFPEPF). 2007. *Projet d'appui à l'élaboration de la politique d'égalité et d'équité des genres au Gabon*. Libreville, 14 p.

Ministère de la Planification et de la Programmation du Développement. 2005. Enquête Gabonaise pour le suivi et l'évaluation de la pauvreté (EGEP 2005). Rapport sur les indicateurs de base du bien-être. Libreville, 45p.

Ministère de la planification et de la programmation du développement. 2006. *Document stratégique de réduction de la pauvreté (DSCR)*. Libreville : Ministère de la planification et de la programmation du développement, 322 p.

Organisation internationale du travail (OIT).2004. *L'économie informelle, Fiche technique*. Genève : Organisation internationale du travail, 2 p.

ONU. 2007. Table ronde sur l'autonomisation de la femme : établissement d'un lien entre l'efficacité de microfinancement et la robustesse des politiques macroéconomiques. 7 mars 2007, sur le site <http://www.un.org>, 34 p.

PNUD Gabon. 2003. Objectifs du Millénaire pour le développement, premier rapport national, Libreville, 28p.

PNUD Gabon. 2006. *Rapport national sur le développement humain au Gabon 2006. Dette publique et développement humain*. Libreville, 146 p.

PNUD Gabon (a). 2007. *Projet d'appui à l'élaboration de la politique nationale d'égalité et d'équité des genres au Gabon*. Libreville, 14 p.

PNUD. 2007. *Rapport mondial sur le développement humain 2007-2008. La lutte contre le changement climatique: un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé*. Paris: La Découverte, 382 p.

République Gabonaise. 2003. *Constitution de la République Gabonaise*. Libreville : Direction des Publications Officielles, 26 p.

Documentaire télévisé :

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). 2008. *Programme d'Appui au Développement du Microcrédit au Gabon (PADMG)*. Tchibanga, film documentaire, coul. 26 minutes

D – Sites internet

Banque des États de l'Afrique centrale : <http://www.beac.int>, (page consultée le 10 juin 2008)

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes : <http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/> (page consultée le 5 février 2009)

Genre en action : <http://www.genreenaction.net/IMG/pdf/piereette.pdf>, (page consultée le 12 mai 2009)

Les cahiers panafricains : <http://www.panapress.com/gabon/newsommaire.htm> (page consultée le 12 mai 2009)

Portail de la microfinance : http://www.lamicrofinance.org/resource_centers/profilgabon/profilgabon, (page consultée le 15 juin 2008)

Union interparlementaire : http://www.ipu.org/parline-f/reports/1116_A.htm, (page consultée le 21 septembre 2009)